

Crise de confiance entre alliés

Le phénomène n'est pas nouveau, mais il inquiète bon nombre de chancelleries et de gouvernements en Europe : les prochaines semaines vont sans doute être marquées par une grave crise transatlantique qui pourrait même faire regretter les malentendus d'antan.

Tous les ingrédients d'une épreuve de force sont en place : les deux camps sont en effet réunis. La guerre commerciale menace encore, en dépit des concessions européennes sur les céréales ; les négociations en cours au sein du GATT risquent à tout moment de dérailler, notamment à propos des services. D'autant plus que le président Reagan, sérieusement déstabilisé par le scandale de l'« Iran-Contra », sera toujours tenté de céder aux pressions protectionnistes d'un Congrès où ses partisans ne sont plus en mesure de faire la loi. Cédant-t-il, ou non, aux apôtres ? Il n'en manque pas à Washington : d'une guerre commerciale dont l'arme massue serait un dollar à 3 francs ? Beaucoup d'experts ne l'excluent pas.

C'est dans ce contexte extrême, mais aussi apparemment plusieurs autres pannes de l'accord, dont celle de la lutte antiterroriste, la plus importante, concerne peut-être la présence des troupes américaines en Europe, dont l'envoi aux États-Unis, voudrait que pour eux les Européens à l'extérieur ne soient pas seulement dans les affrontements d'ordre diplomatique, mais aussi dans ceux qui risquent de les déstabiliser. À propos de la « guerre des étoiles » et des négociations américano-soviétiques sur le contrôle des armements.

Il faut attendre encore pour en savoir plus sur ces deux derniers sujets. Tirailé entre ses « faucons » et ses « colombes », c'est-à-dire pour résumer entre le secrétaire à la Défense, M. Casper Weinberger, et le secrétaire d'État, M. George Shultz, le président Reagan hésite toujours sur la suite à donner à la rencontre de Reykjavik.

M. Shultz, qui n'est jamais passé pour un chantre de la « guerre des étoiles » et qui connaît les difficultés croissantes que ce projet va rencontrer au Congrès, est favorable, car cela plait ou non aux Européens, à une relance du dialogue avec l'URSS et à la conclusion d'un accord sur l'élimination des armes nucléaires à moyenne portée en Europe. Il veut aussi conduire directement avec Moscou les négociations sur la réduction des armes classiques en Europe. Il n'accepte pas que ce marchandage, crucial pourtant pour la sécurité de tous les pays européens, se fasse sous le couvert de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). De vives polémiques ont déjà opposé Paris et Washington à ce sujet.

La solution préconisée par le chef du Pentagone ne satisfait pas davantage nombre de capitales du Vieux Continent. Il s'agit pour M. Weinberger, en vue de prendre de vitesse le Congrès et de placer le successeur du président Reagan devant le fait accompli, d'accélérer la mise en place de certaines composantes de l'initiative de défense stratégique (IDS), quitte à faire voler en éclats le traité antibalistique de 1972.

L'imprévisibilité du comportement américain n'arrange rien pour les Européens, qui ont toutes les raisons du monde de se plaindre du manque de concertation en des affaires qui les concernent au plus près. Washington a tort de croire que ce refus bastien suffira à rendre de la crédibilité à un président qui s'occupe et à annuler les effets du chaos de sirènes qui monte au Kremlin. Plus que jamais les Européens doivent tenir compte de ces nouvelles données et agir en conséquence.

Les affrontements au Liban

M. Mitterrand demande au gouvernement d'envoyer des vivres aux camps palestiniens

A l'issue du conseil des ministres du mercredi 11 février, le porte-parole de l'Élysée a déclaré : « Le président de la République a demandé que la France apporte sans délai une aide active et importante aux organisations humanitaires qualifiées pour que soient acheminés et distribués aux Palestiniens assiégés dans les camps du Liban les vivres et médicaments qui leur sont nécessaires. Il a également souhaité que notre pays prenne l'initiative d'engager l'ensemble de la

Communauté européenne dans cette action ».

Le camp de Bourj-el-Barajneh, au sud de Beyrouth, encerclé par le mouvement chiite Amal, n'a pas été ravitaillé mercredi, comme l'avait promis mardi la milice Amal. L'opération a été reportée.

Dans l'entretien qu'il a accordé à notre envoyée spéciale à Tunis, M. Yasser Arafat, président de l'OLP, adjure les Nations unies d'assurer la protection du peuple palestinien.

M. Arafat lance un appel à l'ONU

TUNIS
de notre envoyée spéciale

« Que les Nations unies assurent la protection de mon peuple ou qu'elles me donnent les moyens de la faire », Assis derrière un bureau qu'il va marteler à plusieurs reprises, en tenue militaire mais sans son fameux keffiyeh à damier noir et blanc, Yasser Arafat se veut persuasif et acéré.

« Quand j'ai quitté Beyrouth en 1982, dit-il, j'ai laissé la ville

entre les mains des observateurs des Nations unies et de la force multinationale composée de Français, d'Italiens, d'Américains et d'Anglais ».

Brandissant le texte de l'accord signé par le médiateur américain, Philip Habib, qui garantissait la sécurité des civils palestiniens après le retrait des combattants, le chef de l'OLP s'empare : « Qu'est-ce cela, sinon un accord écrit et signé par une superpuissance et trois grandes puissances

européennes ? Puis-je faire un procès », s'exclame-t-il, dénonçant la « complicité » des signataires. « Il y a, dit-il, des observateurs des Nations unies à Beyrouth qui sont censés surveiller ce qui se passe au niveau des camps. Ils sont installés à deux cents mètres de Chatila et comptent chaque jour les obus qui s'abattent sur le camp. Ont-ils fait une seule déclaration ? »

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 4.)

La tarification des chèques

M. Balladur demande aux banques de reporter leur décision.

PAGE 24

Les instituteurs manifestent à Paris

Le SNI et la coordination ont mobilisé leurs troupes contre les décrets instituant les maîtres-directeurs

PAGE 28

L'affaire du procureur de Valence

Différend entre M. Mitterrand et M. Chirac sur la mutation de M. Apap

PAGE 11

La stabilisation des changes

Un accord monétaire entre les grands pays se heurte au refus des Allemands de relancer leur économie

PAGE 26

La tension au Tchad

Le « redéploiement » du dispositif « Epervier » est amorcé

PAGE 6

Le sommaire complet se trouve page 28

La formation des élites en question

Autocritique des grandes écoles

La critique des grandes écoles est aussi ancienne que les grandes écoles elles-mêmes. Sans remonter jusqu'à Balzac, qui expliquait, dans le *Curiosité*, tout le mal qu'il pensait de l'École polytechnique, on se souvient des réquisitoires de Jean-Jacques Servan-Schreiber, ou des pamphlets de Jacques Kosciuszko-Morizet sur la mafia polytechnicienne ou de Jean-Pierre Chevènement sur l'émancipation.

Mais, depuis une dizaine d'années, la venue semblerait épuisée, comme si la crise interminable des universités avait découragé toute velléité d'attaquer ce qui, de l'avis général, fonctionnait bien dans l'enseignement supérieur. Or voilà qu'un esprit téméraire se propose à nouveau de relever le gant. Avec son *Tu seras président*, mon fils, Jean-Michel Gaillard nous livre une réflexion d'une drôlerie, d'une acuité et d'une pertinence qui touchent un point particulièrement sensible de la société française.

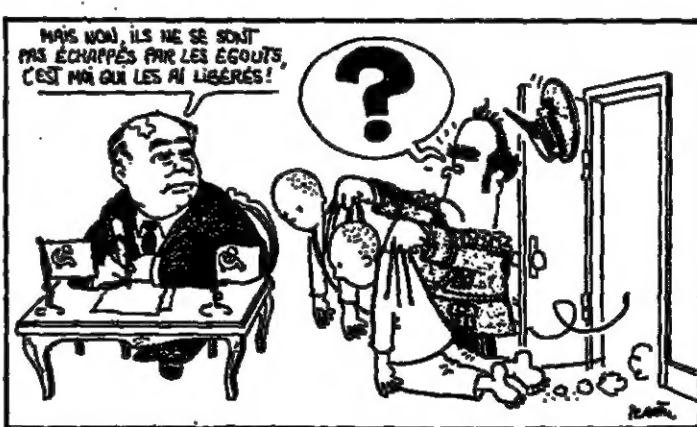
L'échec des grandes écoles, explique Jean-Michel Gaillard,

est la conséquence de leur succès. Prenant appui sur les quatre établissements les plus prestigieux chacun dans son domaine - Normal Sup, Polytechnique, l'ENA et HEC - il montre qu'elles ont tellement surchargé dans la sélection et dans la sophistication qu'elles ont cessé de répondre à leur vocation. Au lieu de former les enseignants, les ingénieurs, les administrateurs, les gestionnaires dont la France a cruellement besoin, elles préparent des esprits brillants et encyclopédiques, « des spécialistes de la généralité », qui sont immédiatement aspirés par les états-majors des grandes compagnies, les cabinets ministériels et les grands corps de l'État. Loin de constituer l'armée de techniciens de haut niveau qui feront tourner la machine, leurs élèves vont grossir les rangs des bureaucraties publiques et privées, qui paralysent l'économie et l'administration françaises.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.
(Lire la suite page 12.)

Les réformes en Union soviétique

M. Mikhaïl Gorbatchev sur la corde raide



par Michel Tatu

Réhabilitation de Sakharov, libération de cent quarante dissidents, dénonciation publique d'un responsable du KGB, reprise du mouvement de déstalinisation interrompu pendant vingt ans, et enfin remise en cause du système traditionnel d'élection dans l'État et dans le parti : tous ces évé-

nements survenus au cours des deux derniers mois confirment qu'il se passe décidément quelque chose au royaume des soviets. Au-delà des bonnes nouvelles concernant les dissidents, la « débrejnévisation » en cours pose un certain nombre de questions plus générales.

Première remarque : les commentateurs occidentaux, trop vite

qualifiés d'« antisoviétiques professionnels », se voient, une fois de plus, justifiés a posteriori au-delà de leurs espérances. En réalité, dénoncer la stagnation de la vie politique et sociale sous Brejnev n'était rien d'autre que constater une évidence. Seuls quelques audacieux avaient commencé, à la fin des années 70, à attirer l'attention sur les graves conséquences (montée de l'alcoolisme, corruption, etc.) qui en découlaient pour la société soviétique. Aujourd'hui, ces termes paraissent presque anodins au regard de ceux auxquels recourt le maître de Kremlin lui-même. Ceux de « pétrification », d'« ossification », voire de « dégénérescence », sont couramment employés.

Notons au passage le progrès par rapport à la première vague de déstalinisation des années 50, longtemps menée sous le couvert d'euphémismes, tels que « culte de la personnalité », « dogmatisme », etc.

(Lire la suite page 3.)

ENQUÊTE

Les pouvoirs de Matignon

La cohabitation s'appuie à souffler, dans quelques semaines, sa première bougie : l'occasion d'un premier bilan pour cette expérience originale sous la V^e République. M. Jacques Chirac, premier ministre, a-t-il profité de l'absence pour donner à Matignon un lustre nouveau ? C'est la question que nous avons posée à ses prédécesseurs. De M. Michel Debré, le doyen du club, à M. Laurent Fabius, le benjamin, ils jugent l'évolution du poids de Matignon alors que le débat sur le thème du « redéploiement » des pouvoirs prend un tour aigu dans l'actuelle pré-campagne présidentielle. Ils évoquent également volontiers leurs années Matignon, souvent balottées, à l'égard de l'Élysée, entre admiration et répugnance.

Pages 8 et 9

APOSTROPHES vendredi 13 février

Alain de Sédouy, Pierre Bouteiller

LES VOIX DE LA FRANCE

Almann-Lévy

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le premier Salon des arts graphiques

Le premier Salon des arts graphiques réunit, du 12 au 18 février, au Grand Palais, les détenteurs de livres ou de revues d'art, ainsi que les galeries spécialisées dans l'estampe. Cette manifestation devrait aider les professionnels de l'estampe à retrouver la confiance du public, et ceux de l'édition d'art à sortir du ghetto du livre-cadeau.

« Masques », le nouveau film de Claude Chabrol

« Fievel et le Nouveau Monde », un dessin animé de Don Bluth

Pages 13 à 15

Débats

DES MORTS INSUPPORTABLES

L'augmentation de la mortalité sur les routes en 1986 (+ 4,9 %) oblige le gouvernement à décider de nouvelles mesures préventives. M. Chirac préside, le mercredi 11 février, un conseil interministériel qui pourrait décider d'un renforcement de la répression. Philippe Saint-Marc plaide pour une réduction des vitesses autorisées et pour une aggravation des sanctions. Michel Le Net, lui, voudrait sensibiliser ses concitoyens au fléau routier, avec l'aide de Tocqueville.

Tocqueville avait raison

Tant que les Français se désintéressent de leur insécurité aucune amélioration notable n'est à attendre

De quelque façon que l'on prenne les statistiques, la France a la plus mauvaise sécurité routière des grands pays développés (1). 21 morts pour 100 000 habitants, alors que les Allemands et les Américains en ont 14, les Britanniques 9, les Japonais 8 : 5 morts pour 10 000 véhicules, pour 4 en RFA, 3 en Grande-Bretagne, 2,5 aux États-Unis, 2,5 au Japon ; 3,2 morts pour 100 millions de véhicules par kilomètre pour 2,8 en RFA, 2 au Japon, 1,8 en Grande-Bretagne, 1,5 aux États-Unis.

Depuis vingt ans, l'on constate des évolutions semblables en France et à l'étranger, allant sur une longue période dans le sens d'une amélioration de la sécurité routière. Cependant, le « différentiel d'insécurité routière » — comme l'on parle de « différentiel d'inflation » — entre la France et les grandes nations de référence s'accroît : partant de la plus mauvaise insécurité relative en 1970, nous avons le moins progressé en quinze ans : - 23 % en France ; pour - 27 % en Grande-Bretagne, - 30 % en Italie, - 36 % en Belgique, - 45 % au Danemark, - 47 % en RFA et au Luxembourg, - 45 % en Hollande, en dépit des mesures spectaculaires prises en 1973.

Sujet favori des conversations du « Café du commerce », chaque Français « connaît » d'instinct les causes de notre insécurité. Citons en vrac notre individualisme viscéral. Nos origines gauloises. Le laisser-aller des catholiques com-

par MICHEL LE NET (*)

parés aux protestants. Le sérieux des peuples du Nord, moins évident au Sud... De nombreuses affirmations alimentent ces interprétations : « L'automobiliste français est sans doute le plus indiscipliné », constate le Centre de documentation et d'information de l'assurance, ce qui ne l'empêche pas de s'engouffrer à la lecture des hécotombes... « La France détient le record des guerres étrangères, comme des guerres civiles. L'agressivité quotidienne éclate chaque jour. » (Alain Peyrefitte, le Mal français).

Pour peu que l'on y regarde de plus près, aucune de ces raisons ne tient. Chaque fois que nos compatriotes se déplacent dans un cadre de contraintes affirmées, comme aux États-Unis ou au Canada, ils deviennent des modèles de sagesse. A contrario, des étrangers, respectueux chez eux de leurs propres lois, viennent « se dévouer » sur nos routes.

« Aide-toi toi-même »

Chaque fois que l'environnement français change, dans la mesure où l'on sent une volonté affirmée d'améliorer notre sécurité, ils en respectent les lois (opération des « préfets aux champs » en 1970-1972, décisions sur la vitesse et la ceinture en 1973, lutte contre l'alcoolisme en 1978, etc.).

(*) Président de l'Institut de la communication sociale (ICOS).

etc.). Comme ils ne les observent plus dès que l'état se desserre.

Cependant, une chose est sûre : tant que les Français se désintéressent de leur insécurité, aucune amélioration notable n'est à attendre. Eux seuls ont en main leur propre sauvegarde. Pensons à l'émerveillement de Tocqueville devant les comportements des Américains (De la démocratie en Amérique) : « Un embarras survient sur la voie publique, les voitures s'arrêtent aussitôt en corps délibéré. De cette assemblée improvisée sortira un pouvoir exécutif qui remédiera au mal avant que l'idée d'une autorité préexistante à celle de l'individu ne soit présentée à l'imagination de personne... ». Il explique : « L'habitant des États-Unis apprend dès sa naissance qu'il faut s'appuyer sur soi-même pour lutter contre les maux de la vie ; il ne jette sur l'autorité sociale qu'un regard défiant et inquiet, et il s'appelle à son pouvoir que quand il ne peut s'en passer ».

En fait, estime Tocqueville, les Français ne sont sans doute pas génétiquement plus égoïstes que les Américains, mais ils ignorent les conséquences, contrairement aux seconds. « Chaque Américain sait sacrifier une partie de ses intérêts particuliers pour sauver le reste. Nous voulons tout retenir, et souvent tout nous échappe », écrit-il.

La solution, pour Tocqueville, est à notre portée : « Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère : le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là. » Le message est clair. Il reprend sous une autre forme, le vieil adage « Aide-toi toi-même ».

Le niveau atteint par notre insécurité doit nous dessiller les yeux. C'est en nous et par nous que le mal sera combattu. La toute jeune Fondation pour la sécurité routière (2) prend ce chemin. Ses objectifs sont clairs : révéler à nos concitoyens l'étendue du mal ; les motiver pour s'associer au combat commun ; les inciter à devenir les actionnaires de fait de notre sécurité. Déjà les premiers experts français rejoignent la Fondation. Des organismes prestigieux lui apportent leur concours. Mais la participation du plus grand nombre sera l'atout majeur de sa réussite.

(1) Chiffres 1985 arrondis. Réf. OCDE et étranger.
(2) FONSER, 26, bd Raspail, 75007 Paris.

6 000 Français à sauver

Nous pourrions réduire de moitié la mortalité sur nos routes et dans nos rues, si nous le voulions

La politique de sécurité routière est en déclin. Les accidents de circulation en 1986 ont tué 500 Français de plus qu'en 1985. Toutes les grandes mesures contre le danger routier — limitations de vitesse, port de la ceinture, obligation du casque pour les conducteurs de deux-roues, loi réprimant l'alcoolisme au volant — ont été prises de 1972 à 1980. Depuis, plus rien. Et la campagne lancée à l'automne pour contrôler le port de la ceinture n'a duré que quelques semaines : le temps d'une velléité ministérielle.

Pourtant, l'hécatombe routière est aussi sanglante qu'une guerre. Depuis 1946, elle a tué 450 000 Français — plus que Hitler — et en a blessé 9 millions — trois fois plus que la guerre de 1914. En 1986, elle a coûté à la France 11 000 morts — une année de guerre d'Indochine — et 260 000 blessés, autant que la population de Bordeaux.

La montée de la criminalité angélique de plus en plus les Français : elle en tue cependant six fois moins que la route et en blesse sept fois moins.

Financièrement, ce carnage nous ruine : 80 milliards par an en coûts corporels et matériels et en frais de gestion des assurances, de la police et de la justice.

Malgré des progrès importants depuis 1972, la France est la dernière route de l'Occident pour la sécurité routière. Grande-

par PHILIPPE SAINT-MARC (*)

Bretagne, Suède, États-Unis ont, proportionnellement à la circulation, deux fois moins de morts que nous.

Comme ces pays, nous pourrions réduire de moitié la mortalité sur nos routes et dans nos rues, c'est-à-dire sauver la vie de 6 000 Français par an, si nous le voulions.

Le vouloir, c'est d'abord, comme ces pays, abaisser la vitesse maximum, cause principale des accidents et surtout de leur gravité. En effet, la force destructrice d'un choc varie comme le carré de la vitesse du véhicule : une diminution, même faible, de la vitesse réduit donc considérablement l'importance des lésions en cas de collision.

Ainsi, comme la Grande-Bretagne, nous devrions ramener la vitesse sur autoroute à 110 km/h au lieu de 130 km/h, sur route à 80 km/h au lieu de 90 km/h, en ville à 50 km/h au lieu de 60 km/h.

Ces nouvelles règles devraient être soutenues par un renforcement énergique des sanctions et des contrôles.

L'indulgence pour les chauffards est scandaleuse. Tuer en automobile est moins sévèrement puni que voler une automobile. La condamnation à la prison, dans le

(*) Secrétaire général du Comité national d'action pour la sécurité des usagers de la route (CNASUR), 31, rue d'Enghien, 75010 Paris.

premier cas, est presque toujours avec sursis ; dans le second, elle est généralement « ferme ». Pitié, désormais, pour les victimes et non plus pour les coupables !

Tout conducteur en état d'ivresse ayant commis un accident mortel dont il a l'entière responsabilité devrait être frappé d'un retrait à vie du permis de conduire, de la confiscation du véhicule et d'au moins six mois de prison ferme. Seule la lourdeur des sanctions peut dissuader les chauffards.

De plus, une loi devrait instituer un délit nouveau se situant entre l'homicide volontaire et l'homicide involontaire : la « mise en danger délibérée de la vie d'autrui » (par exemple en volant un stop), qui serait frappée de peines très sévères.

Parallèlement, le nombre d'heures de contrôle, actuellement tragiquement insuffisant — équivalant seulement à 1 100 gendarmes et policiers à plein temps — devrait au minimum être doublé.

Enfin, un programme spécial d'équipement devrait réduire rapidement le danger des infrastructures : installation de ralentisseurs sur les grands axes de circulation dans les villes, élimination des « points noirs » routiers, création d'itinéraires protégés pour piétons et cyclistes. Si le gouvernement le veut, il peut, en prenant ces mesures de « salut public routier », sauver des milliers de Français de la mort ou de la mutilation, parmi lesquels, peut-être, vous qui me lisez. Le voudra-t-il ?

COURRIER DES LECTEURS

Le portugais n'est pas une seconde langue

Le secrétaire général du concours d'admission aux ESCAE (Écoles supérieures de commerce et d'administration d'entreprises) a décidé de supprimer le portugais en première langue aux concours de 1987. Une telle décision m'étonne.

Même d'un an après l'entrée du Portugal dans la CEE, de son développement tant culturel qu'économique, on dit que le portugais n'est plus suffisamment important pour pouvoir être présenté comme première langue.

M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, parlait en RFA hier, en Chine aujourd'hui, des faiblesses des industriels français à l'étranger, de leur manque d'ouverture et de préparation au commerce international. Ce n'est pas en supprimant une langue, en écartant le Portugais mais aussi le Brésil, que l'on va former des cadres plus ouverts et compétents sur le marché mondial.

Plus absurde encore : d'autres écoles acceptent l'hébreu en première et seconde langue mais refusent définitivement le portugais. Ces sanctions contre la culture portugaise et contre ceux qui parlent

cette langue sont injustes : le portugais n'est pas une seconde langue.

PATRICK FONTENY,
en classe préparatoire
aux concours d'entrée
des écoles de commerce
(Paris).

La détérioration des échanges industriels

Dans l'article d'André Fontaines (Le Monde du 27 janvier) une phrase m'a laissé, pour le moins, perplexe. Je cite : « Sur le front des prix et à un moindre titre du commerce extérieur, le gouvernement a

obtenu des résultats vraiment encourageants ».

Si effectivement l'année 1986 a connu un bon indice des prix, il n'en a pas été de même pour le commerce extérieur. En effet, celui-ci, malgré un allègement de 50 milliards de la facture pétrolière, s'équilibre tout juste.

Ainsi, il ne me paraît pas bon d'accroître l'idée d'un redressement dans ce domaine, alors que nos échanges, notamment industriels, se sont gravement détériorés. (...)

GERARD BOUDET
(Toulon).

[M. Boudet a raison, je voulais parler de la balance des comptes. Mille excuses. — A.F.]

« POLITIQUES CONTRACTUELLES ET FORMATION CONTINUE » de Dominique Schalchli

Une responsabilité partagée

DANS le labyrinthe de la formation professionnelle, Dominique Schalchli propose de suivre les efforts de la politique contractuelle en guise de fil d'Ariane. Si la méthode en vaut d'autres, elle a le mérite supplémentaire de mettre en évidence la responsabilité partagée dans ce vaste domaine. À chaque fois ou presque, l'État, les régions, les entreprises, les branches professionnelles, les chambres consulaires, les organismes patronaux et, bien sûr, les organisations syndicales ont dû négocier puis parfois signer entre tel ou tel des conventions.

Tout cela ne va pas sans difficultés, et Dominique Schalchli, ardent défenseur de la politique contractuelle, doit en convenir. Les financements croisés, les interdépendances, aboutissent à une dilution qui peut nuire à l'efficacité et quelquefois à la simple reconnaissance d'une filière de formation adaptée à un besoin spécifique.

Pêle-mêle, l'auteur relève des insuffisances ou des ambiguïtés. Le comité de coordination que préside M. Jean-Pierre Soisson n'a pas encore fait la preuve de son aptitude, à côté de tant d'autres structures de consultation. Les contrats de plan signés entre l'État et les régions s'avèrent plus ou moins favorables. Par exemple, la Bourgogne a obtenu une contribution des pouvoirs publics cinq à six fois supérieure à celle de la Basse-Normandie. Les congés individuels de formation n'ont pas atteint leur objectif initial. Les ASFO, les associations du

CNPF, bénéficient d'une situation privilégiée.

Mais ces montages compliqués ont également permis la diffusion de la politique de formation. Chaque partie prenante a été amenée à mettre ses discours en rapport avec ses actes. Le système implique tout le monde et permet de gérer cette énorme machine. Près de 500 millions d'heures de formation ont été dispensées en 1985 auprès de 3,5 millions de stagiaires. Presque 20 milliards de francs ont été globalement dépensés, sans compter la rémunération des stagiaires eux-mêmes.

Pour autant, fallait-il que la politique contractuelle, indispensable certes, conduise à une telle complexité ? Dominique Schalchli ne semble pas s'en préoccuper. Il ne s'arrête pas à proposer des mesures de simplification que le public potentiel réclamerait sans doute. En revanche, et soucieux de son développement, il recommande que la politique contractuelle se préoccupe des moyens d'évaluation de l'impact du système de formation, de la reconnaissance et de la validation des acquis, puis qu'elle découvre les nouveaux besoins. Comme beaucoup de spécialistes, Dominique Schalchli marque ainsi sa préférence pour les perspectives d'avenir et son moindre intérêt pour les mises au propre.

ALAIN LERAUBIE.

* Éditions Paidès, 112 p., 50 F. Disponible directement auprès de l'INFPF (Institut national de formation et de recherche sur l'éducation permanente), 14, rue du Général-Humbert, 75014 Paris.

AU SOMMAIRE DE FEVRIER

Le Monde 1986

PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Girafe et okapi
- Vignettes d'essai et timbres factices
- Cartes postales : visages d'Afrique.
- Distinguer les 25 c bleus au type Cérés.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaines, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Donnée de la société : capital à compter du 10 décembre 1984, 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaines, gérant, et Robert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wout

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sala

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
364 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
389 F 762 F 1 085 F 1 380 F

PAYS-BAS
384 F 772 F 1 404 F 1 880 F

IL - SUISSE, TUNISIE
384 F 772 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changement d'adresse définitif en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les adresses propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composant 30-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde USPS 785-010 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 25th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O. Box 45-45 25th Street, L.C.I., N.Y. 11104.

La libération de cent quarante dissidents en URSS

Moscou annonce que d'autres mesures de « grâce » sont à l'étude

MOSCOU
de notre correspondant

Environ cent quarante personnes condamnées pour « activités antisoviétiques » ont été graciées en deux vagues les 2 et 9 février, a révélé le mardi 10 février M. Guennadi Guennadiévitch, porte-parole du ministère des affaires étrangères (nos dernières éditions du 11 février). Cette déclaration constitue la première confirmation officielle des mesures de clémence à l'égard des dissidents dont M. Andreï Sakharov s'était le premier fait l'écho. Le bilan établi par les Sakharov à la veille du week-end dernier est donc très largement dépassé, le couple avait alors recensé quarante-trois noms.

M. Guennadiévitch a affirmé qu'approximativement cent quarante cas supplémentaires étaient en cours d'examen et pourraient prochainement recevoir eux aussi une suite favorable. Il a indiqué, d'autre part, que le code pénal allait être simplifié et adouci.

Le porte-parole a fourni des informations aux correspondants occidentaux à la fin d'un briefing de routine consacré aux questions internationales. Aucun média soviétique n'y a encore fait allusion, et le journal télévisé mardi soir n'en a mentionné mot. Seul les services de langues étrangères de l'agence Tass ont cité ces propos.

Le spectacle était étonnant, ces derniers jours, de responsables soviétiques qui ont pu s'exprimer librement devant les journalistes étrangers de la réalité des « réformes » concernant ces libérations. M. Guennadiévitch a également refusé de rendre publique la liste des cent quarante dissidents déjà relâchés. La « transparence » a ses limites.

Les termes employés par le porte-parole méritent d'être analysés, car ils donnent quelques clés sur la façon dont les autorités soviétiques ont envisagé, essentiellement destinée au monde extérieur, et sur ses limites. « Plusieurs affaires, spécialement celles relevant de l'article 70 du code pénal [qui réprime l'agita-

tion et la propagande antisoviétique], sont en cours de révision. De nombreux condamnés au titre de cet article ont déposé des recours en grâce. Le président du Soviet suprême examine et notifie ces demandes. Cent quarante personnes ont déjà été graciées », a-t-il déclaré.

Il s'agit donc d'une série de mesures de grâce individuelle et non d'une amnistie générale. Les intéressés implorant la clémence des autorités, lesquelles l'accordent volontiers ce temps-ci, mais les faits reprochés eux-mêmes ne sont pas effacés. Le pouvoir continue de peser

le militant juif Iosif Begun et le psychiatre contestataire Anatoli Koriaguine avaient refusé de rédiger des recours en grâce conçus en ces termes, et s'étaient donc « pas tenus dans la liste ». Il semble que ce soit également le cas de M. Sergueï Khodorovitch, ancien administrateur du Fonds Soljenitsyne d'aide aux prisonniers, alimenté par les droits d'auteur de l'écrivain.

Les excès de la clémence

On comprend mieux désormais ce qui se passe depuis deux semaines, et notamment les allées et venues de certains dissidents d'une prison à

être le seul des cinquante et un détenus de la prison de Tchistopol à avoir refusé de signer un recours en grâce, dont il désapprouvait les termes. « Ils lui ont demandé de s'engager à ne plus avoir les mêmes activités qu'auparavant, ce qui veut dire quelque chose d'absolument impossible pour mon mari, comme par exemple d'abandonner l'enseignement de l'hébreu », expliquait M. Begun mardi soir au téléphone. L'épouse du dissident devait aller à nouveau manifester dans la rue, ce mercredi, en faveur de son mari, « si la police le permet ».

Des hommes qui ont passé d'interminables années dans les camps, et qui ont failli mourir lors de grèves de la faim, sont prêts à renoncer à la liberté pour des questions de principe. On peut imaginer des dialogues dignes de Dostoïevski entre ces détenus et les dignitaires du pouvoir venus leur demander de s'engager à rester désormais passifs.

Les noms des trois « excusés » ne sont pas dus au hasard. M. Koriaguine est probablement un de ceux qui ont fait le plus de tort à l'image du régime à l'étranger, en dénonçant l'image répressive de la psychiatrie, qui était sa discipline et qu'il voulait exercer honnêtement. Il a déjà suffisamment payé de sa personne pour ce « crime ». M. Khodorovitch appartient à un des réseaux de résistance les plus homogènes, structurés par la fidélité au plus célèbre des exilés, Alexandre Soljenitsyne. M. Begun, enfin, est un des principaux initiateurs du réveil de la culture juive en URSS dans les années 70, marqué notamment par le développement spectaculaire de l'enseignement clandestin de l'hébreu (alors que le yiddish, mieux toléré par les autorités, était davantage pratiqué jusque-là) et un sentiment accru d'identité religieuse et nationale.

Le pouvoir et les dissidents les plus indomptables ne s'affrontent pas sur des questions de motifs ou de préséance. Si certains refusent de promettre ce qu'on leur demande, c'est que toute leur action perdrait

alors son sens. Les traitements réservés aux uns et aux autres ne sont d'ailleurs pas identiques. Certains condamnés ont apparemment été relâchés sans s'être engagés à rien. Mais les autorités exigent des garanties beaucoup plus précises de la part de ceux dont elles craignent le plus que, dès leur retour à la vie normale, ils n'agissent efficacement et en toute indépendance pour une réelle « démocratisation » de la société.

Une évolution fascinante

C'est donc une partie serrée qui s'engage. M. Gorbatchev souhaite à l'évidence se débarrasser de vicieuses habitudes qui constituent pour lui, notamment lors de ses déplacements à l'étranger, ce qu'il appelle pudiquement les « problèmes humanitaires ». Il tente d'utiliser pour cette opération d'apaisement M. Andreï Sakharov. L'académicien joue patiemment le jeu, mais il hésite pour se prononcer politiquement, c'est-à-dire sur le fond. M. Sakharov se contente pour l'instant d'encaisser les bénéfices de cette sorte de pacte tacite passé avec le numéro un, lesquels ne cessent de tomber sous la forme de la libération de dissidents très divers.

Ve-t-on aller beaucoup plus loin ? M. Guennadiévitch évoque cent quarante cas supplémentaires ; il affirme que le but du gouvernement est d'avoir « moins de gens derrière les barreaux et les fils de fer barbelés ». Interrogé à propos de l'avenir, le porte-parole déclare tranquillement : « Bien sûr, le nombre [de libérations] augmentera si de nouveaux recours en grâce sont déposés ».

Une commission spéciale a été formée pour réviser le code pénal de la Fédération de Russie — de loin la plus importante des quinze Républiques —, en particulier l'article 70, qui punit « l'agitation et la propagande antisoviétiques ». La formulation en devrait être simplifiée et les peines encourues adoucies.

L'évolution actuelle du régime soviétique est fascinante. M. Sakharov constitue désormais avec son épouse un centre d'opposition officielle, avec l'aval des autorités. La poste lui apporte obligamment les télégrammes faisant état de détenus qui sortent des camps ou des prisons aux quatre coins du pays. Le téléphone ne cesse de sonner à son domicile et n'est jamais coupé.

Il faut espérer que ce mouvement qui s'amorce ne retombera pas brusquement dès que le dernier invité étranger au Forum international pour la paix, qui commence le samedi 14 février à Moscou, aura quitté le territoire soviétique. M. Gorbatchev a fait savoir qu'il recevait les participants. Il semble que le secrétaire général veuille annoncer à cette occasion comment il entend recroiser le dialogue avec les Etats-Unis. Il faut s'attendre à nouveau à quelque initiative spectaculaire.

DOMINIQUE DHOENES.

● Le taux de mortalité en baisse. — Le taux de mortalité des Soviétiques en âge de travailler a baissé en 1986 « pour la première fois depuis longtemps », a annoncé mardi 10 février, l'Office central des statistiques, qui voit là le résultat de la lutte contre l'alcoolisme. Par rapport à 1984, le taux de mortalité parmi les hommes (entre dix-huit et soixante ans) et les femmes (entre dix-huit et cinquante-cinq ans) a reculé de 15 %. Au total, 680 000 décès ont été enregistrés dans cette catégorie de la population contre 798 000 en 1984, soit un taux de mortalité de 432 pour 100 000 en 1986, contre 510 pour 100 000 en 1984. Depuis plusieurs années, et à l'inverse de l'évolution observée dans les pays occidentaux, la mortalité augmentait en URSS (et dans certains pays de l'Est). Les décès à la suite d'accidents du travail — dont la cause principale en URSS est attribuée à l'alcoolisme — ont ainsi baissé de 33 % par rapport à 1984. — (AFP).

Bataille électorale en Sibérie

Moscou. — Le comité du Parti communiste du canton d'Irkoutsk, en Sibérie, a pris M. Gorbatchev au mot : il veut d'être son secrétaire à bulletin secret en offrant à ses membres la possibilité de choisir entre deux candidats officiels, voire d'en proposer d'autres, a rapporté, mardi 10 février, la presse soviétique.

Le bureau du comité du PC d'Irkoutsk, dans la région de Kemerovo, avait avancé deux candidatures, celles du maire, M. Ivan Melkov, trente-neuf ans, et de M. Guennadi Sedikh,

trente-sept ans, président d'un sovkhos (ferme d'Etat). Ces deux noms figuraient sur les bulletins de vote. Membres des quarante-neuf membres du comité pouvaient en voter un seul, voire les deux, à condition d'inscrire un troisième nom de son choix. C'est finalement M. Melkov qui s'est imposé, sur le score serré de vingt-neuf voix contre vingt à son adversaire. Il avait pourtant été critiqué pour son caractère « grossier » et « haineux » au cours du débat, peut-être dans la Pravda. — (AFP, Reuters).

ser que la « propagande antisoviétique », en clair l'expression d'une opinion non conforme à la doctrine officielle, constitue un délit.

Ceux qui font amende honorable et s'engagent à ne pas recommencer sont graciés, les autres restent dans les camps. « Quand un individu attire l'attention du gouvernement sur son cas et promet de cesser son attitude antérieure, considérée comme de la propagande antisoviétique, sa demande de libération est prise en considération et en règle générale elle est acceptée », explique M. Guennadiévitch. Le porte-parole a révélé à cette occasion que

l'astre M. Koriaguine a ainsi été transféré du camp de Perm dans l'Oural, à la prison de Kiev, en Ukraine, où il n'a pas signé le texte qu'on lui suggérait et serait donc reparti vers le camp. Ce serait également le cas de M. Khodorovitch. Le KGB avait tenté une manœuvre de diversion en proposant aux épouses de M. Koriaguine et Khodorovitch de remplir des demandes d'émigration pour elles-mêmes et leurs maris, mais elles voulaient d'abord les voir pour connaître leur opinion.

Le cas de M. Begun est peut-être encore plus dramatique. Il semble

Mikhaïl Gorbatchev sur la corde raide

(Suite de la première page.)

Le langage est plus direct aujourd'hui, mais une autre observation, en forme d'interrogation, s'impose : faut-il croire que le régime soviétique est condamné à de brefs et subtils éclairs de franchise à la faveur de ses trop rares crises de succession, pour retomber ensuite dans de longues périodes de sclérose et de langue de bois ? Le moment viendrait-il où les partis communistes — et pas seulement le soviétique — créeraient l'événement après lequel qu'on avait dix ans après les autres des vérités de bon sens pour lesquelles, dans l'intervalle, ils ont fait tomber des têtes ?

Mikhaïl Gorbatchev semble bien conscient de cette insuffisance congénitale du système dont il est devenu l'héritier, puisqu'il insiste sur la nécessité d'éviter de retomber dans les excès du passé et de ne pas « créer de nouvelles crises de succession » en ce sens. Rendons lui aussi cette justice qu'il met le doigt sur la plus sévère de ces garanties lorsqu'il parle de démocratisation. C'est bien, en effet, par la transformation démocratique de son système politique que l'URSS évitera éventuellement un jour d'écouler en permanence entre le culte de la personnalité et le terrorisme, entre le dogmatisme et le réformisme velléitaire, le tout sur fond de paralysie économique, de corruption et d'irresponsabilité généralisée.

Cela dit, où en est-on après ce « plénum de janvier » qui semble bien avoir été pour Gorbatchev, toutes proportions gardées, ce que le vingtième congrès, en 1956, avait été pour Khrouchtchev ? En dehors des mesures de démocratisation annoncées dans les entreprises (voir le Monde du 11 février) et d'une éventuelle pluralité de candidatures lors des élections aux soviets, l'un des chapitres les plus intéressants concerne une réforme du mode d'élection dans le parti.

Afin d'apprécier les discussions en cours à ce sujet, il convient de rappeler une particularité inamovible du système électoral dans les partis communistes (et pas seulement en URSS) : les assemblées « larges » de militants (congrès, conférences régionales) élisent au vote secret (généralement en glissant dans l'urne la liste qui leur est proposée par la direction, mais ils peuvent rayer des noms) le comité plus restreint (comité régional, comité central) qui leur servira de parlement pendant la période souvent longue (cinq ans en URSS) séparant deux congrès. C'est ce même comité restreint qui, dès sa première réunion, élit cette fois à main levée les véritables organismes dirigeants — encore

plus restreints — que sont le bureau politique (politburo) et le secrétariat, y compris le numéro un qu'est le secrétaire général.

Si l'on se souvient que la ligne de plus grande pente a très souvent conduit ce numéro un à devenir le « chef suprême », puis le « guide », quand il n'était pas le « big brother » d'Orwell, si l'on sait que de toute façon la direction suprême, collégiale ou non, fait et défait les carrières de tout le monde, à commencer par celles de ses propres électeurs que sont les membres du comité central, il n'est évidemment pas de tout indifférent de savoir dans quelles conditions et comment chacun va voter. Et l'on comprend surtout pourquoi le système du vote à main levée est l'un des ingrédients — même s'il n'est pas le seul — du système de « centralisme démocratique » qui a transformé l'élection des équipes dirigeantes en un processus de cooptation des mêmes par les mêmes, le résultat final étant soit la dictature d'un seul, soit l'« ossification » et la gérontocratie.

Un peu plus qu'un coup de canif

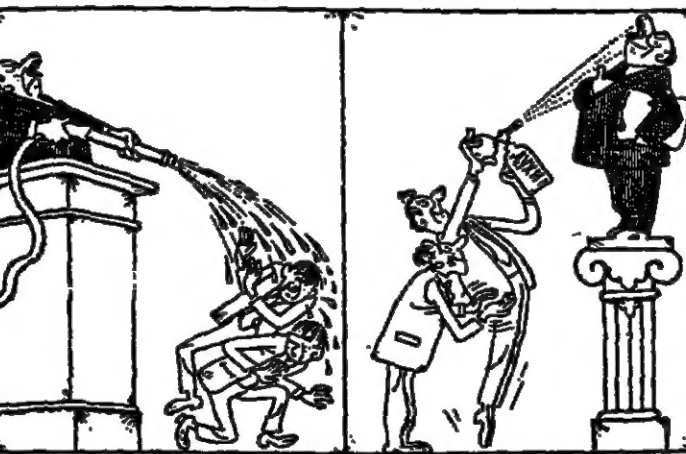
La suggestion de M. Gorbatchev d'être au moins les secrétaires régionaux au vote secret et de prévoir des scrutins sur « l'importance quel nombre de candidatures » est donc un peu plus qu'un coup de canif dans le système (1). Une autre mesure sans doute encore plus efficace eût été celle qui proposait Khrouchtchev en 1961, qui limitait le nombre des mandats électifs. S'il est un moyen en effet d'empêcher les « petits chefs » de s'accrocher à leur poste et d'écarter à vie un pouvoir discrétionnaire, c'est bien l'obligation qui serait faite à tous de quitter la place quel qu'il arrive après quatre, six ou huit ans. De même, on avait alors imposé un certain taux de renouvellement à chaque élection (un quart par exemple pour le politburo et le comité central). On sait ce qu'il advint de toutes ces mesures, alors pourtant qu'elles avaient été d'abord votées par le congrès et inscrites dans les statuts du parti.

Or le secrétaire général est encore bien loin du très relatif succès auquel était parvenu son prédécesseur il y a un quart de siècle. Non seulement ses suggestions vont contre le système électoral du parti, mais elles ne sont pas soutenues par les dirigeants du parti, ni du comité central, qui reprend en gros cette formule dans sa résolution sans dire

un mot de vote secret ni de candidatures multiples.

C'est un premier signe des résistances rencontrées, mais il y en a d'autres. Ainsi, la même résolution se garde bien d'approuver le rapport de M. Gorbatchev. Par une de ces formules ambiguës dont la langue de bois a le secret, elle assure que le plénum, « après avoir entendu et discuté » ledit rapport, approuve « les conclusions tirées par le politburo de l'analyse de la situation ».

COMMENT CERTAINS FONCTIONNAIRES VOIENT LA CRITIQUE...



Source : le mensuel des Soviets des députés populaires (novembre 1986). Sur le pulvérisateur, le mot PARFUM.

antérieur à avril 1985 : autrement dit, le parlement du parti se rallie à ce que décide le politburo, pas à ce que dit le secrétaire général, auquel s'adresse peut-être en revanche cette autre formule : « Il est très important aujourd'hui de rester sur des positions réalistes, d'apprécier objectivement ce qui a été fait (...). Le principal est de partir des plans élaborés et approuvés par le parti. » N'est-ce pas une manière de suggérer que M. Gorbatchev, lui, ferait mieux de rester dans le cadre de ces mêmes plans « réalistes » au lieu de s'écarter nettement en avant de ses pairs du politburo ?

Le numéro deux du parti pour le vote à main levée

On sait également mieux d'où peuvent provenir ces résistances. Sur la question du vote secret précédemment, on pouvait lire dans la revue théorique du parti, Kommunist, en novembre 1985 (numéro 16) : « A l'heure actuelle, dans les organisations de base du parti, tous les problèmes, élections mises à part, se règlent par le vote à main levée.

Comme on peut le voir, on s'apprête à introduire peu à peu le vote à main levée dans le parti, même pour les élections. Cela contribuera à affirmer la sincérité et la fidélité aux principes dans les relations entre communistes. »

Sans doute était-il question alors des cellules de base, tandis que M. Gorbatchev parle aujourd'hui du processus électoral dans les comités de ville et de région. Mais le moins qu'on puisse dire est que les suggestions de M. Gorbatchev ne s'affrontent pas sur des questions de motifs ou de préséance. Si certains refusent de promettre ce qu'on leur demande, c'est que toute leur action perdrait

l'esprit de responsabilité nécessaire. Or, si la résolution a censuré les idées du secrétaire général sur une série de problèmes, elle les a « enrichies » en ajoutant dans son passage sur la question nationale une mention du nécessaire « échange de cadres entre les républiques et régions ».

Ces divergences Gorbatchev-Ligatchev ne sont bien évidemment qu'une partie d'un conflit plus profond engagé au sein des divers appareils, mais elles en sont aussi le révélateur, en faisant du numéro deux une sorte de pôle d'attraction pour les mécontents et une alternative crédible pour le cas d'une réaction de rejet à la Khrouchtchev dont serait victime l'actuel secrétaire général. Bornons-nous à constater que ce dernier a des idées et de la ressource, et qu'on le laisse prendre, surtout à propos des dissidents, des décisions spectaculaires. Mais aussi qu'il s'est fait beaucoup d'ennemis jusqu'à présent, et qu'il ne craint pas de provoquer beaucoup de scandale à la fois. Il y a chez Mikhaïl Gorbatchev à la fois de Khrouchtchev et de Dubcek... (2).

Comme l'a dit un jour M. Henry Kissinger, l'Union soviétique est dans la situation impossible du pays qui gesticule simultanément deux crises : une crise économique s'il ne fait rien pour modifier son système,

et une crise politique s'il fait quelque chose. Il est clair qu'avec Gorbatchev on s'est orienté dans la deuxième direction.

Quel sera l'avenir ? Pour les uns, tout militait en faveur d'un échec : il est pratiquement impossible de réformer un système politique qui a été bâti précisément pour résister à tout, même au désespoir de la population, aux catastrophes économiques et militaires, et jusqu'aux velléités réformatrices de ses chefs.

Pour les autres, tout finit par changer un jour, même et surtout ce qui se prétend immuable, y compris dans cette Russie où les évolutions les plus naturelles ont toujours été inégalement retardées.

Ce n'est pas forcément prendre ses désirs pour des réalités que de choisir la seconde thèse. Mais sans exclure que l'occasion de changement qui se présente aujourd'hui ne soit pas encore la bonne.

MICHEL TATU.

(1) Notons que M. Maxime Gromet, membre du bureau politique du PCF, que nous interrogeons récemment sur l'intérêt du vote secret pour la désignation des secrétaires du parti, a répondu qu'il était « par certain » que cela pouvait promouvoir la démocratie.

(2) Le chef de parti en Tchécoslovaquie lors du printemps de Prague en 1968.

MICHEL PEYRAMAURE

LA DIVISION MAUDITE

ROMAN-DOCUMENT

La marche de la "Das Reich" de Montauban au front de Normandie par Tulle et Oradour.

ROBERT LAFFONT

سكنا من الاصل

Europe

URSS

La manifestation quotidienne des «refuzniks» à Moscou tourne au vinaigre

MOSCOU
de notre correspondant

Le correspondant à Moscou de TF1 a été sérieusement bousculé, ce mercredi 11 février, dans l'Arbat, une rue de la capitale soviétique où depuis trois jours un groupe de «refuzniks» (candidats malheureux à l'émigration en Israël) manifestent ou tentent de manifester. Son magnéto-scope et sa caméra ont été endommagés. Une équipe de la chaîne de télévision américaine ABC a connu des désagréments similaires du fait d'une foule de jeunes gens musclés qui entourent de façon très menaçante la dizaine de «refuzniks» manifestant pour la libération du dissident Iossif Begun.

Lundi, la manifestation avait, de manière très surprenante, été tolérée pendant une heure et demie, sans autre intervention que quelques quolibets de passants. Le scénario a été un peu différent mardi. Le petit groupe de «refuzniks» qui déployaient une pancarte en faveur de M. Begun en l'absence de sa famille (retenus chez eux par des policiers en civil) a été harcelé de diverses manières.

Pas plus que lundi, les policiers en uniforme portés à quel- que distance n'ont tenté de disperser la dizaine de manifestants, puis le groupe compact de passants et de curieux qui s'était formé autour d'eux dans cette rue piétonnière du centre de Moscou. Mais tout a été fait pour les décourager de poursuivre leur action.

Un chapeau-neige particulièrement large a foncé une bonne dizaine de fois dans la foule pour

nettoyer la chaussée, qui n'en avait évidemment plus besoin. C'est à cet endroit-là et pas ailleurs que le conducteur de cet engin faisait porter tous ses efforts. Un jeune travailleur hilare en sarrau se mit ensuite en devoir de casser la neige durcie sur le toit d'une maison voisine et de lancer les blocs sur la foule.

Propos antisémites

Rattrapé un peu plus loin dans la vieille rue Arbat et interrogé sur ses motifs, cet intrépide agent municipal sortit de sa poche un ordre de mission en russe et en hébreu. Lui aussi avait enlevé la neige sur ce toit-là et pas sur un autre. Pourquoi ? Il répondit qu'il fallait plutôt poser cette question à son voisin nettement mieux vêtu que lui, lequel s'esquivait aussitôt.

Ces mesquineries n'étaient rien à côté des propos ouvertement antisémites lancés contre les manifestants. «Hitler n'a pas terminé son travail avec vous !», s'exclamait une forte femme d'environ quarante ans. D'autres affirmaient à haute voix, comme une leçon apprise, que «ces gens-là» ne travaillaient pas, avaient de l'«or caché» et dégradaient «la patrie». «Regardez comme ils sont bien habillés», remarquait à tout bout de champ une femme dans l'assistance.

Un peu plus loin, un responsable local du Komsomol (les Jeunes communistes) s'exprimait de façon plus modérée : «Ils causent du tort au pays avec ces manifestations. Est-ce qu'on tolérerait ça chez vous ?»

D. Dh.

AUTRICHE

Démentis autour d'un document évoquant une éventuelle démission de M. Kurt Waldheim

Le *Jerusalem Post*, quotidien en langue anglaise paraissant en Israël, a publié, lundi 9 février, une lettre dont plusieurs organes de la presse internationale avaient reçu la copie. Ce document est supposé émaner de M. Alois Mock, ministre des affaires étrangères du nouveau gouvernement autrichien, et être adressé à M. Thatcher.

Dans ce texte rédigé sur papier à en-tête de l'OVP, le Parti populiste autrichien (conservateur), M. Mock évoque la possibilité d'une démission du président de la République, M. Kurt Waldheim, dans le courant de l'année 1987, «pour raisons de santé».

Un porte-parole de M. Thatcher a toutefois qualifié de «grotesque» ce document ; il a précisé que

M. Mock avait bien adressé une correspondance au premier ministre britannique en décembre dernier, mais qu'il n'y était fait aucune référence à M. Waldheim. Au siège du Parti populiste à Vienne, on a également démenti l'authenticité du texte.

Au Congrès juif mondial, à New-York, qui fut en pointe dans la dénonciation du passé caché de M. Kurt Waldheim, on se montre très circonspect. M. Elan Steinberg, directeur adjoint du CJM, nous a déclaré avoir également reçu copie de la lettre la semaine dernière, mais qu'il avait de sérieux doutes sur son authenticité.

L. R.

Proche-Orient

La « guerre des camps » au Liban

Le mouvement chiite Amal ajourne la livraison de vivres à Bourj-el-Barajneh

Le mouvement chiite Amal a annoncé, mardi soir 10 février, qu'il avait décidé de faire entrer des vivres ce mercredi 11 février dans le camp palestinien de Bourj-el-Barajneh, «pour des considérations d'ordre humanitaire», tout en déclarant que les informations faisant état de la famine dans le camp étaient «exagérées». Mercredi matin, toutefois, deux poids-lourds chargés de vivres, arrivés à proximité du camp, n'ont pas été autorisés à y pénétrer. Les responsables du mouvement chiite ont indiqué que l'opération de ravitaillement de Bourj-el-Barajneh avait été ajournée.

Le projet d'Amal de laisser entrer des vivres dans le camp pourrait être le résultat de plusieurs ententes qui ont eu lieu mardi à Damas entre des responsables syriens, libanais et libyens pour tenter de mettre un

terme à la « guerre des camps » qui oppose, depuis plus de quatre mois, les miliciens du mouvement chiite Amal et les Palestiniens au Liban. M. Walid Joumblatt, chef druze du Parti socialiste progressiste (PSP), s'est entretenu avec le chef d'Amal, M. Nabih Berri, des moyens d'appliquer le plan iranien de règlement qui prévoit la levée du blocus des camps et la redéfinition des relations libano-palestiniennes.

Une réunion a ensuite regroupé M. Joumblatt, le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jalloud, et des représentants d'organisations palestiniennes, dont le Front de salut national palestinien (FSNP, coalition pro-syrienne). De sources bien informées, on indique que les Palestiniens ont réclamé le respect du cessez-le-feu, la levée du siège des camps et leur ravitaillement.

ment. D'autre part, le président syrien, M. Hafez El-Assad, a eu deux entretiens mardi à Damas avec le roi Hussein de Jordanie, arrivé le jour même en Syrie pour une «visite de travail».

Sur le plan international, plusieurs initiatives ont été prises mardi, tant dans le monde arabe qu'en Occident, pour mettre fin à la « guerre des camps ». Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, président du comité de bons offices de la Ligue arabe, et le secrétaire général de la Ligue, M. Cheddi Klibi, ont lancé un appel commun «pressant» pour mettre fin à la « guerre des camps ».

Mardi matin, dans plusieurs villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza occupées, des manifestants palestiniens ont lancé des slogans

hostiles à Amal ainsi qu'un président syrien Hafez El-Assad.

A Vienne, l'Office de secours de l'ONU aux réfugiés palestiniens (UNRWA) a lancé un appel aux miliciens d'Amal pour qu'ils l'autorisent à ravitailler en produits alimentaires les camps.

A Paris, la Ligue des droits de l'homme a demandé, dans un communiqué, «à tous les gouvernements qui ont les moyens d'intervenir au Liban une action strictement humanitaire d'intervenir pour faire cesser le blocus des camps et organiser les secours de première urgence en vivres et en médicaments».

Plusieurs démarches ont été également entreprises dans ce sens par des organisations humanitaires et des partis politiques français. — (A.F.F.)

M. Arafat adjure l'ONU d'assurer la protection des Palestiniens

(Suite de la première page.)

«Il y a six mille personnes dans la FINUL — le camp de Rachidieh est à 2 kilomètres d'un de ses OG — et on pourrait leur donner l'ordre d'intervenir. Les quatre Etats (qui s'étaient engagés dans la multinationale) peuvent demander une réunion du Conseil de sécurité et faire intervenir les forces de l'ONU. C'est leur responsabilité. Moi, je n'y arrive pas sous prétexte que le Liban n'est pas d'accord, estimant que c'est une affaire interne. Je pourrais aller devant la Cour de La Haye». Les Nations unies, estime M. Yasser Arafat, ont une responsabilité, ne serait-ce d'ailleurs qu'à travers l'UNRWA qui n'intervient plus dans les trois camps assiégés depuis le début des combats.

Ce qui se passe aujourd'hui au Liban pour les Palestiniens est, affirme M. Yasser Arafat, «un crime, un génocide semblable à celui qui a motivé le procès de Nuremberg. C'est un problème humanitaire».

Qui sont les responsables ? «L'évacuation des Palestiniens du Liban est une demande israélienne. Dans le sud du Liban, les forces israéliennes, avec l'Armée du Liban sud, appellent Amal par leurs bombardements par terre, air, mer. Elles ont constitué un état-major de hauts officiers pour suivre l'opération. A Beyrouth, pour Sabra, Chatila et Bourj-el-Barajneh, il y a Amal, la sixième et la première brigade (à majorité chiite) sans ordres de leur commandement, et les forces spéciales syriennes. Il y a un complot syro-israélien contre la présence palestinienne au Liban. Le chef de l'OLP cite en exemple le blocus naval israélien. «Ils ont intercepté treize navires que j'ai envoyés avec des vivres et des médicaments».

A propos de l'accord signé sous les auspices du comité de bons offices de la Ligue arabe lors du sommet islamique de Koweït pré-



voyant la levée du blocus des camps en échange du retrait des Palestiniens de Maghdouché, M. Yasser Arafat en brandit aussi le texte, lit chaque disposition avant d'affirmer : «Hafez el Assad s'est payé la tête des médiateurs arabes qui se sont rendus en Syrie et au Liban. Nous nous sommes retirés de Maghdouché, il ne s'est rien passé. Hafez el Assad leur a menti. Il a promis que l'accord serait appliqué, juste le temps de faire passer le sommet islamique de Koweït».

Que font les Algériens qui président le comité et avec lesquels le chef de l'OLP s'est entretenu lundi ? «Ibrahim, le ministre des affaires étrangères, m'a dit : j'ai contacté les Syriens, il n'y a rien à faire. Nous sommes arrivés à une impasse. Moi, je ne vous demande pas grand-chose, lui ai-je répondu, seulement d'annoncer au monde ce qui vient de se passer avec cette initiative».

Il n'y a pas de gouvernement libanais

Sans illusions sur la possibilité de réunir une force arabe d'interposition au Liban — «Il faudrait un sommet arabe pour en décider» — M. Yasser Arafat se garde de jeter la pierre à tous les Etats arabes. «La situation est très difficile», se contente-t-il de dire, citant à l'appui de ce constat l'incapacité arabe à venir à bout de la guerre Iran-Irak, «qui menace tous les Etats arabes et en particulier ceux du Golfe», des conflits du Sahara, du Soudan et du Tchad.

Qui peut aujourd'hui garantir la présence palestinienne au Liban et comment la redéfinir ? «Les accords du Caire sont toujours valables», estime M. Yasser Arafat, avant d'ajouter toutefois : «Nous sommes prêts à les revoir. Mais avec un gouvernement libanais. Or il n'y a pas de gouvernement libanais». Pour-

quoi être venu au Liban et surtout pour quoi faire ? «Personne n'a jamais dit : les Palestiniens, c'est fini au Liban. Nous sommes un demi-million dans ce pays. Ce sont les Palestiniens et leurs alliés du Mouvement national libanais qui ont mené et mènent la guerre d'usure contre Israël et l'ont obligé au retrait». Le Liban est-il encore une base de départ dans la lutte contre Israël ? «C'est uniquement un point de passage vers la Palestine», se contente d'affirmer le chef de l'OLP.

M. Yasser Arafat reconnaît volontiers l'alliance entre les Palestiniens et le Hezbollah : «Nous sommes alliés, dit-il, à tous ceux qui combattent avec nous l'ennemi israélien». Le fondamentalisme islamique ne risque-t-il pas cependant d'éclipser la cause palestinienne ? Pour M. Arafat, les deux choses sont liées : «Face à l'intransigence israélienne, il va naître, dit-il, une multitude d'extrémismes. Cela, l'Occident ne veut pas le comprendre et risque de le payer. Les occidentaux ne veulent pas comprendre ce que signifie la Palestine et Jérusalem dans cette partie du monde. Pas seulement pour les musulmans mais aussi pour les chrétiens».

Sur le sort des otages au Liban, le chef de l'OLP ne veut pas s'exprimer publiquement. La discrétion, semble-t-il penser, est la condition du succès. Il se montre tout aussi réservé à l'égard du Jihad islamique pour la libération de la Palestine, qui a revendiqué l'enlèvement des quatre professeurs du Beirut University College et réclame en échange la libération de quatre cents Palestiniens détenus en Israël. «C'est un nom, dit-il, une appellation. On utilise la Palestine à tout bout de champ. Les Israéliens disent bien que la libération de Jérusalem passe par l'occupation de Bassorah !».

A une question sur les arrières-pensées du plan du roi Hussein sur la Cisjordanie, M. Arafat ne veut visiblement pas envenimer les choses, au contraire. «Ce n'est pas la peine de parler de ce problème maintenant, dit-il, puisque, lors de notre dernière rencontre à Koweït, le roi et moi-même avons décidé de tourner la page et d'ouvrir un nouveau dialogue à tous les niveaux». D'ailleurs, indique-t-il, Abou Jihad, qui avait dû quitter Amman après la rupture par le roi de l'accord jordanien-palestinien en février 1986, «va y retourner très bientôt pour participer à la réunion du comité de bons offices de la Ligue arabe». La réactivation de ce comité pour le soutien aux Palestiniens des territoires occupés est une des conséquences de la rencontre de Koweït.

Le renouveau de ce dialogue ne risque-t-il pas de compromettre une fois de plus la difficile réconciliation interpalestinienne ? Le sujet irrite incontestablement le chef de l'OLP, qui s'indigne qu'on puisse même le soulever. «Est-ce que la France est une ? Le cabinet français et le cabinet israélien sont-ils unis ? Le cabinet palestinien est uni», affirme M. Yasser Arafat, qui ne veut voir dans les divisions palestiniennes que «des malentendus sur le programme politique». «De quel droit, s'encroûte-t-il, nous reprochez-vous notre démocratie ? C'est la chose la plus importante de notre existence».

Niant que les perspectives de paix au Proche-Orient paraissent plus éloignées que jamais, M. Arafat estime que, «depuis la perte de crédibilité des Etats-Unis, il y a une dynamique européenne qui se dessine, avec la France, l'Espagne et l'Italie. C'est une occasion unique pour les Européens, mais je leur conseille d'agir rapidement. Nous sommes, en effet, dans le même lac. Nous sommes au Sud, vous êtes au Nord, tout ce qui nous arrive vous arrivera, c'est le loi de la géopolitique».

En dépit de la situation M. Arafat se veut optimiste. «Comptez, dit-il, le nombre de forces qui ont complotté contre nous. Reagan en 1982 s'est vanté d'en finir avec l'OLP et Assad en 1983 a annoncé notre mort... L'indifférence du monde face au drame des camps n'étonne qu'à moitié le chef palestinien. «Nous sommes sans patrie, on est obligé de s'adapter. Cela fait partie de la tragédie palestinienne».

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Publicité)

LE DILEMME D'ARAFAT

Un Phénix sans cesse renaissant de ses cendres...

Ainsi apparaît Yasser Arafat, chef d'une OLP qui revient aujourd'hui en force au Liban. Malgré Israël, les chiites, la Syrie.

Philippe Resnais, spécialiste des problèmes du Moyen-Orient, explique la portée — et les limites — de cet événement. Sur les plans militaire, politique, diplomatique...

Dans le numéro 2 d'ARABES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, en vente au kiosque et dans les librairies.

Le Monde
sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Dossiers chauds : Irangate, privatisations, télévisions, otages.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

PARIS

263^F

SUR VOL BLEU

NANTES

AIR INTER

Vol bleu, vols blancs, destination économique.

Exclusivement immédiat pour les jeunes de moins de 25 ans, les étudiants de moins de 27 ans, les familles à partir de 2 personnes et le 3^e âge des 60 ans.

Pour les jeunes, Air Inter propose des prix encore plus petits jusqu'au 8 mars 1987. Un exemple sur vol bleu.

PARIS-NANTES 203 F

Renseignements : Air Inter Paris, 45.39.25.26 ou votre agent de voyages.

Proche-Orient

Le sort des otages au Liban

Une opération d'échange de prisonniers semble sérieusement envisagée par Jérusalem

L'Organisation de la justice révolutionnaire, qui dédicte notamment le Français Jean-Louis Normand en otage, a lancé, mardi soir 10 février, une nouvelle mise en garde contre une attaque militaire américaine au Liban. A ce propos, FOJR fournit de « nouvelles précisions sur une attaque militaire américaine préparée en coordination avec des officiers de l'armée libanaise et d'un haut responsable israélien de la sécurité ». Selon elle, « une attaque-éclair devrait être exécutée à Beyrouth par un commando américain-libano-israélien ». « Nous mettons en garde les Etats-Unis contre toute action stupide, car les représailles seraient très cruelles », affirme FOJR dans un communiqué remis au bureau beyrouthin d'une agence de presse occidentale.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Israël est prêt à envisager de participer, sous une forme ou une autre, à un échange de prisonniers qui lui permettrait de récupérer l'aviateur capturé en octobre au Liban sud par les miliciens du mouvement chiite Amal, filé dans le cadre d'un accord qui entraînerait parallèlement la libération des quatre professeurs de l'université de Beyrouth otages de Djabal islamique pour la libération de la Palestine. Mais il s'agit surtout là d'une position d'attente, et rien n'indique que les consultations diplomatiques en cours aient pour l'instant permis la moindre ébauche de négociations. En outre, à supposer qu'une opération d'échanges soit sérieusement considérée à Jérusalem, plusieurs obstacles rendent un tel projet aléatoire.

Interrogé mardi 10 février sur le point de savoir quelle serait la réponse de son gouvernement à une demande américaine de participer à une opération d'échange, M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien, a lâché une petite phrase laconique et peu compromettante, mais qui laisse ouverte la porte d'une éventuelle négociation : « Nous examinerons cette requête et réfléchirons ». Dans la même journée, d'autres dirigeants israéliens ont tenu des propos qui incitent plus au scepticisme quant aux chances de voir se nouer un marchandage.

M. Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban, a déclaré que l'Etat juif « n'était et ne serait jamais engagé » dans aucune transaction avec les preneurs d'otages. Quant à M. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, il a minimisé le marché proposé par M. Nabih Berri, en le qualifiant de « simple ballon d'essai ».

Il reste que, comme on le répète inlassablement à la Maison Blanche, l'administration Reagan n'a pas demandé à Israël son concours pour faciliter la libération des quatre otages enlevés à Beyrouth et qu'elle n'a pas l'intention de le faire. Cela n'enlève rien au désir de Jérusalem de récupérer le navigateur détenu depuis quatre mois par Amal. Et il n'est pas douteux qu'Israël est disposé à payer le prix d'une telle libération en élargissant de son côté des groupes de prisonniers arabes.

Sunnites ou chiites ?

Mais, premièrement, les Israéliens se demandent toujours si M. Berri, qui vit depuis plusieurs mois à Damas, exerce une autorité suffisante sur la fraction d'Amal qui délient le pilote pour pouvoir lui imposer ses conditions. Et, deuxièmement, ils entendent toutes les difficultés que risque de rencontrer M. Berri dans son « marché » avec les ravisseurs des otages de Beyrouth.

Beaucoup dépend en fait de l'identité réelle et des alliances

politiques des hommes qui se dissimulent sous le sigle Djihad islamique pour la libération de la Palestine. Si, comme certains le pensent, les ravisseurs sont plus proches des Palestiniens sunnites du Liban que des chiites pro-iraniens, les chances, dans le cadre d'un accord préliminaire, d'une entente préalable entre ces derniers et le leader d'Amal sont bien minces alors que la guerre des camps montre chaque jour à quel point la haine s'est accumulée entre les uns et les autres.

En tout cas, la situation actuelle rappelle étrangement celle qui prévalait après la « prise en otage » pendant l'été 1985 du Boeing de la TWA. A l'époque, après avoir, avec la bénédiction de Washington, refusé de céder au chantage des terroristes, Israël avait ensuite, au fil des semaines, satisfait leurs exigences en libérant en plusieurs étapes des centaines de Libanais détenus dans la prison d'Attif. Bien qu'un dénouement du même type ne puisse être exclu, l'Etat juif ne se prête à une négociation que s'il reçoit de la Croix-Rouge la forme assurée d'une libération de son pilote. Tout autre engagement serait politiquement trop coûteux et mal reçu par les Israéliens, qui avaient déjà très mal « digéré » la spectaculaire libération en mai 1985 de 1150 Palestiniens dont beaucoup avaient été condamnés pour des crimes terroristes.

J.-P. LANGELLIER.

IRAN : à la veille du 8^e anniversaire de la révolution islamique

L'imam Khomeiny affirme que le peuple iranien exige « la guerre jusqu'à la victoire »

L'imam Khomeiny s'est exprimé publiquement mardi 10 février pour la première fois depuis près de trois mois, affirmant que son peuple exige « la guerre jusqu'à la victoire » contre l'Irak.

L'imam, âgé de quatre-vingt-six ans, a fait ces déclarations dans une mosquée située près de son domicile, dans le nord de Téhéran, à la veille du huitième anniversaire de la révolution islamique du 11 février 1979.

Bien que certains organes de presse occidentaux aient rapporté que l'imam Khomeiny était en mauvaise santé, il s'est exprimé d'une voix ferme durant les dix-sept minutes de son discours retransmis sur Radio-Téhéran.

Les troupes iraniennes en lutte contre l'Irak se battent pour une « cause divine », a-t-il affirmé. Le peuple iranien, a-t-il ajouté, a pour tant cœur « des moments amers en raison de sa condition spirituelle ». « Les familles et les enfants sont tués et cela est dur à supporter », a-t-il dit.

Il s'agit du premier discours public de l'imam depuis le 20 novembre dernier. Les rumeurs sur son mauvais état de santé avaient encore circulé dimanche, quand il avait écouté silencieusement, prononcé par le président iranien Ali Khamenei, le discours qu'il avait lui-même rédigé. « Presque chaque jour, l'Irak est frappé et de nombreux enfants, des jeunes, des vieux et des gens ordinaires voient leurs maisons tomber sur eux », a-t-il dit mardi dans son discours. « Mais, alors qu'ils émergent des décombres, ils soulignent le besoin de faire la guerre jusqu'à la victoire ».

Un appel de M. M'Bow

A Paris, M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a lancé un appel aux belligérants « qui sont parties à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens

culturels en cas de conflit armé » de respecter les dispositions de cette convention.

Soulignant que la guerre fait « de plus en plus de victimes parmi les vieillards, les femmes et les enfants » et « provoque de graves dommages à des monuments religieux, artistiques, historiques, irremplaçables chefs-d'œuvre qui

appartiennent désormais au patrimoine culturel commun de l'humanité », M. M'Bow a ajouté : « Si les pertes en vies humaines constituent une irréparable tragédie, la destruction d'un riche patrimoine culturel prive les générations futures et l'humanité entière de quelques-uns des témoignages les plus marquants d'une des civilisations les plus brillantes ».

Le témoignage du journaliste américain libéré

« Un pion dans une lutte de pouvoir interne ? »

Gerald Seib, le journaliste américain accusé d'espionnage par les autorités iraniennes qui l'ont détenu quatre jours, a affirmé, mardi 10 février, que son cas illustre les difficultés auxquelles les Etats-Unis se sont exposés en traitant avec un pays rongé par des divisions politiques. « Peut-être étais-je un pion dans une lutte de pouvoir interne », écrit-il dans *Wall Street Journal*, dont il est le correspondant au Caire. « Des divergences si profondes qu'un ministre peut inviter un journaliste et un autre l'arrêter montrant à quel point est risquée la stratégie de l'administration Reagan de traiter avec l'Iran », poursuit-il.

Seib estime que l'Iran est apparemment divisé entre une faction conduite par le président du Parlement Ali Hechami Rastadani — celle qui a probablement été en relation avec l'administration Reagan — et une autre faction soutenant l'ayatollah Hussein Ali Montazeri, successeur désigné de l'ayatollah Khomeiny.

Il raconte que, vers la fin de sa visite à Téhéran, il reçut un coup de téléphone l'informant que son passeport n'était pas en ordre et

que son nom ressemblait à celui d'un homme recherché.

Après s'être rendu dans plusieurs bureaux gouvernementaux accompagné d'un diplomate suisse (l'ambassade de Suisse représente les intérêts de ce pays en Iran depuis la rupture des relations entre les deux pays en 1979), Seib a été accosté dans un parc de stationnement par quatre hommes qui lui ont crié en anglais, « Police ».

« Deux d'entre eux m'ont attrapé, m'ont attaché le bras derrière le dos et m'ont poussé (...) sur la banquette arrière d'une voiture », raconte-t-il. Bien qu'on l'ait traité brutalement, il n'a jamais vu d'armes.

Il a appris, par la suite, qu'il avait été conduit à la tristement célèbre prison Evin, où il a été questionné par plusieurs responsables qui l'ont accusé d'espionnage au profit d'Israël et croyaient qu'il était juif (alors qu'il est catholique).

Pendant les interrogatoires ses yeux étaient bandés, ajoute-t-il, mais il pouvait ensuite enlever le bandeau et il n'a jamais subi de mauvais traitements. Ses papiers ont été examinés mais tout, argent compris, lui a été rendu.

AUJOURD'HUI, ON PEUT CHANGER DE HLM SANS DEMENAGER.



Chacun croit connaître les HLM. Chacun a en tête l'image des logements d'il y a 20 ou 30 ans. Certes, il ne suffit pas de dire que les HLM d'aujourd'hui sont beaux et confortables, pour effacer du paysage certaines constructions.

Mais il ne faut pas, non plus, méconnaître l'extraordinaire diversité des trois millions de logements localisés des organismes d'HLM.

Des logements en centre ville, des résidences, des villas, des appartements spacieux et confortables, voisinent avec un lot important d'insalubres qui ont souvent mal vieilli et qui portent encore la marque des années 1950 ou 1960.

Ceux-là, les organismes d'HLM s'en occupent. Depuis dix ans, c'est leur grande priorité. Pour améliorer la vie quotidienne des habitants.

500.000 logements ont déjà été rénovés, certains immeubles ont même été détruits !

De multiples travaux ont été entrepris pour apporter couleur, espace, verdure, diversité architecturale, isolation phonique ou thermique... Bref du confort et de la qualité de vie.

Aujourd'hui le rythme s'est accéléré : plus de 140.000 logements sont rénovés ou améliorés chaque année.

De quoi décourager certains préjugés, non ?

Hlm Aujourd'hui
OBJECTIF : MIEUX VIVRE

هكذا من الأهل

Afrique

La fin de la visite du président congolais à Paris

M. Chirac suggère à l'OUA de trouver de « nouvelles idées » pour régler le conflit tchadien

M. Denis Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, devait tenir une conférence de presse dans l'après-midi de ce mercredi 11 février, à l'issue de sa visite d'Etat en France, commencée lundi.

La journée de mardi a été essentiellement marquée par une réception à l'Hôtel de Ville et des entretiens avec M. Jacques Chirac. Les allocutions prononcées lors d'un dîner officiel offert par le premier ministre ont montré une volonté mutuelle de minimiser les désaccords sur le problème tchadien. Au cours du banquet de lundi à l'Elysée, MM. Mitterrand et Nguesso avaient eu des discussions qui laissaient apparaître, de façon assez inhabituelle dans un tel cadre officiel, de sérieuses divergences. A son invité, qui demandait l'arrêt de « toute ingérence étrangère », M. Mitterrand avait rappelé qu'il était abusif de mettre sur un même plan la Libye et la France « appelée par un pays souverain ». D'une façon souriante, mais ferme et explicite, il avait gardé ses distances à l'égard des propos de son hôte au cours d'une conversation imprévue avec des journalistes présents au dîner.

Apparemment, le chef de l'Etat congolais s'est rendu compte du mauvais effet produit par des déclarations intempestives lors de l'émission « Face au public » de France-Inter, diffusée lundi mais enregistrée deux jours plus tôt à Brazzaville avant que ne soient connues les raisons du redéploiement et du renforcement du dispositif militaire français au Tchad (le Monde du 11 février). Une explication franche était nécessaire. Elle a sans doute été facilitée par le fait que M. Chirac entretient depuis longtemps de bonnes relations personnelles avec ce « progressiste » converti au réalisme en matière économique.

Lors des échanges de tous les jours d'Orsay, mardi soir, M. Nguesso s'est montré beaucoup plus prudent. « Il n'y a point de place ici pour des coups d'éclat. La question est de sauvegarder l'existence, l'unité d'un pays, de mettre fin aux souffrances d'un peuple. (...) Je me félicite de l'étroite collaboration qui existe entre nous dans la recherche de la paix dans ce pays frère », a-t-il dit.

De son côté, M. Chirac a eu un ton conciliant. « Aujourd'hui, les choses sont plus claires, dans la mesure où apparaissent nettement les responsabilités dans la poursuite de la guerre

et où la réconciliation nationale entre Tchadiens est en voie d'achèvement, a-t-il dit. Rétablir la paix au Tchad, c'est trouver une solution politique à ce conflit. La France approuve et soutient vos initiatives. » Affirmant qu'il faisait confiance à son hôte, il a souhaité que l'OUA soit plus imaginative et ait d'autres idées pour régler le conflit.

D'autre part, le premier ministre a vivement encouragé son invité à « restaurer les grands équilibres économiques » de son pays en pratiquant une politique de rigueur, « la seule possible », pour éviter la faillite. La France plaide la cause du

Congo devant le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Elle estime, comme l'a dit M. Chirac dans son allocution, que des « taxes d'intérêt beaucoup trop élevées » rendent le poids de la dette insupportable. Mais elle souhaite aussi que ses alliés africains acceptent de prendre certaines mesures impopulaires pour assainir leur situation financière.

C'est pour encourager les dirigeants français des « exigences » du FMI, jugées par lui excessives, que M. Bongo, président du Gabon, a commencé, ce mercredi à Paris, une visite privée, sans attendre la fin du séjour officiel de son homologue congolais.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le « redéploiement » du dispositif « Epervier » est amorcé

N'DJAMENA
de notre envoyé spécial

On estime ici, de sources occidentales, que le renforcement de l'armée libyenne dans le nord du Tchad, tout en n'atteignant peut-être pas le chiffre de 20 000 hommes cité par M. Hissène Habré, est bien réel. La localité de Ouadi-Doum serait ainsi devenue, selon un expert, la plus grande base aérienne de tout le continent africain. Outre quelque 3 000 soldats libyens dans le Tibesti, Tripoli aurait concentré près de 4 000 hommes à Ouadi-Doum et dans les environs, 3 000 dans la zone de Faya-Largeau, sans compter d'importants détachements à Gouro et Ounianga-Kébir, soit, au total, près de 13 000 hommes. Ce chiffre pourrait sans aucun doute être grossi si des renforts descendaient des bases de Khouf, Sebha et Maaten Es-Sarra, en Lybie. Chacun, à N'Djamena, déclare s'attendre à une vaste offensive de Tripoli, et souligne que le colonel Kadafi ne peut rester dans l'état humiliant

d'avoir subi un revers militaire important de la part de ce qu'il considère comme « une armée de va-nu-pieds ».

En face, le renforcement de la présence militaire française s'est amorcé. Un « radar de veille » destiné à surveiller l'espace aérien de l'est du Tchad va être installé à Abché ou à Biltine. Jusqu'à présent, comme paraît le démontrer l'incursion à basse altitude d'un avion Tupolev-22 libyen, le dimanche 4 janvier, à 17 h 30, au-dessus de l'aéroport de Sarh dans le sud du Tchad, la couverture aérienne du territoire tchadien n'était pas sans faille. Il est vrai qu'aucun dispositif radar ne peut surveiller complètement contre des avions libyens qui violeraient, par exemple, l'espace aérien soudanais.

Des unités d'infanterie de marine ont commencé depuis dimanche à rejoindre Abché et Biltine, cette base de Khouf, Sebha et Maaten Es-Sarra, en Lybie. Chacun, à N'Djamena, déclare s'attendre à une vaste offensive de Tripoli, et souligne que le colonel Kadafi ne peut rester dans l'état humiliant

Celles-ci, dont une partie est venue de Bône par la route, sont pour une large part constituées d'unités d'intervention. A priori, il n'est pas question que ces deux postes avancés aient pour rôle d'accroître le rayon d'action de la chasse française. Seuls des avions de transport Transall peuvent, en effet, se poser sur les pistes en terre d'Abché et de Biltine. La réaction de la piste en ciment d'Abché, largement détruite par les troupes libyennes en 1979 et 1981, supposerait, outre des délais très importants, une logistique considérable.

Un système de défense anti-aérienne sera progressivement installé dans ces deux localités, et il n'est pas exclu que des hélicoptères Gazelle munis des missiles Hot puissent y être stationnés. Selon certaines sources, ce « redéploiement » pourrait être achevé dans un délai de huit jours. A ce moment-là, le dispositif « Epervier » pourrait atteindre environ 2 400 hommes.

LAURENT ZECCHINI.

Amériques

La troisième rencontre CEE-Amérique centrale : accord sur les grands principes...

La troisième réunion entre les Douze de la Communauté européenne, les cinq pays d'Amérique centrale et les quatre de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) s'est terminée, le mardi 10 février, au Guatemala sur un accord politique qui, pour obtenir le consensus, s'est limité à réaffirmer de grands principes sans proposer de solutions, mais a néanmoins permis d'éviter une rupture. Sur la manière de résoudre durablement les crises en Amérique centrale, le document final se contente de ratifier l'appui des vingt et un pays présents à toutes les initiatives et déclarations en faveur de la paix accumulées au cours de ces dernières années.

L'accord souscrit n'engage pas beaucoup ses signataires, et l'appui réaffirmé au groupe de Contadora - dont certains participants ont assuré qu'il sortait renforcé de cette réunion -

reste en fait fragile. Le texte adopté affirme que la « gestion diplomatique du groupe de Contadora et de son groupe d'appui représente l'option latino-américaine pour la recherche de solutions à la crise régionale » et « demeure actuellement l'unique instance viable ». Le Costa-Rica maintient néanmoins sa conviction pour le dimanche 15 février d'une réunion à San-José des présidents des pays d'Amérique centrale, à laquelle le chef de l'Etat nicaraguayen, M. Daniel Ortega, n'est pas invité.

M. Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, chargé de la coopération, qui a assisté à cette réunion, avait accordé à notre correspondant à Lima, lors de son passage dans la capitale péruvienne, un entretien dans lequel il se prononçait en faveur de l'ouverture d'un dialogue politique en Amérique centrale.

Les Européens doivent inciter au « dialogue » nous déclare M. Cheysson

LIMA
de notre correspondant

« L'Amérique latine est considérée comme la « chasse gardée » des Etats-Unis. L'intérêt de l'Europe est récent. Comment expliquer cette évolution ?

« Les Américains ont longtemps souhaité conserver l'Amérique latine comme une « chasse gardée ». C'est la doctrine Monroe. Mais, depuis quelques années, ils n'acceptent pas toutes les responsabilités que cela implique. On ne peut pas dire qu'ils aient réagi de manière très généreuse face à la crise redoutable que vit l'Amérique latine. D'autre part, les pays d'Amérique latine ont incontestablement développé, ces dernières années, un sentiment de frustration face aux Etats-Unis pour des raisons peut-être injustifiées, mais psychologiquement importantes puisque ils s'attendaient à un traitement particulier qu'ils n'ont pas reçu. Ils ont donc cherché des unités ailleurs, d'autant plus qu'ils veulent renforcer leur position en ayant des rapports publiquement satisfaisants avec d'autres pays, et particulièrement avec les Européens.

« De notre côté, l'intérêt n'a jamais cessé, mais ce qui est nouveau, c'est le besoin de nous exprimer collectivement en Amérique latine. Depuis quelque temps, l'Europe est devenue capable de tenir un langage commun en termes politiques. Le dernier accord signé

en novembre 1985 entre l'Europe et l'Amérique latine montre d'ailleurs cette capacité nouvelle. Je pense aussi que, face à certains grands problèmes économiques, nous avons une convergence d'intérêts. Nous nous sommes réunis compte à la conférence du GATT.

« Quel rôle peut jouer la Communauté économique pour contribuer à la solution pacifique des conflits d'Amérique centrale ? Ferez-vous pression sur le Nicaragua pour qu'il lève l'état d'exception ?

« Faire pression doit être exclu du langage de l'Europe. Nous incitons les pays concernés à suivre la ligne de Contadora. En aucun cas, une intervention étrangère n'a facilité la solution des tensions. Nous sommes pour le dialogue politique. La France et le Mexique l'ont déjà suggéré, il y a moins de cinq ans, pour résoudre les problèmes entre le gouvernement du Salvador et les forces d'opposition. Le président Duarte a essayé. Il n'a pas réussi. Nous espérons qu'il recommencera.

« Maintenant, je ne me sens pas choqué si l'on incite le gouvernement de Managua à dialoguer avec l'opposition. Et le meilleur moyen de le faire est d'avoir des élections générales sans restrictions et de mettre en application la Constitution qui vient d'être votée et qui, malheureusement, n'a connu que quelques heures de mise en œuvre. Donc, le langage de l'Europe est le langage de Contadora : dialoguez, contrôlez les livraisons d'armes, surveillez les frontières.

« L'aide apportée jusqu'à présent au Nicaragua (la moitié de l'aide accordée à toute l'Amérique centrale) sera-t-elle répartie entre les quatre autres pays ?

« L'aide au Nicaragua a représenté la moitié du total de 1980 à 1982. Pourquoi ? Parce que nous ne pouvions pas aider le Guatemala, qui était sous régime militaire. Comme notre aide ne va qu'aux pays les plus pauvres, il ne nous restait plus que le Nicaragua et le Honduras. Nous avons donc fait un effort particulier au Nicaragua au lendemain de l'arrivée des sandinistes, en même temps que les Américains, et pour des sommes inférieures.

« Depuis, les choses ont beaucoup changé. Il y a belle lurette que notre aide au Nicaragua ne représente plus 50 % du total. Nous aidons le Guatemala sur un programme non négociable. Ensuite, nous avons dû faire des aides d'urgence, humanitaires, en particulier après le tremblement de terre au Salvador.

« Enfin, et surtout, les derniers grands projets de l'aide communautaire à l'Amérique centrale, depuis dix-huit mois, sont des projets régionaux. Le dernier est un projet de vaccination contre la rage. Il est évident que si nous voulons débarrasser la région de ce fléau qui tue près de 10 % du bétail, il faut vacciner les chiens dans tous les pays, ce que nous faisons. Et il n'y a pas le motif des chiens au Nicaragua... »

Propos recueillis par NICOLE BONNET.

Asie

AFGHANISTAN

La guérilla a « presque doublé » ses bombardements depuis le 15 janvier, affirme Moscou

Les bombardements de la guérilla ont « presque doublé » depuis le cessez-le-feu unilatéral décrété par Kaboul le 15 janvier, a affirmé, mardi 10 février, à Moscou, un porte-parole officiel. M. Guennadi Guennassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a reconnu au cours d'une conférence de presse que « le processus de réconciliation nationale n'est pas facile et rencontre des résistances ». Il a cité l'exemple de l'« avion civil » abattu lundi au-dessus de l'aéroport de Khost (le Monde du 11 février).

Entre-temps, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, qui est arrivé à Moscou lundi soir, s'est entretenu mardi avec le premier vice-ministre aux affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, et devait rencontrer ce mercredi M. Chevardnadze. Le premier ministre de Kaboul, Sultan Ali Rakhmand, est, quant à lui, attendu à Moscou à la mi-février.

Quant au ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Yousuf Khan, il a quitté Paris, dans la nuit de lundi à mardi, pour Rome, troisième étape d'une tournée destinée à procéder avec ses interlocuteurs européens à un échange de vues sur la tension indo-pakistanaise et sur l'Afghanistan. M. Yousuf Khan s'était auparavant rendu à Moscou et a eu lundi un entretien avec M. Jean-Bernard Raimond au Quai d'Orsay.

Sur le terrain, selon des diplomates occidentaux en poste au

Pakistan, le terrorisme urbain se développe avec des explosions à Kaboul, Djallalabad et un attentat à Kandahar. Après l'explosion d'une voiture piégée le 1er février dernier devant l'ambassade d'Inde à Kaboul, une nouvelle explosion a eu lieu le 6 dans un quartier sud de la capitale, faisant trois morts et provoquant la destruction de trois véhicules. Le 2 février, à l'occasion d'un barrage routier, la police a découvert 206 kilos d'explosifs cachés dans un chargement d'engrais près de la frontière avec le Pakistan, dans l'est du pays. Aux explosions, dont quelques heures d'intervalle la nuit du 6 février, il faut ajouter plusieurs assassinats de militaires, de représentants du régime et de quelques Soviétiques, ont ajouté les diplomates. Devant cette situation, les barrières routières, qui avaient été allégées dans la capitale le 15 janvier dernier, se sont à nouveau multipliées.

A Djallalabad (est du pays), les diplomates ont confirmé l'attentat à la camionnette piégée rapporté le 4 février par l'Agence algérienne algérienne de presse, proche de la guérilla. L'explosion avait fait au moins trente morts et visait un centre de télécommunications et de radio, ont confirmé les diplomates. Enfin, ils ont confirmé un attentat, le 5 février, dans un lieu de pèlerinage religieux à Kandahar (Sud). Aucune indication sur les victimes éventuelles n'a pu être obtenue. (AFP.)

PHILIPPINES : l'inventaire de la fortune des Marcos

Entre autres, 31 avions et hélicoptères...

MANILLE
de notre envoyé spécial

Mme Marcos avait raison d'être effrayée, elle qui avait démenti avec la dernière énergie posséder 3 000 paires de chaussures, affirmant que c'était une « estimation dérisoire » : un récent inventaire entrepris par la fondation qui gère désormais les appartements privés du palais de Malacanang, appelé à devenir un musée, a révélé que, effectivement, Imelda Marcos n'avait que 1 060 paires de chaussures (y compris les sandales). Le joyau de la collection : des chaussures lumineuses, à piles... Au cours de ce même inventaire, il a été établi officiellement que Mme Marcos possédait 508 robes longues, 427 robes courtes, 808 sacs, 684 mouchoirs et 71 paires de lunettes de soleil.

Les chaussures de Mme Marcos étaient devenues un tel symbole de l'extravagance de l'ex-première dame des Philippines qu'on en était arrivé à en oublier le reste. Grâce au travail de la commission chargée d'inventorier les avoirs des Marcos, on a aujourd'hui une vision d'une richesse consi-

derable, dont la trivialité de médiane n'était que l'épave. Aux Philippines même, les avoirs des Marcos se chiffrent à 1,5 milliard de dollars (143 titres de propriété, 81 voitures, 31 avions et hélicoptères, 14 bateaux). D'autre part, les deux tiers des 268 sociétés philippines nous séquestrent après le départ du couple présidentiel appartiennent à cinq familles, dont les « Marcos » et les Romualdes (la famille d'Imelda). A New-York, la justice américaine a placé sous séquestre quatre immeubles considérés comme appartenant aux Marcos, dont la valeur se chiffre à 110 millions de dollars.

Mais c'est en Suisse que se trouvent le plus gros des avoirs des Marcos. Grâce à des ententes au secret bancaire consenties par les autorités helvétiques, la commission chargée d'inventorier la richesse des Marcos progresse dans son enquête sur les 5 milliards de dollars que l'ex-couple présidentiel aurait déposés sur des comptes suisses pendant les vingt années au cours desquelles il a régné sur les Philippines.

PHILIPPE PONS.

CORÉE DU SUD

Accueil triomphal d'une famille nord-coréenne ayant fait défection

Quatre ressortissants nord-coréens, membres d'une même famille, sont les premiers civils à fuir en groupe le régime de Pyongyang, ont été accueillis, dimanche 8 février, en triomphe à Séoul après une odyssée que les a conduits au Japon, puis à Taiwan. Un médecin, M. Kim Maha-Cheol, sa femme, cinq enfants, sa belle-sœur et d'autres membres de sa famille étaient arrivés le 20 janvier sur la côte japonaise au terme d'une dérive de vingt-cinq jours à bord d'un bateau de pêche. Leur but, ont-ils raconté, était de s'installer « dans un pays chaud », mais surtout pas en Corée du Sud, que la propagande nord-coréenne décrit comme « l'enfer sur terre ». Ils révélaient leur jugement lorsque des fonctionnaires sud-coréens venaient les voir à Taïpei, où le Japon les avait transférés en attendant que soit trouvé un pays d'accueil définitif, leur offrant 14,5 kilos d'or. Au lendemain de leur arrivée, dans la capitale sud-coréenne, l'organisation de la Croix-Rouge de Pyongyang a accusé le régime de Séoul d'avoir « kidnappé » la famille et exigé sa restitution. — (AFP, UPI.)

SRI-LANKA

L'armée poursuit son offensive contre les rebelles tamouls

Les forces de sécurité ont progressé, mardi 10 février, sur tous les fronts contre les rebelles séparatistes tamouls, a annoncé Colombo. Selon un communiqué officiel, les rebelles se sont repliés sur la jungle, poursuivis par l'armée, qui a fouillé des villages, occupé des repaires d'insurgés, détruit des bunkers et saisi des armes, au sixième jour d'une offensive qui s'étend de Manar, dans le Nord-Ouest, à Jaffna et à Kilinochchi, bastions tamouls du Nord, et jusqu'au district oriental de Trincomalee.

D'autre part, toujours selon le gouvernement, environ trois mille personnes ont été arrêtées en l'espace de quarante-huit heures pour prévenir des émeutes ethniques, à la suite du massacre, le 7 février, de vingt-cinq Cinghalais par des séparatistes tamouls (le Monde du 10 février). Le plus grand des massacres pourrait tirer prétexte du massacre pour montrer la communauté cinghalaise contre la minorité tamoule. « Dans deux ou trois semaines, une fois que la situation se sera calmée, nous les relâcherons », a déclaré un porte-parole officiel. — (Reuters.)

● INDE : nouveaux attentats au Pendjab. — Deux hommes armés, sur une moto, ont tué par balles, mardi 10 février, le docteur M. S. Mangat, fils de l'inspecteur général de la police du Pendjab, D. Mangat, alors qu'il se rendait à un hôpital de la ville de Patiala. Un

cycliste qui passait à également été tué, portant à quatre-vingt-cinq le nombre des morts dans les violences séparatistes cette année. Trois hommes, dont un policier et un magistrat, avaient également été tués la veille au Pendjab par des extrémistes sikhs. — (Reuters.)

AFGHANISTAN

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince de la République, son frère, le 15 janvier, affirme Moscou

520i



Equipement "Executive." Octroyez-vous royalement une heure de détente par jour.

Choisir de s'offrir une BMW de la série 5 en version équipement "Executive", c'est d'emblée s'accorder un bon moment de plaisir en contemplant l'une des plus belles berlines routières d'aujourd'hui, avec sa ligne "shadow line" qui en affine encore le profil. Une esthétique à voir et à vivre chaque jour sur les 10 ou 20 kilomètres qui séparent

peut-être par chance votre lieu de travail de votre domicile.

Démarrez par une belle fin d'après-midi ensoleillée, en tenant le volant sport que vous n'aurez très vite plus envie de

quitter. Ouvrez grand le toit sur le ciel. Le moteur 6 cylindres en ligne de la BMW 520i, à refroidissement par eau et arbre à cames en tête à 7 paliers vous donne toute sa puissance. Du bout du pied, en souplesse, le dispositif d'injection électronique L-Jetronic avec commande par débit d'air vous permet de passer de 0 à 100 km/h en 11,4 s et d'atteindre en pointe les 185 km/h sur circuit fermé.

Après avoir franchi le premier kilomètre en 32,6 s départ arrêté, il se peut que l'envie vous vienne de faire durer le plaisir. C'est le moment de prendre la première à droite et de rentrer chez vous par le chemin que vous n'avez jamais pris. Une petite route à l'écart de la ville, et après 10 heures de travail, 10 km sur l'autoroute pour l'une des plus agréables promenades de santé qu'une berline puisse vous proposer. Accélérez. C'est tout le plaisir de la grande vitesse. Musique ! Accélérez encore. C'est tout le plaisir de la sécurité. Équipée de son train avant exclusif BMW avec double articulation des pivots de fusée, de son

double circuit de freinage en diagonale, et de l'ABS monté en série, votre BMW 520i vous permet au premier coup de frein brusque de garder un cap absolument parfait.

Croisements, virages, arrêt, redémarrage, les jantes BBS permettent aux pneus taille basse un travail précis et régulier pour un exceptionnel confort de conduite. Sur toutes les routes, par tous les temps, la tenue de route est souveraine. Avec ses phares antibrouillard et son indicateur de maintenance, votre BMW 520i équipement "Executive" a vraiment tout pour vous permettre d'oublier chaque jour en quelques minutes tous les soucis et les tracas d'une longue journée de travail.

Dès lors, chaque soir, ouvrir la porte de votre voiture vous aidera à mieux fermer derrière vous celle de votre bureau.

L'option équipement "Executive" comprend : toit ouvrant, vitres teintées, rétroviseurs électriques, finition "shadow line", intérieur velours, phares anti-brouillard, jantes BBS, volant sport, appuies-tête arrière. Options disponibles sur trois coloris de peinture : "Lachssilber", "Delphin", "Diamantschwarz".

MOTUL partenaire de BMW.



LE PLAISIR DE CONDUIRE.

هكذا من الاجل

هذا من الامل

ENQUÊTE

LES ANNÉES MATIGNON

Bientôt un an ! La cohabitation s'achève calmement, c'est peu sans doute au regard des vingt-huit années de V^e République qui l'ont précédée ; un an déjà, c'est beaucoup pour une expérience originale dont certains avaient prédit la fin prématurée ; c'est en tout cas bien suffisant pour esquisser un premier bilan.

Qu'en pensent les anciens premiers ministres, de droite et de gauche, de la V^e République ? Comment les pairs de M. Jacques Chirac mesurent-ils l'évolution des pouvoirs de Matignon à l'aune de leur propre expérience ? Et surtout qu'en restera-t-il, selon eux, si l'on en revient à la cohabitation

des majorités présidentielle et parlementaire ? Autant de questions que nous leur avons posées alors que le thème du « réajustement » des pouvoirs devient de plus en plus aigu dans l'actuelle pré-campagne présidentielle.

Pour ces anciens premiers ministres — de M. Michel Debré, attaché à la rédaction du second tome de ses Mémoires, à M. Laurent Fabius, le benjamin du club, — l'exercice n'a pas seulement consisté à juger les pouvoirs de Matignon version 1986 et à dessiner des scénarios d'avenir, il a été également l'occasion d'un retour en arrière sur leurs propres années Matignon et leurs relations avec l'Elysée, si souvent ballotées entre fascination et désamour.



Jacques Chaban-Delmas en 1969



Pierre Messmer en 1972

M. Jacques Chirac, premier ministre, a-t-il plus de

par Pierre Servent



Michel Debré en 1959



Georges Pompidou en 1968



Maurice Couve de Murville en 1968

Le 25 août 1976, M. Jacques Chirac quittait l'hôtel Matignon avec fracas. Pour la première fois sous la V^e République, un premier ministre partait en claquant ostensiblement la porte après avoir annoncé qu'il mettait fin de lui-même à ses fonctions : crime supplémentaire de l'ère-V^e République, il commentait à la télévision — d'un ton cassant, masque figé, — les motifs de son départ : « Je ne dispose pas des moyens que j'estime nécessaires pour assumer efficacement les fonctions de premier ministre. » Le matin même à l'Elysée, dans la salle du conseil des ministres, seul avec les membres du gouvernement, M. Chirac avait tenu à mettre les points sur les « i » : « Le premier ministre doit disposer de l'autorité sur les ministres du gouvernement et d'une certaine autonomie (...), je n'ai pas obtenu les moyens et la liberté que je demandais », lâchait-il séchement.

Le 20 mars 1986, M. Chirac retrouvait Matignon, bien décidé cette fois, grâce à sa majorité parlementaire, à élargir cette « autonomie » et cette « liberté » qu'il appelait de ses vœux dix ans plus tôt. Le premier ministre de la cohabitation n'a, depuis, guère varié dans ses déclarations : j'ai les moyens de ma politique, même si de l'autre côté de la Seine « on » s'ingénie parfois à me compliquer la tâche. Mais à bien y regarder, les pouvoirs de Matignon, réchauffés par le soleil de la cohabitation, sont-ils révolutionnaires ?

L'évolution des pouvoirs de Matignon depuis le 20 mars 1986 ne semble pas, à première vue, faire pâlir d'envie rétrospective les anciens premiers ministres. La cohabitation aurait-elle échoué dans sa tentative de « réhabilitation » de la fonction de premier ministre ? « La vérité, met en garde M. Couve de Murville (1968-1969), c'est que la Constitution ne dit rien de précis des rapports entre le président de la République et le premier ministre. »

C'est donc à l'aune de leur propre pratique de Matignon que les anciens premiers ministres jugent l'expérience Chirac. Réflexe corrélatif : ils sont unanimes pour rappeler que Matignon a toujours été le pôle opérationnel de l'exécutif. Certes « l'inspirateur » (M. Pierre Mauroy), « le guide » (M. Pierre Messmer), était à l'Elysée, élu par le peuple pour sept ans, mais le premier ministre a toujours détenu dans ses mains les fils conducteurs de l'Etat.

Désormais l'inspiration de Matignon est libre de la tutelle élyséenne. Pourtant, bien peu prennent la défense de la cohabitation. Ils semblent, pour la plupart, y voir une situation d'attente insatisfaisante quoique « inévitable » (M. Couve de Murville).

« On se trouve aujourd'hui devant un pouvoir et un contre-pouvoir, affirme M. Pierre Messmer (1972-1974). Mais l'un et l'autre ne sont pas situés au même endroit, au même moment selon les sujets en question (affaires étrangères et défense d'un côté, économie et social de l'autre). J'ai peur qu'il en résulte une perte d'efficacité qui soit nuisible à la France et que ce soit elle, au bout du compte, qui en fasse les frais. »

« Ce qui est paradoxal, souligne pour sa part M. Maurice Couve de Murville, c'est que cette expérience ait conduit à une remise en cause des rôles respectifs des deux hommes. Ces rôles ont d'ailleurs été intervertis.

Jusqu'à-là, le président de la République était le chef de la majorité parlementaire (sous la V^e République, le chef de la majorité parlementaire était le premier ministre, c'est aujourd'hui l'inverse, le premier ministre prend la suite et joue le rôle le plus important dans tous les domaines. »

« Sur le fond, note pour sa part M. Michel Jobert (1) qui fut l'un des plus proches collaborateurs de Matignon puis à l'Elysée, de M. Georges Pompidou (1962-1968), les choses aujourd'hui ne sont pas très différentes de ce qui se passait hier. Il ne faut pas oublier que la géographie du pouvoir politique compte beaucoup : Matignon a toujours été plus opérationnel, plus apte à gérer le chaud que l'Elysée, dont le rôle est de donner (hors cohabitation) les grandes impulsions. »

Dans son bureau du boulevard Saint-Germain, à quelques enjambées de Sciences-Po où il donne ses cours, M. Raymond Barre (1976-1981), défenseur sourcilieux de la fonction présidentielle, reconnaît également, sans se faire prier, le poids naturel du premier ministre en V^e République. « Le président de la République ne peut rien faire sans Matignon : c'est le premier ministre qui met en musique la partition composée par l'Elysée. Mais, ajoute-t-il presque immédiatement, si les deux partitions sont différentes, c'est la cacophonie. »

Quant aux « nouveaux pouvoirs » de Matignon, ils ont le don de stimuler l'ironie naturelle de M. Barre : « Les nouveaux pouvoirs du premier ministre aujourd'hui ne sont qu'apparences : ils naissent de la divergence de vues entre l'Elysée et Matignon. Mais pour autant, le premier ministre ne peut en

aucune façon ignorer le président de la République », insiste-t-il en rappelant que pendant l'affaire Devaquet, le premier ministre, M. Jacques Chirac, avait bien dû se rendre à l'Elysée pour faire le point de la situation devant M. François Mitterrand.

Le président de la République résisterait-il donc mieux que prévu aux coups de boutoir de Matignon, qui, explique pourtant M. Barre, « défait ce que le président avait fait ou fait faire depuis 1981 » ?

M. Barre admet que, compte tenu du poids naturel de la fonction et de « l'autorité personnelle » de son actuel détenteur, le chef de l'Etat est parvenu à limiter les dégâts en « sauvegardant les apparences... »

Un constat — du moins pour sa première partie — que M. Pierre Mauroy (1981-1984) aurait mal vu grâce à récusar. Pour le maire de Lille, c'est la vitesse acquise pendant les cinq premières années de son septennat qui permet aujourd'hui au chef de l'Etat d'allumer efficacement ses contre-feux face au premier ministre. C'est d'ailleurs pour cette raison que M. Mauroy milite pour une candidature Mitterrand en 1988, en expliquant qu'un autre président de gauche, confronté de gré ou de force à une cohabitation, ne pourrait plus bénéficier de la même autorité acquise.

Revenant à ses propres pouvoirs quand il était à Matignon, M. Mauroy avoue combien son « étonnement » a été grand en découvrant « à quel point Matignon » était l'hémisphère opérationnel du cerveau exécutif. « Je pense qu'il en a toujours été ainsi et que, à cet égard, M. Chirac n'a eu aucune difficulté à concentrer les pouvoirs à Matignon... ils y étaient déjà. »

De Gaulle a « éclipsé » le fonctionnement normal des institutions

Des deux anciens premiers ministres gaullistes — M. Michel Debré (1959-1962) et M. Jacques Chaban-Delmas (1969-1972) — qui ont connu les affres de la réputation élyséenne, seul M. Debré manifeste quelque gourmandise pour la nouvelle cuisine de Matignon. Il s'avoue le « primat » que retrouve le premier ministre. Toutefois, il n'estime pas l'expérience suffisamment concluante pour qu'elle s'éternise : « La cohabitation doit rester occasionnelle, la cohabitation des majorités demeurant la norme. »

M. Chaban-Delmas ne cache pas, de son côté, qu'il n'est pas tout à fait détaché quand il évoque ce sujet : n'espérait-il pas, en mars 1986, pouvoir revenir à Matignon ? « J'ai regretté sur l'instant de ne pas être chef du gouvernement. Mais je ne le regrette plus aujourd'hui. On ne peut avoir de grand dessein pour la France ou pour l'Europe en période de cohabitation. » Puis, se ravissant, le père de la « nouvelle société » rêve un instant tout haut dans son immense bureau de l'hôtel de Lassay : « J'aurais peut-être pu tout de même faire quelque chose avec M. Mitterrand à l'Elysée... et puis non, de toute façon, ils nous auraient bloqués... ». Lèche-t-il avec un geste d'agacement.

La nostalgie de M. Debré reste quant à elle ce qu'elle était en 1962, et le fait de prononcer l'expression « chef du gouvernement » lui procure un plaisir évident, fidèle en cela à la lecture plus britannique que gaullienne de la Constitution qui fut toujours

pour régler ce problème, dit-il aujourd'hui. J'étais là pour qu'il réussisse son septennat. »

Le seul fait d'évoquer ce titre de « chef du gouvernement » fait trembler d'indignation M. Barre. « Le général de Gaulle, rappelle-t-il, en avait d'ailleurs fait reproche à Georges Pompidou qui, premier ministre, s'était un jour appliqué le titre de « chef du gouvernement ». En veine de référence gaullienne, M. Barre ajoute, citant de mémoire : « Le général a d'ailleurs dit un jour : j'ai choisi mon premier ministre de telle façon qu'il fût mon second... »

D'ailleurs, s'insurge Barre, « l'invocation de l'article 20 est faite pour les besoins de la cause de la cohabitation. Je n'en ai jamais compris l'interprétation. » Pour mettre un point final à la question, M. Barre conclut en

repremier à son compte la célèbre phrase du général de Gaulle prononcée le 31 janvier 1964 : « Il ne saurait y avoir de dyarchie au sommet ! »

« Le général de Gaulle a donné ce jour-là une traduction libre de la Constitution », proteste courtoisement M. Debré, qui estime que cette lecture très présidentielle devait « beaucoup au fait que, deux ans plus tôt, la majorité de l'Assemblée nationale avait été entièrement élue sur son nom. »

Pour vider définitivement la querelle de l'article 20, M. Debré, qui fut avec le général de Gaulle et les ministres d'Etat l'un des pères de la Constitution, affirme que cet article avait été « clairement prévu » pour répondre aux problèmes que poserait une éventuelle cohabitation (3).

L'obligé du président

Tous les anciens premiers ministres, de droite ou de gauche, insistent sur le poids des relations psychologiques et affectives au sein d'un couple où le premier ministre fait figure d'obligé du président. Bien que tenant sa légitimité de l'Assemblée nationale et non du chef de l'Etat, l'ancien premier ministre échappe-t-il complètement à cette logique ? Les anciens premiers ministres ne se prononcent pas mais soulignent que, dans cette cohabitation réduite aux « agnats », c'est l'exploitation des différences entre les deux maisons, et non l'existence de différences, qui tranche. La nature conflictuelle du couple exécutif se révèle ainsi à l'état brut.

Les choses ne sont-elles pas finalement plus claires aujourd'hui ? Les relations entre les deux hommes se sont souvent détériorées dans le passé parce que le premier ministre est apparu à tort ou à raison, aux yeux du chef de l'Etat, comme un concurrent potentiel, un dauphin imposé. Avec la cohabitation, la concurrence est affaiblie.

Dans le regard qu'ils portent sur leurs années Matignon, les

anciens premiers ministres ont plutôt tendance à mettre l'accent sur la liberté qui fut la leur, tout en admettant globalement que la République a connu « une occupation de fait des pouvoirs du gouvernement par le président » (M. Messmer). La ligne de clivage passé, en fait, entre les premiers ministres qui ont ouvert les septennats (profil politique), et ceux qui les ont suivis (profil plus « technique »).

Les premiers estimant en général que leurs pouvoirs sont allés s'émoussant, les seconds affirmant qu'ils n'ont pas souffert d'une emprise excessive du pouvoir présidentiel. Les deux anciens premiers ministres de gauche se trouvent quant à eux dans un cas de figure un peu particulier qui peut expliquer, en partie, la version relativement idyllique qu'ils donnent (aujourd'hui) de leurs rapports avec M. Mitterrand : leur « patron » est toujours en poste, il est, au surplus, candidat potentiel à sa réélection ; difficile dans ce cas d'avoir la même liberté de parole qu'un Messmer qui rappelle qu'il n'est jamais facile d'être premier ministre. Aucun ancien premier ministre ne peut dire qu'il a eu la tâche facile, ou alors, il a oublié...

« Déchirure » et capital confiance

M. Mauroy le reconnaît sans tarder, même si ce n'est pas sans une certaine émotion. « Cela n'a pas toujours été simple », explique-t-il avec un sens certain de la liote (4). Il admet parfaitement que « la déchirure », de 1984 s'est faite sur un désaccord politique de fond. Mais ce n'est pas tant sur ce point qu'il veut insister que sur le capital de

confiance « qui, dit-il, « a toujours été préservé » malgré les aléas : « J'avais la confiance du président. Cela ne veut pas dire que je pensais la même chose que lui sur tous les plans. Mais c'est de cette confiance réciproque que naît la liberté du premier ministre », ajoute-t-il en insistant —

comme le fait également M. Fabius — sur « la complicité » qui l'unissait à M. Mitterrand. « Je me suis toujours bien senti dans ma peau, glisse dans un sourire M. Fabius (1984-1986). C'est une période que j'ai très bien vécue », raconte-t-il, l'air un peu absent, comme si son esprit planait encore du côté de la rue de Varenne. « Ma tâche a sans doute été moins difficile que celle de M. Mauroy », souligne-t-il, estimant que les « traumatismes » (Ecole privée, par exemple) étant derrière lui, sa marge de manœuvre s'en était trouvée accrue (notamment dans le domaine économique). « La complicité parti-

culière » qui le liait à M. Mitterrand — « avec lequel je travaillais depuis dix ans » — aurait fait le reste.

Tous les anciens premiers ministres ont-ils eu cette même sensation d'« exister » ? « Si le premier ministre n'existe pas, le

Neuf anciens

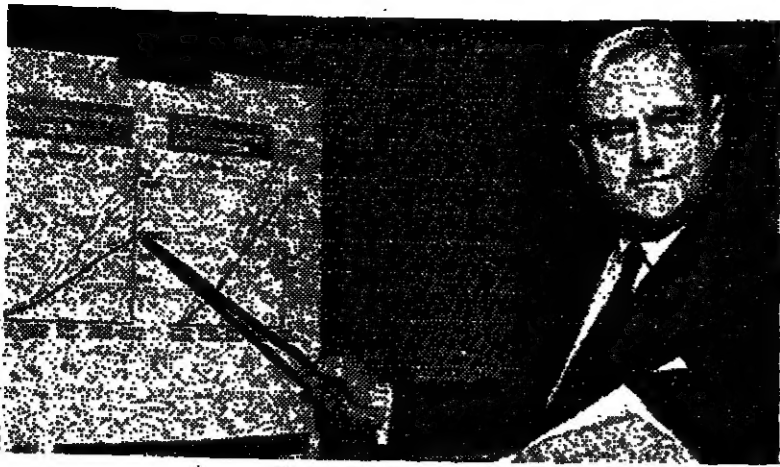
Depuis le 8 janvier 1989, neuf hommes politiques sont entrés à Matignon : seul Georges Pompidou, qui avait gravi les deux versants du pouvoir exécutif, est aujourd'hui décédé.

M. Michel Debré : janvier 1959-avril 1962.
Georges Pompidou : avril 1962-juillet 1968.
M. Couve de Murville : juillet 1968-juin 1969.
M. Chaban-Delmas : juin 1969-juillet 1972.
M. Messmer : juillet 1972-mai 1974.
M. Chirac : mai 1974-août 1976.
M. Barre : août 1976-mai 1981.
M. Mauroy : mai 1981-juillet 1984.
M. Fabius : juillet 1984-mars 1986.
M. Chirac : mars 1986...

FORMATION GAGNER UN

TUTORIEL INT...

ENQUÊTE



Raymond Barre en 1976



Pierre Mauroy en 1982



Laurent Fabius en 1985

pouvoirs grâce à la cohabitation ? Ses prédécesseurs répondent.

président de la République se retrouve en première ligne, scandé M. Debré. Je l'ai dit au général de Gaulle avant mon départ... Mais quand M. Pompidou m'a succédé, le général lui a demandé de ne pas tenir de conseils de cabinet. C'était une façon de diminuer la personnalité du premier ministre », regrette-t-il.

« Le général de Gaulle dominait psychologiquement la scène politique, note M. Couve de Murville. Mais il laissait le premier ministre libre de son action. Il avait le respect de la voie régulière. Le mal s'est propagé après le général de Gaulle, estime M. Couve de Murville : « Au fur et à mesure que l'exemple du général de Gaulle s'est éloigné, ses successeurs ont cru que, pour avoir sa dimension, il fallait se mêler de tout. »

« C'est vrai, le général laissait une grande liberté », confirme M. Messmer, qui fut durant neuf années son ministre des armées. « Il est toutefois exact qu'il entretenait avec certains ministres (défense et affaires étrangères) des relations directes et privilégiées. »

Premier ministre en 1972 après le départ brutal de M. Chaban-Delmas, M. Messmer estime que la marge de manœuvre s'est accrue « progressivement » au fur

et à mesure que la maladie dont souffrait M. Pompidou gagnait du terrain : « Intellectuellement, il n'a jamais été affecté, même s'il était devenu très irritable. En revanche, sa puissance de travail avait baissé. Il avait donc besoin d'un premier ministre doté de plus de pouvoirs. Et puis le système n'était pas arrivé à ce point de dérive où devait le porter M. Giscard d'Estaing et Mitterrand. »

M. Barre épargne, quant à lui, M. Giscard d'Estaing (tout au moins pour les années 1976-1981 : « Je n'ai rien à redire. ») pour charger la barque de M. Pompidou qui, affirme-t-il, « intervenait directement dans les affaires ». En 1976, pour plus de précautions, M. Barre avait demandé à M. Giscard d'Estaing d'avoir l'assurance de ne pas être court-circuité par les ministres : « comme l'avait été systématiquement M. Chirac », - d'où une petite phrase glissée dans sa première allocution précisant qu'il exerceait la fonction de premier ministre « dans la plénitude de ses attributions ». (5) Lors de la constitution de son second gouvernement (29 mars 1977), M. Barre devait décider d'écarter du gouvernement les trois encombrants ministres d'Etat représentant les trois partis de la majorité (6).

« L'expérience tentée par M. Chaban-Delmas de 1969 à 1972 peut paraître à bien des égards comme la préfiguration de la cohabitation actuelle. « Il y a dans cette tentative la quintessence de l'identité de la cohabitation », estime M. Jobert, tandis que M. Messmer, qui succéda à M. Chaban-Delmas avant de songer, en 1974, à le concurrencer dans la course à l'Elysée, affirme que ce dernier, « qui s'est toujours senti comme un poisson dans l'eau au Parlement », a voulu s'appuyer sur l'Assemblée nationale (7) « contre ou plutôt face au président de la République ».

« C'est finalement ce qui se passe aujourd'hui », ajoute M. Messmer, qui estime que la tentative du maire de Bordeaux, hors cohabitation, était inévitablement vouée à l'échec. « A l'issue du conseil des ministres où M. Chaban-Delmas a annoncé l'autorisation de demander la confiance à l'Assemblée, le garde des sceaux, M. René Pléven, ami de Chaban-Delmas, était consterné : Chaban vient de signer son arrêt de mort ! », raconte M. Messmer.

« La situation n'avait rien à voir avec ce qui se passe aujourd'hui », rétorque le maire de Bordeaux, qui dément avoir eu l'idée de faire jouer sa popularité à l'Assemblée pour contrer le président. « Je n'ai d'ailleurs jamais songé un instant à refuser ma démission », ajoute-t-il en guise de preuve.

Quant au « trouble » manifesté devant les députés, le 4 décembre 1985, par M. Laurent Fabius, premier ministre, à l'occasion de la venue à Paris du numéro un polonais, le général Jaruzelski, il avait également pu apparaître comme la volonté du « plus jeune premier ministre donné à la France » de prendre ses distances à l'égard du chef de l'Etat, en se ménageant une autonomie de commentaire.

« Nous en avons parlé avec le président après, car c'est effec-

vement le cas de figure qu'il aurait été préférable d'éviter si les choses avaient bien fonctionné », précise M. Fabius, en mettant sur le coup de l'émotion et de la jeunesse une sorte à un sujet - les droits de l'homme - auquel il est, rappelle-t-il, « très sensible ». M. Fabius affirme, en outre, avoir appris la nouvelle par

l'AFP, le ministre des relations extérieures ayant « mangé » la consigne... La cohabitation a, en tout cas, ouvert depuis le 20 mars un droit nouveau du premier ministre à manifester ses troubles, même si dans ce domaine M. Chirac pratique, au grand dam de certains de ses proches, une prudente autocensure.

« L'expérience laissera des traces, on ne pourra pas revenir à ce qui se faisait précédemment », affirme M. Couve de Murville, qui estime que la France n'a pas besoin d'un « président-dieu-tout-puissant ». « L'autre aspect positif, pourrait-il, c'est que l'on a découvert que les affaires étrangères et la défense étaient aussi des affaires gouvernementales, et pas seulement strictement présidentielles. »

M. Pierre Messmer, pour sa part, insiste également sur le fait que, si demain le nouveau président de la République veut se montrer « sage » et « tirer les leçons de la cohabitation », il faudra qu'il mise sur un premier ministre qui ne soit pas dans son ombre.

Mais comment préserver sa marge de manœuvre quand on constate que la pente naturelle du pouvoir conduit à une présidentialisation accrue au fil des ans ? « Il faudrait que le chef de l'Etat dégonfle dans des proportions notables son cabinet ; du même coup, cela diminuerait l'interventionnisme de la maison Elysée », répond M. Messmer.

« Ça ne joue pas ! », réplique M. Fabius, qui pense que c'est au président de donner des consignes pour que l'on ne passe pas par-dessus la tête du premier ministre. « Le président de la République doit laisser au premier ministre ses responsabilités. Mais ce dernier ne doit pas oublier que ce sont des responsabilités partagées », rappelle M. Barre qui insiste pour que le premier ministre « ne soit ni n'apparaisse comme une « créature » complaisante du président ». « Si j'avais été un premier ministre évanescence, aurais-je parlé à l'époque de barrière ? », explique-t-il en affirmant que, sous la V^e République, un premier ministre « peut exister » tout en étant « parfaitement loyal » vis-à-vis du chef de l'Etat.

Les hommes et leur tempérament pèsent, certes, bon poids dans la pratique des institutions, mais les résultats électoraux également : « Si, en 1988, le président est élu très largement, avec 56 % ou 58 % des voix, vous ne pourrez l'empêcher de penser qu'il est le patron de tout », craint M. Debré.

MM. Couve de Murville et Barre s'inquiètent plutôt d'un

sus persuadé, explique M. Mauroy avec passion, que M. Mitterrand, à l'occasion d'un nouveau septennat, pourra ouvrir en 1988 une pratique présidentielle nouvelle, comme le général de Gaulle l'avait fait en 1958. « M. Chaban-Delmas, lui, fait écho en confiant que M. Mitterrand est « l'un des rares hommes », selon lui, qui pourraient en 1988, en cas de réélection, « équilibrer réellement » les pouvoirs du président, du premier ministre et du Parlement.

Après la cohabitation, le rééquilibrage, pour que durent les années Maitignon ?...

Comment exister et être loyal ?

Quel bilan fera-t-on de la cohabitation quand elle arrivera à son terme ? « On s'apercevra alors qu'elle n'a pas eu que des effets négatifs, notamment pour apprécier ce que doit être exactement l'équilibre des pouvoirs dans notre pays et provoquer un certain retour à ce qui était la pratique institutionnelle au début de la V^e République », lançait M. Chirac au cours de sa conférence de presse du 29 janvier.

La cohabitation, donc d'essai ? M. Barre affirme qu'il n'en restera « rien de positif ». « Elle a montré combien il était important que le premier ministre ne soit pas transparent », explique M. Debré, tandis que M. Fabius estime que cela a donné un poids supplémentaire à Maitignon mais que « l'élément déterminant demeure la conformité ou la coexistence des majorités ».

« L'expérience laissera des traces, on ne pourra pas revenir à ce qui se faisait précédemment », affirme M. Couve de Murville, qui estime que la France n'a pas besoin d'un « président-dieu-tout-puissant ». « L'autre aspect positif, pourrait-il, c'est que l'on a découvert que les affaires étrangères et la défense étaient aussi des affaires gouvernementales, et pas seulement strictement présidentielles. »

M. Pierre Messmer, pour sa part, insiste également sur le fait que, si demain le nouveau président de la République veut se montrer « sage » et « tirer les leçons de la cohabitation », il faudra qu'il mise sur un premier ministre qui ne soit pas dans son ombre.

Mais comment préserver sa marge de manœuvre quand on constate que la pente naturelle du pouvoir conduit à une présidentialisation accrue au fil des ans ? « Il faudrait que le chef de l'Etat dégonfle dans des proportions notables son cabinet ; du même coup, cela diminuerait l'interventionnisme de la maison Elysée », répond M. Messmer.

« Ça ne joue pas ! », réplique M. Fabius, qui pense que c'est au président de donner des consignes pour que l'on ne passe pas par-dessus la tête du premier ministre. « Le président de la République doit laisser au premier ministre ses responsabilités. Mais ce dernier ne doit pas oublier que ce sont des responsabilités partagées », rappelle M. Barre qui insiste pour que le premier ministre « ne soit ni n'apparaisse comme une « créature » complaisante du président ». « Si j'avais été un premier ministre évanescence, aurais-je parlé à l'époque de barrière ? », explique-t-il en affirmant que, sous la V^e République, un premier ministre « peut exister » tout en étant « parfaitement loyal » vis-à-vis du chef de l'Etat.

Les hommes et leur tempérament pèsent, certes, bon poids dans la pratique des institutions, mais les résultats électoraux également : « Si, en 1988, le président est élu très largement, avec 56 % ou 58 % des voix, vous ne pourrez l'empêcher de penser qu'il est le patron de tout », craint M. Debré.

MM. Couve de Murville et Barre s'inquiètent plutôt d'un

(1) Il fut également ministre de MM. Pompidou et Mitterrand.
(2) La Constitution précise seulement dans son article 21 que « le premier ministre dirige l'action du gouvernement ».
(3) M. Debré affirme également que deux autres dispositions de la Constitution ont été conçues en prévision d'une éventuelle cohabitation : la signature par le seul premier ministre des projets de loi, l'impossibilité pour le chef de l'Etat de dissoudre l'Assemblée nationale une seconde fois avant un délai d'une année.
(4) La Vie à Maitignon au temps de l'union de la gauche, par Thierry Flieter, chez Hachette.
(5) Monsieur Barre, par Henri Amoureux, chez Robert Laffont.
(6) MM. Olivier Guichard (UDR), Michel Poniatowski (RI) et Jean Lecanuet (CDS).
(7) Le premier ministre, qui avait obtenu le 24 mai 1972 un vote de confiance massif de l'Assemblée (368 voix contre 96 et 6 abstentions), démissionna six semaines plus tard, le 5 juillet 1972.

La « bureaucratie présidentielle »

On imagine mal aujourd'hui M. Chirac se plaindre d'être court-circuité par un de ses ministres. M. Mauroy, qui passe pour avoir été un premier ministre passablement court-circuité, affirme cependant, quant à lui, que « cela n'a jamais pesé comme un élément politique essentiel : c'était en général pour des affaires secondaires », M. Fabius, qui faisait, lui, partie dans les gouvernements Mauroy des ministres « court-circuités », explique qu'il est essentiel que le président de la République « protège l'autorité » de son premier ministre en ne donnant pas suite aux demandes directes des ministres : « Quand un premier ministre n'est pas court-circuité, le cercle vicieux devient un cercle vertueux. Pour moi, c'était d'autant plus nécessaire que j'étais un premier ministre jeune. »

« La responsabilité (du court-circuitage) incombe pour une bonne part à l'entourage pléthorique du président », pense M. Messmer. Le cabinet de l'Elysée plus le secrétariat général de la présidence se sont emparés au fil des ans des pouvoirs du gouvernement. « Au début de son septennat, ajoute quant à lui M. Debré, le général de Gaulle avait insisté pour avoir peu de monde autour de lui. Mais, par la suite, les membres de l'entourage présidentiel se sont multipliés et ils se sont pris pour des superministres. » « Il ne faut pas que s'installe à l'Elysée une bureau-

cratie présidentielle », souligne M. Barre. Certains ont cru pouvoir s'en affranchir et faire cavalier seul... sans succès.

FORMATION INFORMATIQUE GAGNER UN ORDINATEUR

1987 est l'année de la micro-informatique !

TUTORTECH INTERNATIONAL vous propose de bénéficier de ses techniques et offre à ses 50 prochains clients :

- 1^{er} PRIX : UN MICRO-ORDINATEUR TOSHIBA PAPMAN (valeur 11 500 F TTC)
- 2^e PRIX : LE REMBOURSEMENT DU COURS CHOISI
- 3^e PRIX : 50 % DE REDUCTION SUR LE COURS CHOISI

Les 3 premiers prix offerts seront attribués par tirage au sort contrôlé par huissier

Au catalogue vous trouverez :

- Pour débiter, une introduction à la micro-informatique = 1 jour (1 400 F HT).
- Traitement de texte :**
WORD 3 = 4 jours (5 600 F HT).
- TEXTOR/WORDSTAR 2000/VISIO 3 PC = 3 jours chacun (4 200 F HT le module).
- Série IBM assistant**
Writing/Filing/Graphing/Reporting/Planning = 1 jour chacun (1 400 F HT le module).
- DBASE III plus initiation/Programmation = 2 jours/3 jours (2 800 F HT/4 200 F HT).
- MULTIPLAN II = 2 jours (2 800 F HT).
- LOTUS 1.2.3 initiation/Perfectionnement = 3 jours/2 jours (4 200 F HT/2 800 F HT).
- SYMPHONY Stage 1/Stage 2 = 3 jours/2 jours (4 200 F HT/2 800 F HT).
- FRAMEWORK II = 4 jours (5 600 F HT).

Appelez aujourd'hui M^{me} Compañe
TUTORTECH INTERNATIONAL au 49-00-05-00
pour en savoir plus sur cette chance exceptionnelle de gagner
et d'apprendre

TUTORTECH INTERNATIONAL, 82, Jardins Boileau - 92800 PUTEAUX LA DEFENSE
RER : La Défense - sortie parvis, passage entre tours Atlantique et Crédit lyonnais - 82d circulaire, sortie 4 parking Boileau

Une passionnante et indispensable fresque des relations entre le P.C. français et ses intellectuels.

Claude Jannoud - Le Figaro



Déjà paru : Au service du parti.

Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)

592 pages - 140 F

FAYARD / MINUIT

سكننا من الامم

هكذا من الراحل

Politique

Les relations de M. Barre avec la majorité

« La concentration des médias menace le pluralisme »

Liberté, pluralisme, concurrence : tels sont, selon M. Barre, les trois principes qui doivent régir la communication et la culture au même titre que la vie économique et sociale.

Dans une longue intervention à l'occasion du forum « Economie et culture » organisée, le mardi 10 février, par l'hebdomadaire *Télérama*, l'ancien premier ministre a exprimé ce qu'il considère être une politique moderne de la communication : une politique fondée avant tout sur le principe de liberté et créant les « conditions permettant aux entreprises ou aux institutions d'être performantes, capables d'assurer la présence de la France dans le monde » ; une politique avec des règles du jeu claires et durables surtout, car « chaque bouleversement législatif provoque en effet une période d'expectative qui nuit finalement à l'essor économique du secteur de la communication. Un peu de stabilité serait enfin la bienvenue ! », s'est exclamé M. Barre avant de préciser le rôle de l'Etat, les conditions d'une réelle concurrence et de dénoncer les risques d'une concentration excessive dans les médias.

Le rôle de l'Etat.

« L'Etat doit rester neutre, c'est-à-dire n'intervenir que pour faire respecter les règles de fonctionnement du système. Sauf dans le cas où ses missions le justifient, l'Etat ne doit pas être, directement ou

déclare l'ancien premier ministre

indirectement, partie prenante dans des organismes de communication.

(...) L'Etat doit édicter des règles générales permettant de faire respecter le pluralisme, qui lui-même est fondé sur la pluralité des médias (...). En ce qui concerne l'écran, par exemple, il s'agit pour la presse de maintenir un système d'aides adapté et neutre.

Pour protéger la liberté : « organiser la concurrence ».

« De nombreuses voix se sont élevées pour souhaiter que le Parlement adopte des dispositions suffisamment souples pour ne pas empêcher les grands groupes d'être à même de poursuivre leur développement et s'assurer ainsi la capacité de faire face à la compétition internationale. C'est, en effet, une nécessité. Il fallait également prendre en considération les intérêts légitimes de la presse écrite (...). Du point de vue de la concurrence, il n'est sans doute pas souhaitable de systématiser sans garde-fous les prises de participation de la presse dans l'audiovisuel, mais une exclusive à son égard ne serait ni réaliste ni équitable (...). Mais la concentration est aussi un risque (...). La réglementation française, qui sort de l'âge préhistorique du monopole public, doit passer d'abord par la « régulation » de la concurrence avant de pouvoir envisager l'étape suivante.

« Cette régulation serait, même si l'on suit l'exemple américain actuel, beaucoup plus contraignante en matière de concentration que les limites définies par la nouvelle loi française sur la liberté de communication : interdiction de réseaux nationaux, interdiction de cumuler presse-télévision dans la même zone, interdiction du cumul d'agence de publicité-diffuseur, interdiction de cumuler production et diffusion télévisée. Il conviendrait dans l'application de la loi de s'inspirer de ces saines principes.

« Les dangers d'une concentration excessive dans les médias.

« Le retrait de l'Etat du secteur de la communication n'a de sens que s'il permet de l'ouvrir à de nouveaux intervenants (...). Il faut mettre en œuvre le vieux adage du droit français : « donner et retenir ne vaut ». On ne peut affirmer des principes d'indépendance, créer des institutions pour les faire respecter et simultanément s'ingérer à éliminer des combattants ou à éliminer des combattants. En la matière, « donner et retenir ne vaut pas mieux (...). La concentration excessive des médias menace le pluralisme d'expression.

« Il est donc clair, que si les médias les plus importants, à commencer par la télévision, devaient finir par n'être partagés qu'entre quelques groupes déjà dominants, la liberté de choix des citoyens s'en trouverait restreinte d'autant. Si donc les nouveaux intervenants auquel le retrait de l'Etat ouvre la voie n'appartiennent pas déjà au secteur de la communication et ne font ainsi courir aucun risque de concentration et d'atteinte au pluralisme, je n'y vois que des avantages.

« La CNCL.

« La Commission nationale de la communication et des libertés a reçu mission d'assurer la pluralité et la concurrence dans ce secteur si essentiel à notre vie démocratique. L'indépendance qu'elle tient de la loi lui donne des atouts considérables dans ce rôle difficile mais capital. (...) C'est sur sa capacité à assurer ce rôle qu'elle sera finalement jugée.

« Financer le dynamisme des entreprises culturelles.

« Celle-ci exige souvent, comme pour le reste de l'économie, la fourniture de produits commercialisables au niveau mondial. Or la création française est, dans l'ensemble, insuffisamment tournée vers l'extérieur, se contentant trop souvent de cultiver le patrimoine. Il faut que les éditeurs et les entreprises culturelles fassent preuve d'esprit de compétition et de risque et s'attaquent au marché international sans restriction mentale (...).

La ligne de crête

Le monde politique ressemble de plus en plus pour M. Barre à un univers de l'insoluble. Se taire ou parler, que choisir ? Dans cette période de cohabitation, M. Barre avait lui-même prédit dès avant le 16 mars que « le silence serait sans doute la meilleure attitude ». Facile à dire, plus difficile à tenir.

Jusqu'à la fin de l'année dernière, bon gré, mal gré, M. Barre a tenté de se plier à cette discipline la plus exigeante qui soit en politique. Mais celle-ci l'exposait constamment aux reproches de ses amis de ne dire mot, donc de consentir ; elle lui a surtout fait mesurer la difficulté de rester présent sur la scène politique dans l'obscur rôle du simple figurant. D'où son changement de partition dès le début de l'année.

Depuis son passage à « L'Heure de vérité » du 7 janvier dernier, M. Barre revendique sa liberté de parole et son droit à la différence. Mais ce changement de cap ne va pas non plus sans risque pour lui. En premier lieu, parce que M. Barre n'a guère un art consommé des nuances. En second lieu, parce que plus on est placé haut dans les sondages, plus on s'expose aux envieux.

Dernier exemple : son discours sur la communication et la culture. Sur le fond, M. Barre n'a rien dit de neuf par rapport aux idées qu'il développe sur ce même sujet depuis le mois de décembre 1983, dans

Faits et arguments. A cette différence près que, à un an de la campagne présidentielle, chacun de ses propos fait figure de programme.

En troisième lieu enfin, en raison de sa situation politique, soulignée par M. Balladur dans son entretien au *Monde* : peut-on « soutenir l'action du gouvernement dans son vote et le critiquer dans son discours » sans « se nuire à soi-même » ? Les barrières sont convaincues de pouvoir cheminer sur cette ligne de crête. « Si on me demande de voter la confiance chaque matin, je voterai la confiance chaque matin », confiait récemment M. Barre. Mais en contrepartie, comme le dit M. Mestre, on ne peut exiger des barrières qu'elles se transforment « en murs du sérail ».

Tous les baristates sont d'ailleurs d'accord à « se ficher ». Au motif qu'il ne peut y avoir dans la majorité « deux poids deux mesures » : on ne peut pas attendre les critiques des giscardiens et des léontieffiens et faire des gorges chaudes de celles émises par les baristes. En outre, ces critiques ne sont jamais gratuites mais « toujours constructives », donc assimilables à un simple droit d'amendement, assurent les lieutenants de M. Barre. Parviendront-ils à convaincre de leur loyauté « désintéressée » ? A l'impossible les voilà tenus !

DANIEL CARTON.

Les députés socialistes dénoncent « la volonté de contrôle politique » du gouvernement sur les télévisions

Ah, si le Parlement siégeait ! Les députés socialistes sont bien heureux d'avoir le temps de « labourer » leurs circonscriptions, mais regrettent de ne pouvoir actuellement jouer dans l'arène le rôle de tout élu de l'opposition : contester sérieusement l'action du gouvernement. Récemment le mardi 10 février, ils ont estimé que les sujets ne leur manqueraient pas.

D'abord, « sans esprit de polémique », a souligné M. Pierre Joxe, le président du groupe, ils aimeraient connaître les « initiatives » prises par le gouvernement « pour trouver une issue humanitaire à l'état de détresse des milliers de réfugiés vivant dans les camps palestiniens ». Mais sur d'autres thèmes la critique des socialistes est acerbe. « Les pyramides se sont renversées », a déclaré leur porte-parole, M. Jean Anciant, à l'issue de leurs travaux.

Ainsi pour la hausse des loyers : « Le gouvernement les a libérés et maintenant », a déclaré M. Joxe, il faut les propriétaires qui usent ou abusent du droit qui leur a été reconnu. « De même pour la hausse des prix des garages : M. Balladur a lui aussi libéré les prix et s'indigne de leur augmentation. Au passage, les députés socialistes ont qualifié d'« abusifs » la volonté des banques de faire payer les chèques, et rappelé que les gouvernements Mauroy et Fabius s'étaient toujours opposés à ce souhait des banquiers.

La politique économique dans son ensemble a d'ailleurs été qualifiée par M. Pierre Bérégovoy d'« incompétente et imprévoyante ». Le souci de trouver des fonds pour le budget de l'Etat par les privatisations a amené le gouvernement à retarder l'émission d'obligations par des

entreprises publiques ou privées, a affirmé M. Anciant, ce qui est contraire à la nécessité de relancer l'investissement.

Quant au succès de la vente de Paribas, le porte-parole des députés socialistes a demandé qu'il soit le fruit de 3 millions d'actionnaires : « Comment serons-nous consultés sur les décisions stratégiques du groupe ? ». M. Joxe, critiquant la dénationalisation des banques, a en outre déclaré : « Jusqu'à maintenant c'était le ministre des finances qui nommait les patrons des grandes banques, si on les privatise, ce seront leurs dirigeants qui nommeront le ministre des finances ! »

Les élus du PS se sont aussi, bien entendu, inquiétés des conditions dans lesquelles les chaînes de télévision allaient être confiées à des entreprises privées : « C'est la confusion ; le souci du contrôle politique semble bien être le fil conducteur de l'action menée par M. Chirac ». Le président du groupe s'est même demandé si les derniers rebondissements pour TF1 ne trahissaient pas la volonté du gouvernement d'en garder « le contrôle direct pendant encore quelques mois ». M. Joxe a cependant indiqué que l'annonce par les socialistes d'une possible renationalisation de TF1 (si la gauche revient au pouvoir) a peut-être conduit « quelques repreneurs éventuels à réfléchir ».

Les conditions des négociations Europe-Etats-Unis ont aussi été qualifiées d'« échec » par les députés socialistes. M. Roland Dumas, en tant que président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a déjà décidé de réunir celle-ci pour entendre MM. Jean-Bernard Raimond et Bernard Bosson, M. Joxe associant le ministre délégué aux affaires européennes à l'« échec » de M. François Guillaume.

La nouvelle « affaire Stasi »

Les « léontardiens » prennent parti pour M. Giscard d'Estaing

La candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, à défaut d'être annoncée par l'intéressé lui-même, est désormais publiquement déclarée. Certes, M. Michel d'Ornano en avait émis l'idée dès le lendemain de l'élection surprise, le 9 octobre dernier, de M. Roland Dumas à ce poste au détriment de M. Bernard Stasi (CDS), battu tout à la fois par une insuffisante mobilisation de la majorité sur son nom et par l'hostilité déclarée du Front national, dont les députés avaient préféré voter pour le candidat socialiste.

Cette fois, l'appel lancé à une candidature de l'ancien président de la République, mardi 10 février, par une vingtaine de députés se relève plus de l'initiative individuelle mais de l'opération collective.

Dans un communiqué, une vingtaine de députés du Parti républicain appartenant au Lambda club, créé à l'initiative de M. Willy Dimeglio, député de l'Hérault, pour regrouper les députés PR élus pour la première fois le 16 mars, ainsi que MM. Marcel Bigard, député appartenant à l'UDF de la Meurthe-et-Moselle, et Ayroon de Montequieu, député radical du Gers, tous deux membres de la commission des affaires étrangères, expliquent que M. Giscard d'Estaing est « le mieux placé pour rassembler et assurer le succès de la majorité, ainsi que pour faire avancer l'union de l'Europe ».

Pour ces députés, l'élection à la présidence de cette commission « doit se faire dans un esprit d'union de la majorité, pour éviter que la présidence reste détenue par

un socialiste ». Et ils ajoutent que « les divisions et les considérations de personnes conduiraient tous deux vers un nouvel échec ».

Que les divisions de la majorité permettent de nouveau l'élection d'un socialiste serait « vraiment très regrettable » a jugé de son côté M. René Monory. Le ministre communiste de l'éducation nationale a précisé qu'il « ne comprendrait pas que M. Stasi ne soit pas élu, si l'UDF le désigne ».

Reste, que pour le CDS, M. Stasi est d'ores et déjà désigné et que le bureau du groupe n'a pas à procéder à un nouveau scrutin.

Toutefois, M. Alain Griotteray (PR), député du Val-de-Marne, explique dans *Libération* que le bureau du groupe UDF a mandaté son président, M. Jean-Claude Gaudin, pour demander à M. Giscard d'Estaing de se présenter. « S'il a l'impression que nous souhaitons qu'il soit élu, je pense qu'il acceptera cette solution de consensus », estime-t-il, après avoir indiqué qu'une telle candidature constituerait « une solution élégante propre à passer les amertumes de ceux qui devraient alors se retirer : on ne perd pas la face en s'inclinant devant un ancien président de la République ».

A. Ch.

En Polynésie française

Le parti de M. Flosse préfère M. Teura à M. Léontieff

L'actuel président de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, M. Jacques Teura, a été désigné, le mardi 10 février, par le Tribunal d'Administration (Assemblée du peuple) comme candidat à la présidence du gouvernement local après la démission de M. Gaston Flosse, qui a conservé ses fonctions de secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud.

Réuni à Papeete, le conseil politique du mouvement, qui dispose de la majorité absolue à l'Assemblée territoriale et dont M. Flosse est le chef, a fixé son choix en termes d'un long débat à huis clos.

M. Flosse, qui a lui-même annoncé cette démission, a indiqué qu'un consensus n'avait pu être obtenu et que c'est ainsi qu'un vote à bulletin secret que M. Teura l'avait emporté, avec vingt-trois voix, sur M. Alexandre Léontieff, député RPR, chef du courant libéral du parti, qui a obtenu quinze voix. Il y a eu un bulletin nul et un vote blanc.

Le choix de M. Teura a surpris les observateurs locaux, qui voyaient généralement en M. Léontieff la personnalité capable de mettre fin aux tensions locales. Le *Nouvel Observateur* évoquait, mardi, la tentation, pour M. Flosse, « de placer un président de transition à la tête du gouvernement afin de se présenter à nouveau à ce poste le jour où il ne sera plus secrétaire d'Etat ».

Assuré, apparemment, d'être élu jeudi à la présidence du gouvernement territorial, M. Teura a déclaré : « Je reconduirai dans leurs

fonctions les ministres qui constituent l'actuel gouvernement du territoire, pour continuer la politique engagée conformément au programme de notre mouvement ».

Les partis qui constituent l'opposition locale ne sont jamais parvenus, jusqu'à présent, à susciter leurs divisions, et leur éventuel rassemblement autour d'un candidat unique, face à celui de la majorité, demeure très hypothétique.

● **GUADELOUPE** : L'ARC se manifeste à nouveau. — L'Alliance révolutionnaire caribéenne (ARC), organisation indépendantiste clandestine, affirme, dans un communiqué adressé le mardi 10 février aux organes de presse de la Guadeloupe, l'innocence de la militante de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) incarcérée à la prison de Fleury-Mérogis pour sa participation supposée aux attentats perpétrés à la Guadeloupe du 25 novembre au 7 décembre derniers (le *Monde* du 6 et daté 8-9 février).

Dans son précédent communiqué, voici deux mois, l'ARC avait revendiqué l'explosion de vingt attentats à l'explosif perpétrés entre le 25 novembre et le 7 décembre derniers.

Quant à l'arrestation de Marie-Georgette Michel, un faveur de laquelle une manifestation a rassemblé huit cents personnes, samedi, à Pointe-à-Pitre, il a exprimé lundi le souhait que les Guadeloupéens se mobilisent pour obtenir la libération de sa cliente. — (Corresp.)

PROPOS ET DÉBATS

M. Longuet :

Pas d'homme providentiel

Dans une interview à l'*Est Républicain* du mardi 10 février, M. Gérard Longuet explique que si le « rêve » d'une grande coalition centriste n'est qu'un « leurre », elle ne pouvait pas tout à fait être exclue « dans l'hypothèse où aucune majorité positive ne s'affirmerait en 1988 et où il faudrait que la France soit malgré tout gouvernée jusqu'à son prochain rendez-vous électoral ». A propos de la candidature de M. Raymond Barre à l'élection présidentielle, le ministre délégué aux PTT explique que « le soutien de l'UDF et du PR passera naturellement par un débat approfondi sur les objectifs (...) Il ne s'agit pas de se rallier à une homme providentiel dans la saine qui peut généraliser », mais il ajoute que M. Jacques Chirac « mouille sa chemise et je suis convaincu que le moment venu les électeurs lui exprimeront leur gratitude ».

M. François Doubin :

Hors des partis

Au cours d'un point de presse, le lundi 9 février, le président des radicaux de gauche s'est félicité de la synthèse intervenue entre les tendances du PS. Mais il a ajouté qu'il souhaitait que « la candidature à l'élection présidentielle soit le moins préjudiciable possible des partis politiques ». Enfin M. Doubin a expliqué que si des « zones de convergence peuvent exister » entre son parti et les centristes, ce ne peut être que « sur des idées et en dehors de la bipolarisation ».

M. René Monory :

Pour Stasi

Le ministre de l'éducation nationale a estimé, le mardi 10 février au micro de RTL, que M. Bernard Stasi « mérite d'être président » de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. « Si le groupe UDF se détermine pour

M. Stasi, et-t-il ajouté, et je crois qu'il y a une majorité de gens qui veulent le déterminer pour, à ce moment il faut que la discipline soit respectée ».

M. Chevènement :

L'intérêt

de M. Rocard

Dans un entretien avec l'AFP, M. Jean-Pierre Chevènement se félicite que le PS « offre un front uni face à la droite divisée ». Il se déclare aussi heureux que le comité directeur de son parti ait accepté qu'une « instance consultative — convention ou congrès — fixe les orientations du parti avant les présidentielles ». A propos de M. Michel Rocard, le responsable de l'ex-CERES explique que « l'intérêt de l'ancien ministre de l'Agriculture est de rassembler d'abord à gauche. C'est un homme qui a beaucoup de qualités, mais qui doit les mettre au service d'un projet ». M. Chevènement souligne aussi « le renouvellement de la problématique européenne des socialistes. L'approfondissement de la construction européenne est, en effet, liée au rapprochement de la France et de l'Allemagne dans une relation plus équilibrée ».

EN BREF

● **Le PCF et le 8 mars.** — A l'occasion de la Journée internationale des femmes, le dimanche 8 mars, le PCF organisera une « grande rencontre internationale » au Zénith à Paris. Des représentantes des femmes d'URSS, de Chine, du Nicaragua et d'Afrique du Sud, ainsi que M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, participeront à ce rassemblement. Le PCF qui revendique environ deux cent mille adhérents sur six cent mille militants annonce officiellement même une campagne d'adhésions auprès des femmes jusqu'au 8 mars.

● **M. Juquin estime que la direction du PCF « joue Fort Alamo ».** — Dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, du lundi 9 février, M. Pierre Juquin, un des chefs de file des « rénovateurs » du PCF, compare la situation actuelle de la direction de son parti à celle des héros encerclés du western américain Fort Alamo.

● **Attaqué de toutes parts, les encadrés tirent sur tout ce qui bouge, dit-il. Mais on ne peut plus jouer à Fort Alamo aujourd'hui.** Il estime que les « rénovateurs » ont l'appui d'un tiers du parti, la direction un autre tiers, pendant que le dernier tiers « hésite et cherche une issue ».

● **Appel du professeur Jacquard pour le désarmement.** — Le professeur Albert Jacquard, généticien et signataire de l'Appel des cant (mouvement favorable à la paix et au désarmement) veut que « selon la formule d'Einstein, la réaction en chaîne de la lucidité s'oppose à la réaction en chaîne des neutrons ». Dans un appel en faveur d'un « désarmement équilibré et contrôlé », intitulé « Pour que les hommes vivent », il souligne que « cet effort de lucidité est particulièrement nécessaire en France où l'information en ce domaine est très insuffisante ». Ce texte (1), qui a le

soutien de l'Appel des cant, a déjà été signé par plusieurs personnalités dont l'évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot, les écrivains Marie Cardinal, Hervé Bazin, François Cava, Yves Navarre, les chanteurs Jean Ferrat et Michel Jonasz, les anciens secrétaires généraux syndicaux Eugène Descamps (CFDT) et Georges Séguy (CGT), des membres de l'Académie des sciences (MM. Théodore Monod et Evry Schatzman) et des médecins.

(1) Disponible chez le professeur Jacquard, 6, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

● **M. Foucher (UDF), maire de Clamart.** — Le conseil municipal de Clamart (Hauts-de-Seine) a désigné, le mercredi 4 février, son nouveau maire, M. Jean-Pierre Foucher (UDF-CDS) qui remplace M. Jean Fonteneau (UDF-CDS). Ce dernier avait démissionné pour raisons de santé après avoir dirigé la municipalité pendant vingt ans.

Le refus de M. Mitterrand de laisser muter M. Apap « mine l'autorité du gouvernement » estime l'hôtel Matignon

Après la décision du chef de l'Etat de refuser la mutation de M. Georges Apap, procureur de Valence (nos dernières éditions), M. Denis Baudouin, porte-parole du gouvernement, a déclaré, mercredi 11 février, qu'il s'agissait d'une décision « mine l'autorité du gouvernement ». M. Baudouin fait aussi état de l'« ouverture d'un conflit » dont M. Jacques Chirac devait s'entretenir avec M. François Mitterrand, mercredi matin, au cours de leur entrevue hebdomadaire en tête à tête. De son côté, la chancellerie avait fait état, mardi, dans un communiqué, de l'« étonnement » du gouvernement.

Le 8 janvier, lors de l'audience de rentrée du tribunal, M. Apap avait livré à son auditoire, dans le discours qu'on lira d'autre part, ses réflexions sur la drogue. Jugées trop proches de la contradiction avec la loi de 1970 sur la toxicomanie, M. Albin Chalandon, garde des sceaux, avait décidé la mutation d'office de M. Apap à Bobigny (Seine-Saint-Denis) comme substitut, c'est-à-dire à un échelon hiérarchique équivalent à son poste de procureur dans la Drôme.

M. François Mitterrand a refusé de signer le décret entraînant cette mutation. Un comité de soutien à M. Apap avait adressé à l'Elysée une pétition portant, affirme-t-il, « trois mille signatures ». Sans

que cela soit dit officiellement, le chef de l'Etat a considéré que la sanction prévue contre M. Apap était disproportionnée au regard de sa « faute ».

Le communiqué de la chancellerie s'étendait sur les propos du procureur de Valence « paraissant ainsi être cantonnés » par l'Elysée, « à un moment où chacun s'accorde à considérer que la drogue est un péril contre lequel il est indispensable de lutter avec la plus ferme détermination ». A l'hôtel Matignon, M. Baudouin qualifie, pour sa part, d'« aberrants » les propos de M. Apap.

Le ministère de la justice annonce qu'il prendra « les décisions qui sont en son pouvoir pour régler cette affaire ». Cela signifie que M. Apap pourrait être suspendu, puis traduit devant la commission de discipline du parquet, laquelle peut exclure les magistrats ou leur infliger toute autre sanction. Cette commission se réunit sur l'initiative du seul garde des sceaux. Elle est présidée par le procureur général de la Cour de cassation et composée de dix-huit autres magistrats choisis par le ministre de la justice à la suite d'élections qui ont lieu tous les trois ans dans la magistrature. Mercredi matin, cependant, on indiquait à la chancellerie qu'aucune décision en ce sens n'avait encore été prise.

Pour sa défense, M. Apap invoque l'article 33 du code de procédure pénale, qui peut se résumer par l'adage : « La plume est servie, mais la parole est libre ». Autrement dit, si les magistrats du parquet, dans leurs réquisitions écrites, sont tenus de suivre les instructions de leur hiérarchie, donc, le cas échéant du garde des sceaux, ils peuvent, précise le code, développer librement les observations orales qu'ils croient « convenables au bien de la justice ».

A l'encontre de cette argumentation, la chancellerie invoque, elle, le code de l'organisation judiciaire qui limite les discours prononcés lors des audiences solennelles de rentrée des tribunaux « à un exposé de l'activité de la juridiction durant l'année écoulée ». C'est seulement dans les cours d'appel que « cet exposé peut être précédé d'un discours portant sur un sujet d'actualité ou sur un sujet d'intérêt judiciaire ».

Le Syndicat de la magistrature dont M. Apap est membre « se réjouit » de la décision de M. Mitterrand tandis que l'Association professionnelle des magistrats (droite) estime que la mutation d'office prévue contre M. Apap était « une réponse justifiée à [sa] faute professionnelle ».

B. L. G.

L'affaire du Carrefour du développement M. Yves Chaliar est maintenu en détention

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, le mardi 10 février, la demande de mise en liberté de M. Yves Chaliar, principal inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement. Cette décision était attendue, la chambre d'accusation reprenant en partie les arguments déjà opposés par le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, aux défenses de M. Chaliar, M. Xavier de Roux et Grégoire Triet. Emprisonné depuis le 16 novembre, M. Chaliar demeure donc le seul des dix-sept inculpés de l'affaire encore en détention afin, estime la justice, d'éviter toute concertation avec les témoins ou les autres inculpés.

« L'affaire dans l'affaire » — celle du faux passeport et du faux permis de conduire fabriqués en juillet 1986 par la DST et remis à M. Chaliar alors en fuite au Brésil — ayant buté sur le secret défense invoqué par le ministère de l'intérieur, le juge d'instruction semble vouloir se consacrer désormais au seul premier chapitre de son dossier, les détournements de fonds publics.

Son conflit avec le parquet lors de l'arrestation puis la libération sous contrôle judiciaire de M. Jacques Delebois, le 21 janvier dernier, a laissé des traces. La direction centrale de la police judiciaire a chargé la brigade financière chargée de l'enquête de s'intéresser moins au rôle de ce haut policier,

accusé par M. Chaliar de l'avoir manipulé, qu'aux aspects financiers encore inexploités de l'affaire du Carrefour du développement.

Père de six enfants, M. Michau s'apprête à profiter des vacances scolaires avant d'entamer, en mars, cette nouvelle phase de son instruction. Il laisse cependant derrière lui un texte où, sous la froideur des formules juridiques, perce son mécontentement devant les obstacles mis à ses investigations sur l'affaire dans l'affaire. Il s'agit de l'ordonnance qu'il a rendue le 3 février et dont nous publions les principaux passages. M. Bernard Gérard, directeur de la DST, puis M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, soutenus par le parquet, avaient refusé de s'expliquer sur la délivrance du « vrai-faux » passeport à M. Chaliar en invoquant le secret défense.

Dans son ordonnance, M. Michau réfute radicalement cet argument, en soulignant que ni M. Chaliar ni M. Delebois n'appartenaient alors à la DST, ce qu'ils ont tous deux confirmé. « Les faits reprochés avaient pour résultat de faire échapper à la justice une personne recherchée », écrit M. Michau qui conclut : « L'exception du secret défense ne saurait être invoquée pour soustraire à la connaissance de l'autorité judiciaire des faits délictueux ».

G. M. et E. P.

Les dangers de la prohibition de la drogue

par Georges APAP

Voici le texte du discours prononcé le 8 janvier, par M. Georges Apap, procureur de la République, lors de l'audience de rentrée du tribunal de Valence (le titre et les initiales sont de la rédaction du Monde).

Je vais vous demander dans un instant, monsieur le président, de déclarer ouverte l'année judiciaire 1987. Ce n'est pas pour rien que nous serons fiers sur ce qu'elle sera. Cependant, compte tenu des déclarations d'intention de ceux qui ont en charge l'ordre public, on peut présumer la mise en œuvre prochaine d'un certain nombre d'orientations qui, pour récentes qu'elles soient, s'inscrivent d'une détermination dans laquelle on les croit enracinées.

Puis, que de me livrer au long exercice de la réflexion, j'ai préféré choisir un sujet, le tenir pour exemplaire, et en tirer un certain nombre de réflexions d'ordre général.

Mon choix s'est porté sur le problème de la toxicomanie.

On sait à quel point ce sujet préoccupe l'opinion. Cette préoccupation est légitime. Mais ma première réflexion est de vous dire que devant l'ampleur prise par la question dans l'agitation générale, c'est en termes alarmistes, en effet, qu'on entend couramment parler du fléau de la drogue. Certes, le sujet est grave, et le danger réel. Mais est-on certain de ne pas atteindre parfois la démesure ?

Ainsi a-t-on pu récemment entendre un personnage haut placé, comparer les dégâts de la toxicomanie à ceux d'une guerre.

Il y a chaque année en France 120 morts par « overdose ». Mais parlons des guerres :

- Celle de 14-18 a fait 8 millions de morts, parmi lesquels 1 600 000 jeunes Français ;
- Celle de 39-45 a fait 40 millions de morts, si on y inclut les victimes des camps d'extermination nazis ;

Actuellement, deux pays espèrent suffisamment mûrissés pour guerroyer, comptent déjà 1 million de disparus dans un conflit stupide.

Ces chiffres, comparés aux 120 toxicomanes, donnent une idée de l'enflure verbale par laquelle on alarme l'opinion sur un sujet, certes dramatique, mais à propos duquel l'intoxication, psychologique collective, paraît décalquée.

Le véritable danger pour le corps social, la véritable insécurité pour les personnes, vient d'autre part, d'événements et de comportements qui nous côtoient mais que personne ne dénonce.

Je veux dire, pour reprendre le nombre de 120 morts par an, qu'il faut le rapporter aux 12 000 victimes d'accidents mortels que fait la circulation automobile chaque année et mieux encore, aux 30 000 morts dus à l'alcoolisme.

Or on parle à peine des accidents de la route, et pas du tout de l'alcoolisme, comme si on réduisait les véritables fléaux d'autant moins qu'ils sont plus dangereux et comme si le sonci qu'on prenait à s'en préserver était d'autant plus grand que le danger est plus mince.

Qu'on me comprenne bien, et c'est par là que ma deuxième idée

rejoint la première : je ne veux pas à la démesure, ajouter l'intolérance. Je ne veux pas de croisade contre l'alcoolisme et je n'ai aucune envie de pourfendre les pourvoyeurs d'alcool.

Je souligne seulement la tolérance dont bénéficie l'alcoolisme, peut-être même l'indifférence, voire la complaisance : parlez d'un tel qui hier s'est copieusement enivré, vous ne suscitez autour de vous que réflexions amusées et sourires de connivence. Dites au contraire, devant le même auditoire, à propos d'un même personnage, qu'on l'a surpris aujourd'hui s'adonnant à un dérivé du cannabis, du pavot ou du cocaïne, et vous verrez aussitôt les sourires se figer et les visages se fermer.

C'est que, me dira-t-on, l'usage des stupéfiants est dangereux. L'en conviens tout à fait.

Mais que, dans un discours sur les dangers de la toxicomanie, l'on remplace le mot « drogue » par le mot « alcool », et je demande qu'on examine si les discours aient perdu de sa cohérence.

La seule différence entre les deux phénomènes est celle de l'interdiction légale. Or ma deuxième idée est précisément d'inviter à réfléchir sur le sens et la portée de cette interdiction.

Elle remonte dans le temps à la loi du 18 juillet 1845. Elle n'a cessé depuis d'être inscrite dans nos textes répressifs jusqu'au code de la santé publique (L. 637).

Tolérance et polémique

La première brèche dans ce processus prohibitionniste apparaît non pas dans la loi, mais dans une circulaire du 17 mai 1978, diffusée par la chancellerie après le rapport de M. Pelletier (1) sur la toxicomanie, et invitant les procureurs à ne pas poursuivre les usagers de hachich ou de marijuana, sauf à les adresser au corps médical ou à des associations spécialisées.

Il faut noter qu'il ne s'agissait que d'une circulaire, en contradiction d'ailleurs, comme il arrive parfois, avec la loi, mais qui avait le mérite nouveau de proposer une véritable dépolitisation de l'usage de la drogue.

Ses dispositions sont actuellement remises en question, dans un contexte polémique intéressant à analyser.

Or, il faut le dire tout net, depuis un siècle et demi d'interdiction et de répression, et de lois de plus en plus sévères, le phénomène ne cesse de s'étendre et le nombre des intoxiqués d'augmenter.

Sans aller jusqu'à dire que la sévérité croissante de la loi favorise le fléau, au moins peut-on émettre comme une vérité d'évidence qu'elle n'est d'aucun secours pour l'enlèvement, et que l'interdiction ne sert à rien.

Mieux encore, elle a les effets pervers de toutes les interdictions, par exemple : elle favorise le trafic ; elle rendrait les produits en raison des risques encourus par les trafiquants ; elle induit une délinquance spécifique destinée à se procurer des fonds pour l'achat de drogues chères ; elle incite à l'altération des produits, les rendant plus dangereux encore.

Que l'on songe aussi à l'interdiction de la vente libre des seringues, interdiction à l'origine de la propagation du SIDA.

Pour mieux illustrer ce que je veux dire, je propose d'évoquer ce qui a été aux Etats-Unis, de 1919 à 1933, l'époque de la prohibition de l'alcool : contrebande, trafic, corruption, débits clandestins, boissons frelatées, apparition d'une mafia, sanglants règlements de comptes.

Le remède était pire que le mal, et la levée de la prohibition en 1933, si elle n'a pas fait disparaître l'alcoolisme, a au moins dépeuplé ce vice d'un environnement déplorable qui le rendait plus odieux encore.

« Ces mystères nous dépassent »

En somme, pour l'alcool comme pour la drogue, les effets de la prohibition ne sont que négatifs. Mais de telles évidences sont difficiles à énoncer quand elles heurtent le catégoriquement l'opinion dominante. On les considère comme provocatrices, alors que la voix qui les profère n'est remplie que d'angoisse, de l'angoisse du paralytique qui voit l'aveugle qui le porte s'engager dans une voie sans issue.

Il faudrait bien un jour admettre que la morale de la toxicomanie, comme celle de l'alcoolisme, s'élève inévitablement, avec ou sans prohibition, jusqu'à un étage définitif où elle se stabilise, et qu'alors il faudrait bien s'en accommoder. Ce sera la tolérance à la drogue, après la tolérance à l'alcool.

A ce propos, je ne résiste pas à l'envie de citer une phrase amusante de Cocteau : « Puisse ce mystère nous dépasser, puisse d'en être l'organisateur » et, la transposant à notre sujet, de dire : « Puisse ce phénomène nous dépasser, pourquoi ne pas l'organiser ? »

Permettez-moi de m'en tenir là, car je n'ai pas l'intention de dresser un tableau de ce que serait une société ouverte aux stupéfiants ; on

le trafiquant se transformerait en honnête importateur, et le petit revendeur en ténacière de débit sans reproche ; on le servirait des fraudes s'intéressant à la qualité des produits ; on le corps médical prendrait en charge les consommateurs excessifs ; et il faudrait bien que la brigade des stupéfiants se reconvertisse.

J'ai dit que je voulais tirer de mon sujet une conclusion d'ordre général. Je souhaiterais que l'exemple choisi ait montré les limites que l'on doit assigner à la répression.

J'ai bien conscience que c'est un langage inattendu dans la bouche d'un procureur. Mais je voulais, pendant un instant, m'exprimer en citoyen, un citoyen certes habitué depuis longtemps à considérer ces choses d'un point de vue privilégié, mais désireux d'apporter au corps social, dont il se sent solidaire, la contribution d'une réflexion de plusieurs dizaines d'années sur l'efficacité de la sanction dans des domaines où l'évolution des mœurs prend un caractère inéluctable.

Et je voudrais par là qu'on cesse d'attendre de la répression le remède à des carences éducatives ou à des difficultés d'insertion sur lesquelles la justice n'a aucune prise. Car je suis las, oui, vraiment las, de m'entendre crier aux oreilles : « Mais, quel rôle a-t-elle ? Quel rôle a-t-elle ? Quel rôle a-t-elle ? »

(1) NDLR. — M. Monique Pelletier était au mai 1978 secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice. Elle avait été, l'année précédente, chargée par le président Giscard d'Estaing d'un rapport sur la toxicomanie, dans lequel elle se prononçait contre la libération du hachich. En revanche, M. Pelletier a critiqué, dans le Monde du 22 octobre 1986, le plan Chalandon contre la drogue.

Accusé de « subversion marxiste »

Le CCFD a perdu son procès contre « le Figaro-Magazine »

La 17^e chambre correctionnelle de Paris a relaxé, le mardi 10 février, M. Jean-Pierre Moreau, auteur du livre *L'Eglise et la Subversion* : le CCFD, Jacques Roggeot et Yves Durand, dirigeants de l'UNI (Union nationale inter-universitaire), éditeur de cet ouvrage, et Max Clos, directeur du Figaro, qui en avait publié des extraits dans le Figaro-Magazine du 26 octobre 1985.

Dans un deuxième jugement, le tribunal a relaxé M. Gabriel Marc et Bernard Holzer, président et secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement, qui avaient été également poursuivis par l'UNI pour avoir déclaré, dans une conférence de presse du 5 mai dernier, que « le CCFD était victime d'une campagne de déstabilisation et de désinformation, qui comprend l'action de toutes les forces de l'Eglise depuis les instances du Vatican jusqu'au moindre militant chrétien ».

En prononçant cette double relaxe, le tribunal de la 17^e chambre — dans deux audiences où l'épiscopat avait défendu le CCFD — a voulu respecter « le droit de débattre, même avec force et vivacité ». Il a retenu que l'accusation de « subversion marxiste » n'était pas diffamatoire.

H. T.

« Le secret de défense ne peut être opposé »

Après avoir rappelé que, lors de son arrestation, M. Chaliar était en possession d'un passeport n° 75-2337 100 et d'un permis de conduire n° 75/1715 407, provenant d'un lot remis à la DST et dont il assure qu'ils lui ont été remis grâce à M. Jacques Delebois, ce que celui-ci conteste totalement, M. Michau ajoute :

« Attendu que l'audition en qualité de témoin de M. le directeur de la Direction de la surveillance du territoire, M. Gérard Bernard, est apparue indispensable à la manifestation de la vérité ;

Attendu que, le 8 décembre 1986, nous avons demandé à M. Gérard d'indiquer :

« 1°) Si les deux documents en question ont bien été remis à la Direction de la surveillance du territoire et de ces dates indiquées ;

« 2°) Dans l'affirmative, dans quelles conditions les documents ont-ils pu être sortis de la Direction de la surveillance du territoire ;

« 3°) Qui a présenté la demande de sortie de ces documents et à qui ont-ils été remis ?

« 4°) (...) et de faire remettre en photocopie les documents ou extraits de documents dans l'hypothèse où ceux-ci porteraient d'autres mentions relatives à la procédure concernant la demande de sortie des pièces ou des signatures de réception des documents » ;

que le témoin a alors refusé de répondre aux motifs qu'en sa qualité de directeur de la Direction de la surveillance du territoire, fonctionnaire habilité, il était dans l'obligation légale d'opposer le secret-défense.

Attendu que par lettre en date du 12 janvier 1987 nous avons demandé à M. le ministre de l'intérieur s'il estimait que les éléments de réponse aux questions essentielles à poser à M. le directeur de la DST, à savoir :

« A la demande de qui le passeport et le permis de conduire ont-ils été remis dans les services de la DST ? A qui ces documents ont-ils été remis et à quelle date ?

lui paraissent couverts par le secret de défense.

Attendu que par lettre en date du 19 janvier 1987, M. le ministre de l'intérieur nous a fait connaître que :

« En effet, la réponse aux questions posées est susceptible de porter atteinte à l'intérêt de la défense nationale dans la mesure où elle met en cause des renseignements, des procédés et des personnes qui concourent à des missions de contre-espionnage auxquelles ils sont appelés à participer ; les éléments d'appréciation dont il dispose ne permettent de considérer que de telles révélations présenteraient des dangers graves pour la fonctionnement des services de la DST » ; (...)

Attendu que l'argument tiré de l'habilitation au secret de défense pour refuser de répondre ne peut être valablement retenu ; qu'en effet aucun texte ne prévoit une dispense de témoigner motif pris d'une habilitation à un tel secret.

Attendu, en ce qui concerne l'argument tiré du secret de défense, que les réponses aux questions précitées posées ne concernent en rien l'organisation, le fonctionnement ou le personnel de la DST ou des renseignements ou opérations menées par ce service dans l'accomplissement de sa mission spécifique ; qu'elles ne peuvent avoir non plus pour effet de révéler des opérations de ce service ou des noms de certains de ses agents en mission ; en effet, il n'a jamais été allégué ou révélé que M. Chaliar ou M. Delebois ait appartenu directement ou indirectement à la Direction de la surveillance du territoire au moment des faits ou ait agi à la demande de ce service ou pour son compte ;

que lors de la confrontation, le 29 janvier 1987, ces deux inculpés ont tous deux affirmé ne pas appartenir à ce service. M. Chaliar n'y ayant jamais appartenu et M. Delebois l'ayant quitté depuis plus de neuf ans ; (...)

Attendu que la confrontation et la remise du passeport et du duplicata du permis de conduire en cause destinée à une personne en fuite à l'étranger, en l'espèce Yves Chaliar, ne peut en aucune façon entrer dans le cadre d'une mission de la DST dont la compétence et les missions s'exercent exclusivement à l'intérieur du territoire national.

Attendu que les faits rapprochés avaient pour résultat de faire échapper à la justice une personne recherchée, puis en fuite.

Attendu que l'exception du secret de défense ne peut être valablement opposée.

Par ces motifs, déclarons qu'il n'y a pas lieu à application du secret de défense relativement aux faits de la procédure et à la recherche de tous éléments de preuves s'y rapportant ;

que le secret de défense ne peut donc être opposé.

Le parquet a fait appel de cette ordonnance devant la chambre d'accusation, qui n'est soumise à aucun délai pour donner sa réponse. En attendant, le secret défense est opposable au juge d'instruction.

سكنا من الامم

هكذا من الاصل

Société

JUSTICE

Deux commissaires de police marseillais inculpés de proxénétisme aggravé

Deux commissaires principaux de police marseillais, MM. Jean-Pierre Ghenassia et Henri Gentet, ont été inculpés, mardi 10 février, de proxénétisme aggravé (1) par M. Bernard Vigny, juge d'instruction à Grenoble.

Les deux policiers, qui ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire, avaient été accusés par la patronne d'un réseau de prostitution, M^{me} Fatma Farès, trente ans, dite « Fabienne ». Celle-ci avait affirmé qu'elle avait été contrainte de verser des sommes considérables, de l'ordre de quatre millions de francs, aux deux policiers.

Ces accusations, après le démantèlement du réseau de prostitution de « Fabienne » par la brigade de recherches de la gendarmerie d'Albi-Provence, au mois d'octobre dernier, avaient provoqué une polémique très vive entre gendarmes et policiers, ces derniers demandant

que les deux commissaires soient « lavés de tout soupçon ». Le commissaire Ghenassia était en poste à la brigade territoriale du centre de Marseille, et le commissaire Gentet à celle des mœurs.

Compte tenu de leur qualité d'officiers de police judiciaire, le dossier avait été transmis à la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui a désigné le tribunal de Grenoble.

(1) L'inculpation de proxénétisme aggravé, selon l'article 334-1 du code pénal, vise notamment un délit qui a été « accompagné de menace, de contrainte, de violence, de voie de fait, d'abus d'autorité ou de dol, lorsque l'auteur du délit est porteur d'une arme apparente ou cachée et lorsqu'il est appelé à participer, de par ses fonctions, à la lutte contre la prostitution, à la protection de la santé ou au maintien de l'ordre public ».

La prise d'otages et le hold-up de Marseille Une « première » pour M. Robert Broussard

Les auteurs du hold-up commis, lundi 9 février, à la Caisse d'épargne de Marseille « avaient trois mois d'avance sur nous », a estimé mardi le préfet Robert Broussard, directeur central des polices urbaines, qui s'était rendu sur place. Pour ce spécialiste des prises d'otages, les gangsters, qui ont vidé trois cents coffres, ont réalisé une « première », a-t-il dit. « On n'avait encore jamais vu, a-t-il souligné, une prise d'otages combinée avec une action par les égoûts ».

« Tout le décorum d'une prise d'otages classique était réuni, c'est ce qui nous a induits en erreur », a affirmé M. Broussard, qui a souligné que des équipes d'égoûtiers et de policiers avaient inspecté les égoûts lundi après-midi, sans rien découvrir de suspect.

Selon M. Broussard, les gangsters égoûtiers avaient commencé il y a trois mois à creuser un tunnel, de 130 m de haut, sur une cinquantaine de mètres entre l'égoût principal et les sous-sols de la banque. Une

cheminée étroite, mais suffisamment large pour un homme, partait ensuite de ce tunnel jusqu'à un local de chaufferie.

« Les truands devaient être parfaitement renseignés pour aboutir avec une telle précision dans ce local, a estimé le préfet. A leur sortie de la banque, les gangsters ont marché au moins 700 mètres. Il y a encore des traces. L'égoût principal débouche ensuite dans une rivière souterraine qui se jette dans la mer, vers La Ciotat ».

Sur place, les malfaiteurs ont abandonné un matériel considérable : « Des téléphones de campagne, des bouteilles d'acétylène, des marteaux-piqueurs », dit M. Broussard, qui a ajouté : « Il est d'ailleurs étrange que pendant les trois mois de percement du tunnel, personne n'ait rien vu ni entendu ». M. Broussard, qui a relevé l'extrême « professionnalisme » des malfaiteurs, a estimé qu'il y avait peu de gens capables de faire ce travail ».

Dans les Vosges Un responsable national du PNF écroué pour détournement de fonds

L'un des principaux responsables nationaux du PNF (Parti des forces nouvelles), M. Michel Vinciguerra, trente-trois ans, inculpé, lundi 9 février, d'abus de biens sociaux et de faux en écriture, vient d'être écroué à Remiremont (Vosges). M. Vinciguerra, ingénieur chimiste et président-directeur général d'une petite société installée à Lubine, près de Saint-Dié (Vosges), la Compagnie vosgienne de polyuréthane, avait déjà été entendu en novembre 1986 par le service régional de police judiciaire de Strasbourg, où il est domicilié.

M. Michel Spath, son principal complice dans le détournement de fonds — plusieurs millions de francs — pour lequel il a été inculpé lundi, est actuellement en fuite. M. Spath conduisait une liste PNF aux dernières élections cantonales à Schiltigheim (Bas-Rhin) où il avait obtenu 0,55 % des voix. Les deux hommes apparaissent dans une trentaine de sociétés plus ou moins fictives dont la plus voyante était celle de Lubine, actuellement en liquidation.

La gendarmerie de Saint-Dié a également mis les seules sur une firme des Vosges appartenant à M. Vinciguerra et qui aurait servi de lieu de rassemblement aux militants du PNF.

Le suicide de Jean Carriou ancien président de l'OM

Ancien président de l'Olympique de Marseille, Jean Carriou s'est suicidé le 10 février, vers 17 heures, en se tirant une balle dans la tête au cap Canaille, sur la route du littoral entre Cassis et La Joliette. Dans son véhicule un petit cahier expliquant les raisons de son geste a été retrouvé : « Ma vie était devenue un enfer ».

Agé de cinquante-sept ans, Jean Carriou, ingénieur des mines, dirigeait une entreprise spécialisée dans le percement des tunnels qui connaissait certaines difficultés financières. Selon ses proches, il était déprimé depuis plusieurs années.

Jean Carriou était connu du grand public pour avoir présidé, de

M. Mitterrand promet d'intervenir en faveur des enfants retenus en Algérie

Cinq mères, soutenues par le collectif « Défense des enfants enlevés », ont entrepris, mardi 10 février, une marche de Paris à Genève où elles se rendront à la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour l'alerter sur le drame des enfants de couples bi-nationaux victimes d'enlèvement par l'un des parents. Elles ont été reçues avant leur départ par M. François Mitterrand qui leur a promis d'intervenir personnellement auprès du président algérien, M. Chadli,

« Nous avons été dupées », s'exclame Annie Sugier, une responsable du collectif Défense des enfants enlevés (1). Lorsque cinq mères françaises (2) ont décidé, l'été 1985, d'occuper l'ambassade d'Algérie pour attirer l'attention sur les enfants qui, confiés par la justice française à leur mère, ont été amenés et sont retenus par leur père en Algérie, on leur a promis la conclusion rapide d'une convention bilatérale. Un an et demi après, il n'y a toujours rien. Pts : après les élections législatives françaises, le dossier a été remis à plat et on en a aujourd'hui, à la case départ.

Après ce constat, nous ne pouvions rien faire d'autre que reprendre l'action.

Plutôt que d'entreprendre des opérations spectaculaires, comme ce fut le cas dans le passé (un bateau pour Alger au printemps 1985 et même l'occupation de l'ambassade de France), elles ont choisi une marche de Paris à Genève, une

étape à Strasbourg (le 18 février), où elles seront reçues par des représentants du Parlement européen : elles souhaitent la nomination d'un médiateur.

A Genève, elles se rendront auprès de la Commission des droits de l'homme et demanderont aux Etats membres et aux organisations non gouvernementales d'intervenir pour que la France et l'Algérie trouvent rapidement un accord sur le droit de garde et de visite des enfants de couples mixtes. Avant leur départ de Paris, elles ont été reçues par MM. Mitterrand, Pöhl et Chaban-Delmas.

« On a crié, à un moment, explique toujours Annie Sugier, que les deux pays avaient enfin trouvé un compromis entre le code civil français et les particularismes des lois algériennes directement inspirées du Coran. On a pensé qu'enfin un texte allait être signé. C'était l'hiver 1985.

A l'issue de chaque réunion, les parties prenant des propos optimistes. Parallèlement, la France et l'Algérie multipliaient les gestes de bonne volonté. A Noël 1985, la requête du gouvernement français, et plus précisément du ministre de la solidarité nationale, à l'époque M^{me} Georgina Dufour, le gouvernement algérien avait accepté d'intervenir auprès des cinq conjoints des femmes ayant occupé l'ambassade, pour qu'ils acceptent d'envoyer leurs enfants en France pendant les congés scolaires. Les mères avaient dû s'engager à rendre ceux-ci à l'issue des vacances. M^{me} Dufour avait été en personne chercher les enfants et les avait accompagnés.

Après les élections législatives françaises du printemps 1986, la France et l'Algérie se sont mises d'accord pour réexaminer l'ensemble du contentieux séparant les deux pays. Parmi les nombreux dossiers, celui des affaires judiciaires, et notamment celui des enfants de couples mixtes.

La France a alors fait une contre-proposition : la nomination de deux médiateurs qui, en attendant la convention, s'occuperaient des dossiers litigieux et activeraient les procédures judiciaires. L'Algérie a donné son accord il y a une dizaine de jours.

Cette décision est mieux que rien, reconnaît Annie Sugier. Mais nous pensons que seule une convention permettra de débloquer la situation.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Collectif des enfants enlevés, 4, square Sainte-Trinité 75011 Paris.
(2) M^{me} Jocelyne Barry, Marie-Pauline Walker, Nicole Varoqui, Marie-Anne Pinaud, Hélène Montsegoud.

Autocritique des grandes écoles

(Suite de la première page.)

Certes ces quatre grandes ne sont pas toutes les écoles, et tous leurs élèves n'accèdent pas à ces hautes destinations. Mais, soutient Jean-Michel Gaillard, le modèle qu'elles imposent est si fort que ceux qui ne parviennent pas à ces postes prestigieux ont le sentiment d'avoir échoué. Ainsi le système sélectif des super-élites arrogantes, soit des aigris ou des résignés.

Des propos aussi iconoclastes ne peuvent évidemment être tenus que par quelqu'un du sérail. Jean-Michel Gaillard présente à cet égard toutes les garanties : ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud et de l'ENA, agrégé d'histoire, conseiller technique à la présidence de la République, après un passage au Quai d'Orsay, il est, à quarante ans, le pur produit de ce qu'il dénonce et n'en fait pas mystère.

Mais cet essai au vitriol n'est pas que l'exercice de style d'un aristocrate impertinent qui se paie la fantaisie de cracher sur les privilèges. L'auteur n'a pas de mal à appuyer sa démonstration sur les réflexions particulièrement sévères de représentants éminents du système, comme MM. Laurent Schwartz, professeur à Polytechnique et président du Comité national d'évaluation, Bernard Esambert, président du conseil d'administration de Polytechnique, Simon Nora ou Roger Fau-rout, respectivement ancien et actuel directeurs de l'ENA.

Des réformes importantes

Les critiques portent à la fois sur la mode de recrutement, qui fait une trop grande place aux concours et à la scolarité de classes préparatoires, et sur la formation, trop généraliste et insuffisamment ouverte sur la recherche et les réalités internationales.

La situation est jugée suffisamment grave pour avoir suscité des réflexions radicales, qui sont en train de déboucher sur des réformes importantes. M. Esambert a exposé dans nos colonnes les modifications qu'il proposait pour permettre à un tiers environ

des élèves de l'X d'acquiescer une formation par la recherche et pour accroître les échanges avec les professeurs et les étudiants étrangers (le Monde-Campus du 10 avril 1986). M. Fau-rout a décidé de recentrer les formations des énarques sur les matières fondamentales (droit public, économie, finances, international et social) et d'élargir les stages aux entreprises et aux associations.

Trois grandes écoles (Ponts et chaussées, Normale Sup et l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts) se sont associées pour créer un « Collège des ingénieurs » destiné à donner chaque année à une trentaine d'ingénieurs une formation au management (finance, stratégie, gestion de la production, ressources humaines) (le Monde du 7 mai 1986). D'autres écoles pourraient se joindre à cette entreprise, qui vise à former des « cadres à haut potentiel », concurrentiels par rapport aux standards internationaux.

Plus systématique, la formule des « mastères » inaugurée cette année par la conférence des grandes écoles devrait permettre aux diplômés des grandes écoles d'acquiescer, en un an, une formation spécialisée s'appuyant sur la recherche appliquée (le Monde du 15 avril 1986).

Ces initiatives, qui témoignent d'une courageuse prise de conscience, soulèvent toutefois une question de fond : si elles visent à améliorer le système, elles tendent aussi à le figer, en accentuant encore le poids de la formation initiale et de la sélection par le concours. Or, s'il permet de dégager très tôt des esprits intellectuellement brillants et de fournir aux entreprises des « produits » sûrs et homogènes, il a deux inconvénients majeurs : d'une part, faire dépendre le recrutement des cadres des seules performances en mathématiques, qui occupent une position dominante dans les classes préparatoires ; d'autre part, inciter les entreprises à confier des responsabilités à des cadres très jeunes n'ayant pas toujours la maturité nécessaire et peu disposés à se

remettre en question lorsque cela devient nécessaire. « On aboutit à cette situation paradoxale, que les entreprises confient le recrutement de leurs cadres aux professeurs de lycée », fait observer M. Doubiet, président de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion. Ce sont eux, en effet, qui distinguent les « forts en maths », qui iront en « prépas » et que les entreprises se disputent, en pratiquant une surévaluation excessive sur les salaires d'embauche.

Ce système typiquement français tranche avec celui des Etats-Unis, où les jeunes commencent leur vie professionnelle à un niveau moyen après le second cycle universitaire et où les meilleurs d'entre eux, mûris par quatre ou cinq ans d'expérience, retournent à l'université pour acquiescer la formation de haut niveau nécessaire à la poursuite de leur carrière.

Le pari de l'ESSEC

Le système français paraît « verrouillé » par tant d'habitudes et d'intérêts « de castes » qu'on suivra avec la plus grande attention la réflexion menée à l'ESSEC, pour sortir de cette logique. Cette école de gestion particulièrement innovatrice — elle avait été à l'origine du mouvement des « jeunes entreprises » — dans les années 70 — envisage, en effet, de modifier complètement son mode de recrutement. Déjà, un tiers de ses promus sont admis sur titres ou d'après des critères professionnels et non sur concours. Mais elle voudrait aller plus loin en s'ouvrant résolument à des candidats déjà engagés dans la vie active.

Jusqu'où poussera-t-elle ce « basculement » et ira-t-elle jusqu'à supprimer le recrutement sur concours ? Cette question sera au centre des discussions que mèneront les enseignants et l'administration de l'école, au cours d'un séminaire, le 28 février. Quelle que soit l'ampleur qu'elle prendra, cette réforme, la direction de l'école est bien décidée à l'entreprendre dès

la rentrée prochaine. « Nous ne voulons pas rester prisonniers de ce carcan universitaire du concours pour forts en maths », dit le directeur de l'ESSEC, M. Dominique Xardel. Il y a là un fantasme que de gagner. Nous souhaitons travailler avec une population plus mûre et plus diversifiée ».

Faire une plus grande place aux étrangers

En s'engageant dans cette voie, l'ESSEC compte se rapprocher du modèle de l'INSEAD (Institut européen d'administration des affaires), seule école de gestion française ayant une véritable reconnaissance internationale, notamment nord-américaine (il est vrai que ses diplômés sont majoritairement étrangers). L'ISA (Institut supérieur des affaires), qui fait partie du groupe HEC, et qui souhaitait concurrencer l'INSEAD, n'y est jamais vraiment parvenu. C'est pourquoi il mène une action vigoureuse pour tenter de relever le défi, en faisant une plus grande place aux étrangers (qui passeraient de 20 % à 30 %) et aux professionnels (qui devraient constituer 70 % des effectifs, alors qu'ils ne sont que la moitié actuellement). En même temps, le contenu de la formation sera renforcé pour faire plus de place aux disciplines de base, aux activités professionnelles (marché financier, management...) et à la réflexion culturelle.

Face à l'INSEAD, perçu comme très « américain », l'ISA, nous dit sa directrice M^{me} Véronique de Chanterac, souhaite s'ancrer dans une culture plus européenne.

Un handicap à moyen terme

Faire basculer une part importante de leurs activités vers la formation continue, telle est bien la voie envisagée par les écoles qui s'interrogent sur leur fonction en cette période de mutations accélérées des techniques et des organi-

sations. M. Esambert souhaite que Polytechnique s'y engage résolument. M. Fau-rout estime que l'ENA doit développer en ce sens les moyens pédagogiques dont elle va disposer, du fait de la réduction des promotions. « On a trop investi dans la formation initiale, nous dit-il. Tous les fonctionnaires doivent pouvoir revenir périodiquement recharger leurs connaissances, comme le font les militaires ». Ces périodes de perfectionnement organisées de la façon la plus souple possible, un peu à la manière des séminaires de la Fondation Saint-Simon, devraient notamment permettre de mêler les fonctionnaires français à d'autres professionnels (ingénieurs, militaires, médecins, architectes, fonctionnaires étrangers...).

Cette évolution parviendra-t-elle à s'imposer ? La réponse ne dépend pas uniquement des écoles elles-mêmes, mais aussi de l'attitude des entreprises, qui est à présent fort ambiguë. Le système actuel les satisfait pleinement, comme l'atteste l'enquête réalisée par la FNEGE dont nous publions les résultats dans notre supplément Campus.

Il leur permet de disposer de jeunes cadres de haut niveau, dont la qualité est garantie par la très forte sélection qui a précédé leur formation. Mais cet avantage immédiat peut être un handicap à moyen terme. En plaçant aux postes de responsabilité des cadres formés tous sur le même moule, d'après des critères purement académiques, il accentue les rigidités des entreprises et feine les capacités d'adaptation.

Insuffisance de l'encadrement moyen

Surtout il accentue le fossé entre une élite appelée très tôt aux plus hautes fonctions et une masse de techniciens ne disposant pas toujours de la formation et de la compétence nécessaires. Nombreux, en effet, sont ceux qui considèrent que le retard des entreprises françaises (notamment des petites et moyennes) en matière de production comme de gestion est du en partie à l'insuffi-

sance de l'encadrement moyen, mal assuré par notre système de formation.

Les grandes écoles, originalité de l'enseignement français, ont largement fait leurs preuves. Mais le système comporte des risques dont certaines commencent à prendre conscience. Les réflexions qui s'engagent en leur sein pour tenter de s'adapter sont capitales pour l'avenir de notre société. En posant le problème de la façon brutale et joyeusement provocatrice, un livre comme celui de Jean-Michel Gaillard peut aider les esprits à évoluer.

FREDERIC GAUSSEN.

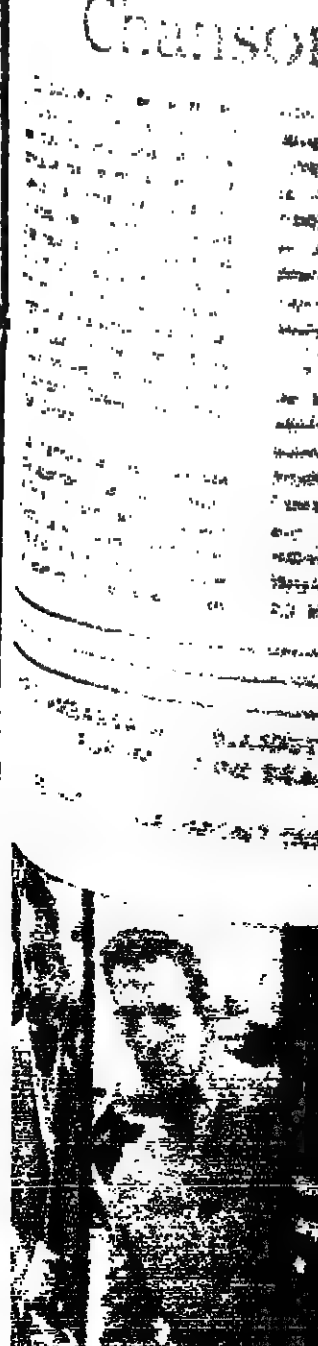
(1) Tu seras président mon fils. Anatomie des grandes écoles et malformations des élites, par Jean-Michel Gaillard. Ramsay, 248 p., 96 francs. On regrettera seulement que ce livre, tout que et original, ait plagé le titre de celui de Patrick Bonnard, Tu seras ministre mon fils, pamphlet anti-Chirac paru en 1985 chez Bernard Bataille.

TERRORISME

Action directe revendique une nouvelle fois l'assassinat de Georges Besse

Le mouvement terroriste Action directe a formellement revendiqué l'assassinat, le 17 novembre à Paris, de Georges Besse, le président-directeur général de la Régie Renault, dans un texte, reçu mercredi matin 11 février, par l'AFP. Dans ce texte, — 26 pages dactylographées — Action directe écrit : « Le 17 novembre, en éliminant la brute Besse, le commandant Pierre-Overney a frappé au cœur même de la contradiction la plus forte qui soit du consensus général de pacification et d'exploitation ».

Une première revendication d'Action directe avait été authentifiée par les enquêteurs après l'examen des tracts déposés à la station de métro Raspail peu après l'assassinat (le Monde du 20 novembre 1986).



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Masques », un film de Claude Chabrol

Ah ! l'ignoble bonté...

Un animateur de télévision, un chauffeur muet, une masseuse extralucide, un journaliste douteux et quelques autres, c'est le monde de Claude Chabrol.

« **T**OTOR la broiera à l'aurore » : cette tourmente personnelle signe l'arrêt de mort d'une diaphane esthétique. Elle est prononcée par un muet, bien sûr, et donne le ton de la dernière prescription du bon docteur Chabrol. Qui, depuis Poullet au vinaigre (1984), a trouvé la juste proportion de sucré et de piquant, de satire et de sentiment, bref un dosage ravissant.

Cette fois encore, flirte avec le pécuniaire sans tomber dans le pastiche, ce qui est très fort, il mironne à ses comédiens des rôles irrésistibles. Et, sur un scénar-

io un peu mûr et linéaire d'Odile Barski, offre à Philippe Noiret l'occasion d'une prestigieuse prestation. Qu'il assure avec honnêteté, savoir-faire, mais à qui il manque ce petit rien qui est beaucoup, un brin de folie.

Noiret incarne le « célèbre » producteur présentateur de télévision, Christian Legagneur. Fils naturel de Jacques Martin et de Guy Lux, gérant de jolies affaires et poète de générosité ostentatoire, il distribue des voyages de rêve à des petits vieux chevronnés « Les roses blanches » sur un podium en forme de cœur. Un régal. Bien entendu, Legagneur n'est pas celui qu'on voit, c'est un immense professeur, il a sur la conscience de bien vilaines choses et pis encore, et empêche son fils (la jolisse Anne Brochet), avec l'aide logistique de toute une maisonnette de francs gingués.

Il y a le chauffeur muet déjà cité, le fidèle secrétaire qui adore



Anne Brochet, Robin Renucci et Philippe Noiret.

se déguiser en soubrette (Monique Chaumette), la masseuse extralucide (irrésistible Bernadette Lafont, qui semble ne pas s'être démaquillée depuis l'inspecteur Laverdin), et son mari aussi bon parasite que caviar (Roger Dumas). Arrive un soi-disant journaliste (Robin Renucci), venu écrire une biographie du maître sauteur (et séducteur) la frêle victime, avant de démasquer le sympathique bourreau qui avoue ses forfaits dans une confession en direct, plus goguenarde que pathétique, devant 18 millions de téléspectateurs.

Claude Chabrol tire tout le parti possible de ce polar pervers et désinvolte, où la cupidité prend le « masque » de la bonté extrême, et donne ici son film le plus néo-hitchcockien (héros faussement frigidé, serviteurs machiavéliques, voyeurs à tous les étages). Certes, malgré son sourire flash et ses costumes de Yamamoto,

Robin Renucci n'a pas tout à fait le charme désarmé de James Stewart dans *Fanêtre* sur cour ou *L'homme qui en savait trop*, mais il ne faut pas s'écarter l'impossible.

L'important est que Chabrol ait reconquis l'entière maîtrise de son inspiration (qui mieux que lui peut épingleur un simple déjeuner en montrant un simple déjeuner de famille). Mais il faut noter qu'il n'a pas pour autant renoué avec ses délectables cruautés d'antan.

S'il aime toujours les vilains costumes où peuvent éclore derrière les volets clos d'inavouables « folies bourgeoises », il ne se hausse plus au niveau de la tragédie provinciale (*Le Boucher*), ni même du drame intime (*La Femme infidèle*), et préfère se promener désormais avec une fausse bonhomie, un bonheur patelin, dans les allées moins tortueuses de la comédie girapante. On peut déceler dans cette option un désenchantement caché, une lassitude peut-être...

DANIELE HEYMANN.

« Fievel et le Nouveau Monde », un dessin animé de Don Bluth

Mémoire des légendes familiales

C'est l'histoire de la famille Souritzky : Papa, maman, Tanya et Fievel, le souriceau trop curieux. C'est l'histoire de toutes les familles qui sont parties vers le Nouveau Monde, avec des chansons pleines d'espoir. Ces chansons que les enfants écoutent inlassablement.

« **E**N Amérique, il n'y a pas de chats et les Russes sont pauvres de chats », chante papa Souritzky. « Ah, dit pas de chats », soupire maman. Mais sa devise, qui pourrait être : optimisme et idéalisme, lui a permis de survivre, lui et sa famille, en dépit de tout, en particulier des nombreuses attaques des chats constricteurs. Chez les humains, on appelle ça pogrom. L'histoire commence en Russie, à la fin du siècle dernier, le jour anniversaire

de Fievel, souriceau futé, rigolard, curieux de tout. En cadeau il reçoit « une casquette toute neuve qui appartient à trois générations de Souritzky ». Ce soir-là, il a failli être tué, car les chats brutalement ont déboulé et lui, il est sorti pour voir...

Alors la famille a décidé de partir pour le Nouveau Monde, là où il n'y a pas de chats. La traversée est dure, Fievel furète partout, et disparaît au cours d'une tempête... Maman pleure, papa est

désespéré, la petite sœur Tanya ne perd pas espoir, elle a raison.

Comment Fievel, dans une bouteille-radeau atteint Ellis Island, comment il est recueilli par un pigeon français qui construit la statue de la Liberté et lui enseigne une belle chanson : *Ne dis jamais jamais*, comment il apprend à ses dépens que New York n'est pas pavée de fromages, mais peuplée de chats, que tous ne sont pas cruels, que les souris installées depuis longtemps peuvent être riches et puissantes, et comment il découvre les rites de la démocratie, et comment il peut enfin se jeter dans les bras de sa famille retrouvée, alors qu'ils se sont souvent côtoyés sans se voir dans la trop grande ville... Tout ça, c'est *Fievel et le Nouveau Monde*, dessin animé de Don Bluth.

Don Bluth est d'origine suédoise, ses parents ont émigré ont connu à peu près les mêmes aventures que ceux de Steven Spielberg — dont le grand-père s'appelle Fievel — qui produit le film, ou ceux de David Kirschner, Judy Fendley, Tony Geiss, les scénaristes. La mémoire affective des légendes familiales passe dans ce dessin animé, lui apporte un peu de complexité chaleureuse et cette vérité que fabriquent les enfants en écoutant les parents évoquer leur hasardeuse jeunesse. Ils appréhendent l'essentiel, les lignes de force et ils brodent. Dans leur imagination comme

dans les dessins animés, tout est possible.

Don Bluth, qui ne travaille que pour eux, admire Bruno Bettelheim. Mais c'est à partir de *Blanche-Neige* que lui est venue sa vocation. Il avait quatre ans quand il a vu le chef-d'œuvre de Walt Disney et vingt de plus quand il entre dans ses studios. Il y reste dix-huit mois, puis voyage, fait une licence d'anglais, retourne chez Disney, qui n'était plus là.

S'identifier à l'intraçable

« Tout avait changé, raconte-t-il, avant on travaillait pour lui, donc on voulait que ce soit le mieux possible. Il était un peu comme un père, et l'amour qu'on lui portait passait dans les films. Après, quand il est mort, c'était juste un job. Et des productions très chères. Fievel chez Disney aurait coûté 18 millions de dollars, je l'ai fait pour 9 millions. Mon précédent long métrage animé, *Braveheart* et le secret de Nimh, en a coûté 6. Les studios Disney sont trop grands, les équipes trop nombreuses et il n'y a plus personne pour vous dire les erreurs à éviter. »

Brady était déjà une souris. Elle a séduit Spielberg, qui a proposé à Don Bluth la trame du conte américain *American Tail* est le titre original, parfaite-

ment adapté à cette histoire qui doit frapper au cœur de toute la population du Nouveau Monde.

« Si vous dépensez beaucoup, explique Don Bluth, vous ne pouvez pas vous adresser seulement aux enfants, ils ne sont pas assez nombreux. C'est vrai que les histoires faites pour eux ne se démontent pas, mais les businessmen ne veulent pas attendre le renouvellement des générations pour récupérer leur mise. Ils veulent gagner de l'argent tout de suite. »

Il faut beaucoup de travail, donc d'argent, pour réussir des animations comme celles de Fievel, très fouillées, même pour les personnages qui ne sont pas au premier plan. Leur style, et aussi les couleurs, les lumières changent selon l'ambiance des séquences. Elles n'ont pas la rondeur trop régulière des mouvements réglés à l'ordinateur. « De toute façon, c'est moins long, mais plus cher que le système traditionnel. Bizarrement, ajoute Don Bluth, le succès commercial n'a pas grand-chose à voir avec le côté esthétique. Il faut que le public puisse s'identifier à des intrigues et à des personnages totalement introuvables. »

Le dessin animé vise la vérité au-delà de la vraisemblance, les souvenirs d'avant la mémoire, sa réalité est celle de la poésie.

Fievel et le Nouveau Monde, c'est quatre-vingt minutes de bonheur.

COLETTE GODARD.

Chansons pour enfants

LES disques et les spectacles pour enfants ont toujours été une source appréciable de revenus pour le show-biz. La firme discographique Adis vend ainsi, chaque année, deux à trois millions de 45 tours et d'albums répartis entre les produits Walt Disney (Tara et le chaudron magique, Rex et Rocky, Robin des Bois) et ceux dérivés des émissions de télévision (*Basile*, *Bibi-Fox*, *Willie l'Ourson*).

La championne des ventes reste cependant, de loin, Chantal Goya : à son actif, douze millions de 45 tours, cinq millions d'albums et trois millions de cassettes. Trois spectacles

ont été créés par la chanteuse : le *Sauter qui vole*, en 1981 (185 890 spectateurs), le *Planète merveilleuse*, en 1983 (363 104 spectateurs), et le *Mystérieux voyage de Marie Rose*, en 1984, toujours représenté (550 000 spectateurs).

Il y a un an, la maîtresse de la chanteuse au « Jeu de la vérité » avait eu des répercussions immédiates lors d'une tournée en province : avant l'émission, les chiffres d'entrées sur plusieurs jours dans une même ville atteignaient 32 500 (Bruxelles), 20 398 (Lille) et 32 391 (Lyon). Après le « La

jeu de la vérité », la chute a été brutale : 7 822 (Toulouse), 6 288 (Clermont-Ferrand) et 9 346 (Bordeaux). Le temps a passé et, à son dernier Palais des congrès, en novembre 1986, Chantal Goya rassemblait encore 79 000 spectateurs pour 24 représentations du *Mystérieux voyage de Marie Rose*.

Dorothée, concurrente de Chantal Goya, a de son côté fait un triomphe, lors de son premier passage, en décembre dernier, au Zénith. Fin 1987, les jours de représentation au Zénith seront doublés pour Dorothée.

G. F.

PARIS : AMBASSADE - BIARRITZ - 14 JUILLET ODÉON - MIRAMAR - GAUMONT PARNASSE - FRANÇAIS - REX - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE
FORUM - CINÉ BEAUBOURG - CLICHY PATHÉ - NATION - PAGODE - MAILLOT - FAUVETTE - GAUMONT ALÉSIA - GAUMONT CONVENTION
SAINT-LAZARE PASQUIER - PLM SAINT-JACQUES
PÉRIPHÉRIE : GAUMONT OUEST - GAUMONT ÉVRY - ARTEL Cérail - ARTEL Nogent - CYRANO Versailles - Vélizy - PATHÉ Belle-Épine - 4 TEMPS La Défense
C2L Saint-Germain - ALPHA Argenteuil



PHILIPPE NOIRET
ROBIN RENUCCI
BERNADETTE LAFONT
MONIQUE CHAUMETTE

MASQUES

Un film de
CLAUDE CHABROL
Avec
ANNE BROCHET

Une coproduction MK2-Production/Les Films A2

هكذا من الاجل

Le SAGA au Grand Palais

De l'estampe au livre l'art sous presse

Le premier SAGA (lire Salon des Arts Graphiques, avec un A supplémentaire pour plus de douceur à l'oreille, et l'image de toute une histoire qui commence autour de Volland et de Kahnweiler, marchands et éditeurs d'art) réunira au Grand Palais, du 12 au 16 février, cent trente participants : galeries spécialisées dans l'estampe ou d'éditeurs d'objets et de meubles d'artistes, éditeurs de livres d'art, sur l'art, revues. Des animations sont prévues dans plusieurs stands - démonstrations d'impression de gravure, de lithographie.

Ce nouveau Salon de l'estampe et de l'édition d'art, où tout ne sera sûrement pas parfait dès le premier tour (il est né trop tard, en novembre, pour s'assurer toutes les présences importantes, d'éditeurs étrangers notamment), bénéficie de

deux bons atouts pour sa réussite : le prestige du Grand Palais et le sérieux de l'OIP, qui est déjà l'organisateur de la FIAC et du Salon du Livre, dont il est le rejeton. Il a un créneau à prendre. A la FIAC, qui a besoin de gagner de la place, les éditions d'estampe ne sont plus admises, au grand dam d'une maison comme Lacourière et Frelaut. Quant au Salon du Livre, les éditions d'art (à peine plus de 7 % de la production en France) y sont quelque peu noyées.

Pour les uns et les autres, qui ne partagent pas forcément les mêmes préoccupations - et là il faudra jouer serré pour maintenir la présence équilibrée des disciplines - le SAGA pourrait avoir un rôle important. Pour l'estampe : redonner confiance à une clientèle méfiante,

depuis l'inflation, dans les années 60, de tirages qui ne méritaient pas le nom d'originaux alors qu'ils étaient vendus comme tels. Pour le livre d'art, il pourrait aider un secteur de l'édition sinon sinistré, du moins où les problèmes sont multiples.

La situation du livre d'art en France n'est pas très brillante, beaucoup moins que dans les pays anglo-saxons, qu'en Italie ou en Allemagne. C'est un produit difficile à vendre, considéré d'abord comme superflu, qui ne vaut qu'en période de fin d'année, pour les éternelles. Il est, comme la matière dont il est sensé traiter, peu soutenu par les médias, qui n'en parlent volontiers qu'en cette période ; pour la bonne raison que 90 % des titres sortent entre octobre et

Artcurial

L'éthique du multiple

La SAGA aurait pu être créée pour Artcurial, spécialiste de l'édition des œuvres multiples. La galerie sera pourtant absente de cette première manifestation. Prudence de bon gestionnaire ou difficultés matérielles ?

GRAND paquebot soit amarré avenue Matignon, aux coursives vivement éclairées le soir, la galerie Artcurial, filiale de L'Oréal, multinationale du cosmétique, vient de fêter discrètement son douzième anniversaire. Lorsqu'elle ouvrit ses portes, les épithètes les plus sévères lui furent accolées. Quelques belles expositions - Marquet, les surréalistes - et la mise en veilleuse des idéologies les plus radicales ont atténué ces jugements. Elle tient maintenant sa place dans le paysage parisien. Même si certains continuent de ricaner devant ce « prêt-à-porter des arts plastiques ».

C'est vrai que l'on trouve de tout chez Artcurial, et à tous les prix. Au rez-de-chaussée : estampes (Bram Van Velde, Vieira da Silva, Bacon), bijoux (Pol Bury, Wilfredo Lam), foudrards (Zao Wou Ki), vases (Sonia Delaunay, Natalia Druin-tresco), luminaires (Chadwick), tapis (Alicia Penalba, Gilioli), statues-objets (Etienne-Martin, Man Ray, Berrocal, Lalanne), et même des meubles - Guy de Rougemont vient de dessiner un bureau-cartonnier et ses sièges. A l'entresol, une vaste librairie d'art, bien fournie, vend aussi des affiches. Au premier se tient la galerie, classique, qui propose, en dehors de ses expositions thématiques, Max Ernst, Picabia, Masson, Matta, l'avant-garde des

années 30-40, et des sculptures, de Giacometti à Etienne-Martin.

Une quarantaine de personnes travaillent dans cette entreprise sans équivalent en France et dont le chiffre d'affaires est soigneusement tenu. Pourtant, elle ne participera pas à la première édition du SAGA. Connaît-elle un tassement de son activité ? On le murmure. Démenti officiel de Guy Landon, le président d'Artcurial, qui craint simplement de ne pas être, au Grand Palais, dans son élément naturel, « environné de trop de papier », d'éditeurs de livres d'art et d'estampes.

Si l'on vend, avenue Matignon, des lithographies et des gravures, ce n'est pas, et de loin, le secteur le plus important. Même si une exposition d'estampes - « Figure-tion 80 » - est organisée depuis le 7 février avec la participation de Blais, Boissard, Di Rosa, David Salle et Keith Haring. Cette technique, qui a connu un engouement extraordinaire dans les années 60-70, a failli mourir de son succès. Trop d'intermédiaires peu scrupuleux se sont mis à tirer d'importants profits sur n'importe quel support, en trichant sur le nombre des exemplaires et sans parler des cas où l'artiste n'intervenait que symboliquement.

Chez Artcurial, l'essentiel du chiffre d'affaires est alimenté par deux sources. La vente - classique - d'œuvres originales, et l'édition de « multiples ». Un terme que Guy Landon répugne à employer. Il lui préfère - « comme Fautrier » - celui d'« originaux multiples ». C'est dans ce domaine qu'Artcurial se veut novateur.

« Nous avons voulu renouer avec la tradition des objets qui avaient une fonction initiale ou utilitaire, mais qui étaient

presque toujours inspirés, souligne Guy Landon. Il y a douze ans, presque tous les artistes avaient abandonné cette voie. Nous avons voulu en entrainer un certain nombre à se pencher sur la vie quotidienne sans qu'ils ne restent rien de leur art ».

L'exemple que nous avions constamment sous les yeux était celui de Sonia Delaunay, qui n'a jamais voulu distinguer entre l'œuvre unique et l'œuvre éditée. La création d'un vase ou d'une reliure était pour elle aussi importante que celle d'un tableau. Enfin, il faut savoir que certaines réalisations sont impossibles sans la multiplication.

Berrocal a commencé par découper ses sculptures pour en démontrer l'intériorité. Très vite, il s'est aperçu qu'il devait en passer par l'édition, pour de simples raisons de coût. Ce fut alors un cri unanime dans les milieux artistiques : on allait gâchifier l'art. Mais la sculpture ne concerne pas seulement deux ou trois collectionneurs et autant de musées. Les tirages multiples - cent à deux cent cinquante exemplaires - des œuvres d'Etienne-Martin ont fait connaître le travail de cet artiste à un public beaucoup plus vaste. De même qu'on peut attendre une autre clientèle par le biais d'objets fonctionnels. Je pense aux bijoux, en particulier, avec lesquels on peut réaliser une sorte d'anthologie portable de la sculpture contemporaine.

La meilleure façon de découvrir l'art, c'est de vivre avec lui. Seule l'édition d'« originaux multiples » autorise cet accès. L'aimerais-je quel on n'achète pas de l'antécedé, mais un principe culturel ».

EMMANUEL DE ROUX.

Entretien avec Jean Hirschen

L'éditeur, c'est un homme

Directeur général et fondateur de l'Office du livre, Jean Hirschen s'est établi à Fribourg. Spécialiste de l'édition internationale, il a fait de la conception et de la production des livres d'art de luxe beaucoup plus qu'un artisanat : une industrie, avec ses règles économiques propres.

« Comment devient-on éditeur d'art ? »

« Cela fait cinquante ans que je me consacre au livre. D'abord comme libraire, puis comme représentant d'un éditeur français en Suisse. Lors d'un voyage au Japon, en 1958, j'ai eu le coup de foudre pour l'art japonais, qui m'a semblé fort mal connu des lecteurs de langue française - et j'ai décidé de faire des livres d'art

consacrés à l'Extrême-Orient. C'était le début de mon aventure d'éditeur ».

« Qui s'est développée selon quels principes ? »

« Nous avons publié jusqu'ici quatre cent soixante titres. D'une part, en demeurant fidèle à l'Extrême-Orient et à une autre de mes passions, l'art de la céramique et de la porcelaine, autant européennes qu'orientales. D'autre part, en éditant de grandes monographies de peintres, que ce soit Degas, David, Turner, Moreau ou Goya. Dans tous les cas, il s'agit d'ouvrages de haut niveau, qui demandent parfois des années de recherches et de travaux. Il y a deux termes qui me font horreur : « beaux » livres et albums. Je n'édition ni de « beaux » livres ni des albums. Mais des livres qui sont - je l'espère - aussi attrayants que rigoureux ».

« Vous travaillez avec de nombreux pays, en Europe et aux États-Unis. Existe-t-il des sujets « nationaux », des intérêts spécifiques selon les pays, qui guident vos choix ? »

« Nous sommes un éditeur international. Il nous faut donc traiter de sujets internationaux, ne serait-ce que pour amorcer des tirages qui se situent entre dix et quinze mille exemplaires. Pour cela, il nous faut paraître dans plusieurs langues : à la fois, en français, en anglais et en allemand. Quelquefois en italien ou en espagnol. Nos thèmes doivent donc susciter l'attention un peu partout. Cela étant, l'édition est un domaine extrêmement insaisissable, et les réussites, comme les déceptions, restent parfois imprévisibles. Mais il existe des constantes. Ainsi en matière d'architecture : les lecteurs américains et allemands forment la

quasi-totalité de notre public. Les Français, à l'inverse, ne manifestent que peu d'engouement pour ce sujet... ce que je regrette. Les goûts français demeurent très classiques, d'ailleurs... »

« Votre politique d'édition est-elle influencée par les modes, les expositions, les rétrospectives ? »

« Nécessairement. Le succès de ces manifestations suscite dans le public une attention que l'éditeur en tant que tel serait incapable d'éveiller par ses propres moyens. Il nous appartient de nous en saisir. C'est ainsi que nous éditons un ouvrage sur les tombes égyptiennes de Tanis, dont les trésors seront bientôt exposés au Grand Palais ».

« Avez-vous le sentiment que l'économie - la crise - limite sur le succès de vos livres - qui sont souvent assez onéreux ? »

« Jusqu'ici les conditions économiques ne nous ont guère affectés en France. Mais, aux États-Unis, les conséquences sont patentées : le lecteur refuse de consacrer plus d'une certaine somme à un livre. Mais il est vrai que, là-bas, le livre ne fait pas partie de la vie quotidienne comme il peut en faire partie en Europe, où nous incite à diversifier encore davantage nos sujets ».

« Tout en demeurant attachés à un « style » ? »

« De notre mieux, oui. Il n'est aucun des livres que j'ai édités que je ne revendique comme mien, qui ne soit à mon goût. Je crois que cette cohérence est essentielle et que chaque maison d'édition doit avoir une personnalité, ou refléter celle d'un éditeur. C'est ce que disait Julliard : « L'éditeur, c'est un homme ».

Propos recueillis par PHILIPPE DAGEN.



Méduse
« Nadia enjouée », sculpture
(Galerie Bergman
série C36/E35)

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744
GENEVE

prépare ses prochaines ventes
de Mai 1987

Orfèvrerie, Boîtes en or, Objets de vitrine,
Art russe, Fabergé, Miniatures, Bijoux.

Au point et son beau en argent, Pierre Belleville, Montpellier 1754.
Vendu à Genève, 11 novembre 1986, 44 000 Francs Suisses (soit 176 000 F.F.).

Les personnes désireuses de soumettre des objets en vue
de ces ventes pourront rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :

Orfèvrerie et objets de vitrine
Paris, 18 et 19 février - Monaco, 20 février

Bijoux
Monaco, 5 et 6 mars - Paris, du 9 au 12 mars

Notre spécialiste en montres sera également à Paris le 25 février.

Veuillez contacter :

Sotheby's Paris, 3, rue de Maronville, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.66.40.60

Sotheby's Monaco, Sporting d'Hiver,
Place du Casino, Monte-Carlo (Monaco). Tél. : 93.30.88.80

Sotheby's Genève, 24, rue de la Cité, Genève. Tél. : (22) 21.33.77

MARIE de HOLMSKY
Galerie 80 rue Beaupré Paris 8^e - 43290890

Fred ZELLER - Gustave ALAUX
jusqu'au 28 février

12 FÉVRIER - 18 MARS 1987
BOURDON-GIQUET
PASTELS

VERNISSAGE
JEUDI 12 FÉVRIER à 17 h-20 h

ALAIN BLONDEL
GALERIE 2

50, RUE DU TEMPLE, 75004 PARIS. (1) 42.71.55.55
11 h-19 h, FERMÉ LUNDI ET SAMEDI MATIN
PASTELS, GRAVURES

GALERIE MÉRIS
23, place des Vosges, PARIS (4^e)
42.78.34.33

E. LE COZE
jusqu'au 2 mars

Tél. de 11 à 19 h DIMANCHE COMPRIS.

MUSÉE RODIN
77, rue de Vercennes (7^e) - 10^e Vermeil
60 DESSINS de
RODIN

Extraits du troisième volume de
L'INVENTAIRE
Tél. et mail, 10 h-11 h 30 et 14 h 30-17 h
Jusqu'au 16 mars

DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, 75007 PARIS - Tél. : 42-22-77-57

JEAN ARP
(1886-1966)

SCULPTURES, RELIEFS ET DESSINS
présentés à l'occasion du centenaire
de la naissance de l'artiste

EXPOSITION PROLONGÉE JUSQU'AU 28 FÉVRIER

L'écrit dans l'objet

C'est l'éditeur Di Dio qui lance, au début des années 60, les premiers « livres-objets ». Le texte, imprimé ou gravé sur une matière quelconque, est accompagné ou dissimulé par un élément sculpté. Ainsi la Forêt sacrée de Jean-Pierre Dupuy, l'un des tout premiers, était présenté dans un emballage signé Toyen.

Aujourd'hui, presque seule à Paris, la librairie Ninaise (145, bd Saint-Germain, 75006) en expose toujours. Avec moins de succès semble-t-il. On peut y voir, par exemple, une traverse de chemin de fer, coupée en deux comme un sandwich. A l'intérieur, quelques feuillets imprimés, la Balade des fermes en filz, un texte de François Aubral, tient lieu de nourritures spirituelles.

Des bois gravés de Colette Peyric l'accompagnent. Ce monument d'un mètre de long est vendu 2 500 F. Mais il en existe une édition « de poche » : 30 cm, 1 800 F.

Cette œuvre est éditée par l'Atelier des Grammes, une maison perchée sur les coteaux qui dominent la vallée du Rhône. Elle est animée, depuis 1969, par Annie Viray et Emile-Bernard Souhère. C'est pour eux « une autre manière de faire passer des textes. Un moyen d'allier plastique et poésie contemporaine ». Les tirages varient selon les commandes mais dépassent rarement quelques dizaines d'exemplaires.

E. de R.

* L'Atelier des Grammes, Gignadas, 84190 Beaumes-de-Venise.

GALERIE EOLIA
10, rue de Seine, 75006 PARIS Tél. : 42-26-36-54
SAGA - STAND C27 Tél. : 42-56-43-65

Quand les sculpteurs créent meubles et bijoux...

ALECHINSKY
JEAN MESSAGIER
MARIA SIMON
IGOR USTINOV

GILIOLI
ANNE et PATRICK POIRIER
ANTONIO SEGUI
SOPHIA VARI

In classique

CHAI

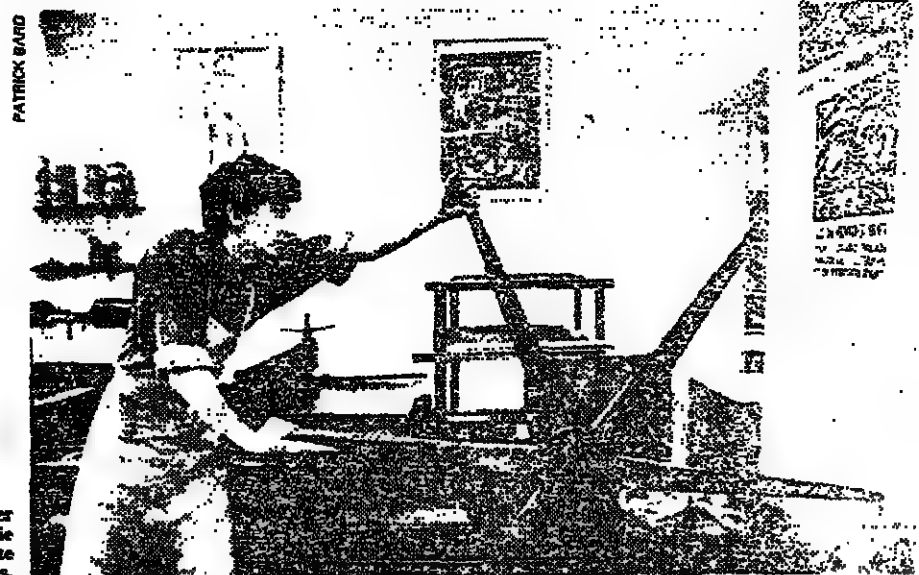
décembre - le cercle vicieux - et que dans ces parutions nombre d'ouvrages, dits « beaux livres », relèvent de l'album à feuilleter plus que d'un livre dont on est en droit d'attendre un texte conséquent, apportant de l'indépendance.

Cela arrive parfois, heureusement plus que par le passé, parce que telle ou telle maison d'édition, spécialisée ou non, en aura pris le risque, sans sacrifier la qualité visuelle du produit, ni le texte, ni le nombre de reproductions. Quitte parfois à réduire les dépenses de ce côté-là, quand il s'agit de textes fondamentaux d'histoire de l'art ou d'esthétique, une denrée rare, fruit de traductions dans la plupart des cas, qui comblera quelque lamentable lacune.

Le livre d'art sérieux peut sans doute se vendre mieux s'il est bien illustré, mais il coûte cher à l'éditeur : cher en stockage, s'il n'est pas vendu dans les trois mois qui sui-

vent sa parution ; cher à la fabrication, pas tant pour obtenir une bonne qualité des images que parce qu'il faut verser des droits de reproduction (ce qui fait autant de moins pour l'auteur du texte). Ces droits, perçus par la SPADEM ou l'ADAGP et reversés en partie seulement aux ayants droit - pour toute œuvre qui n'est pas tombée dans le domaine public, - peuvent atteindre des sommes importantes, de l'ordre de 30 000 francs pour un livre comportant cent cinquante illustrations. C'est une des bêtes noires des éditeurs d'art, petits et grands, qui s'intéressent au vingtième siècle. Sans l'aide de l'Etat, sans la locomotive d'une grande exposition, sans la coédition avec l'étranger, sans le soutien d'une galerie, ils s'y risqueraient encore moins qu'ils ne le font.

GÉNÈVIÈVE BRÉRETTE.



L'atelier de typographie. La bête à corse.

Flammarion

Un classique de l'art

De longue date, l'édition d'art fait partie des points forts de Flammarion - ce qui n'exclut ni la recherche d'accords internationaux ni l'aventure en matière d'art contemporain.

RUE Racine, la sérénité est de rigueur : l'édition d'art appartient à la tradition Flammarion, tradition modernisée par la coédition, la coopération internationale et la diffusion d'ouvrages conçus par Skira, Herscher ou le Centre Pompidou. Si bien que, si Flammarion semble être partout - à commencer par sa librairie de Beaubourg, forte de sa concession et de sa position sans rivale, - la maison doit sa prééminence à son occupation.

Les « Classiques de l'art » sont comme le triomphe de cet art de la reprise : sur une idée, et un produit, lancés par les Italiens de chez Rizzoli (« Opera completa »), afin de prospecter d'abord l'histoire de la peinture toscane ou vénitienne, Flammarion a construit sa propre série. Traduction, substitution d'une préface d'un auteur plus souvent français au texte italien, présentation allégée, et la métamorphose est accomplie. Il arrive bien que le catalogue ait vieilli entre le temps de sa publication et celui de la réédition, mais peu importe, puisque les mises à jour se font,

lentement, et que les « Classiques » ont su devenir indispensables. Commodités et bon marché, mi-livres d'art, mi-manuels, ils ont un public, un vrai, et la chose n'est pas si commune...

Le plus souvent, faite d'un marché assuré, reste la solution de l'entente, dont le *Manifeste* de Pierre Schneider pourrait devenir l'archétype. Un texte publié simultanément en anglais, en allemand et en français, le nom d'un artiste universel, joints à l'absence jusqu'alors de toute biographie, ont, ensemble, hissé un livre de près de huit cents pages presque au rang de best-seller, un best-seller qui paraît bientôt en japonais, afin d'augmenter encore le champ de la diffusion.

Ces succès, le second relevant du miracle, ne forment pas pour autant le quotidien de l'éditeur d'art. Celui-ci, à en croire Jean-François Barillet, nouveau directeur du département art de Flammarion, se composerait bien plutôt de craintes, d'incertitudes ou de demi-échecs. C'est d'abord l'absence de reproduction en hausse et un comportement du lecteur par temps de crise. Incertitudes parce que les tentatives faites pour publier des livres d'art consacrés aux contemporains ne semblent guère susciter l'enthousiasme général. Si Cézanne, Renoir ou Matisse ont, de longue date, leurs brevets de grands peintres hors concours, d'autres, plus récents, abstraits de l'après-45 ou nouveaux réalistes, demeurent à la traîne - et cela quelle que soit la célébrité de l'artiste. On croit qu'une suspension les accable, que ne lève que l'accoutumance, une accoutumance très progressive.

Aussi est-il plus tentant de se retourner vers Boucher - et de tirer quelques bénéfices d'une exposition parisienne. On peut prudent de s'en tenir à Pisanello et Holbein, prochains élus des « Classiques » et de reprendre aux Anglo-Saxons de la Cross River Press une encyclopédie de design en plastique. En attendant la prochaine expérience : Flammarion prépare, en effet, un *Daniel Buren*, à l'occasion de l'exposition de printemps du Musée des Arts décoratifs. Bonne occasion que celle-ci pour vérifier si le bruit des médias suffit à créer une réputation. Il n'empêche : au catalogue figurent Balustrade, Gombrich et même le père fondateur, le grand Emile Mâle. Preuve que la tradition demeure inébranlable.

Ph. D.

Mazenod

Mazenod édite depuis plus de vingt ans des livres mastodontes sur une période ou une civilisation. Mais la prestigieuse collection arrive à son terme, et la maison semble passer insensiblement du livre d'art au beau livre.

« **C** E que j'aime avec vos petits livres, confiait Céline à Blondin, c'est qu'ils ne me font pas mal aux pieds quand ils me tombent des mains. » Une expérience qu'il ne vaut mieux pas tenter avec les volumes des éditions Mazenod : 600 pages grand format, un bon millier de photos, une moyenne de 3 à 4 kilos de papier. Et les textes ne sont pas seulement des synthèses plus ou moins savantes sur une période ou une civilisation, mais souvent des approches totalement originales.

La *Préhistoire du monde occidental*, premier ouvrage de la série, classique aujourd'hui, fut révolutionnaire à son temps. C'est son auteur, André Leroi-Gourhan, qui demanda à Lucien

Architecture

Un secteur modeste du marché du livre qui, en France, a pourtant pris du poids depuis une dizaine d'années. Grâce à des éditeurs œuvrant entre l'artisanat et l'apostolat, pour un public restreint qu'ils voudraient plus large.

DEPUIS une dizaine d'années, quelques éditeurs courageux ont entrepris de donner à la France la bibliothèque d'architecture qui lui faisait défaut. Les anciens étudiants des Beaux-Arts de Paris se souvenaient comme leurs parcours étaient réduits lorsqu'ils cherchaient à étoffer leur savoir : la librairie Vincent et Fréal, rue Bonaparte, fermée il y a quelques années, et un modeste rayon de La Hune étaient leurs principaux points de chute, s'ils n'avaient pas des « fortunes » à investir dans les livres anciens (excellent investissement au demeurant). Aujourd'hui, les rayons d'architecture se sont incontestablement étoffés. Sans parler d'embourgeoisement, on ne peut plus en déplorer l'anémie.

Editer l'architecture relève à la fois de l'artisanat et de l'apostolat. Le marché potentiel, dans l'état actuel des choses, est en effet réduit et fortement typé : architectes, étudiants, maîtres d'œuvre, pour l'essentiel. Non spécialistes pour 5 à 10 %, selon les éditeurs. Sans même parler des facteurs culturels, la crise persistante de la construction et la fortune connue pour relative des étudiants ne laissent pas espérer une extension considérable du premier groupe. Quant au second groupe, même s'il tend à s'élargir, c'est dans une marginalité qu'il illustre bien la suppression récente et scandaleuse de l'émission « Urban » sur FR 3 (*Le Monde* du 9 janvier 1987).

Or c'est sur ce groupe qu'ont été faits les paris les plus risqués.

Toujours plus lourd ?

Mazenod, le créateur de la collection, de faire apparaître en fin de volume la partie proprement scientifique de son travail. Un principe retenu pour l'ensemble des titres.

Le précepte de Lucien Mazenod était : pas plus d'un livre par an. Il fut largement respecté, puisque la collection, lancée en 1965, ne compte que seize tomes. Il faut dire qu'un ouvrage de ce type nécessite plusieurs années de travail. Et un investissement lourd, de l'ordre de 3 millions de francs. Mais leur qualité paie. Tirés à 25 000 exemplaires, ils sont constamment réimprimés.

On a vendu 82 000 « Leroi-Gourhan », fêtede de la collection, et plus de 90 000 *Egypte* de Kazimierz Michalkowski.

Mais aujourd'hui la série touche à sa fin. Après une *Arménie* de Jean-Michel Thierry et Patrick Donabédian - un en-cas, - les trois derniers volumes sont en chantier : *L'Art africain*, confié à Lucien Stéphan et Jacques Kerchache, et *Dix-neuvième siècle* - est en cours d'impression. Plus légère, une série thématique est en cours d'élaboration : Anne-

Vaughan, et le second par la directrice du Musée d'Orsay, Françoise Cachin. Il y en aura peut-être un dernier, consacré à la première moitié du vingtième siècle.

« Nous sommes confrontés à un problème de titres, mais aussi à la rarefaction des auteurs. L'époque n'est plus aux « diaporamas » géants. Les chercheurs se spécialisent de plus en plus, et bien peu acceptent de s'embarquer dans des vastes synthèses », constate Anne de Margerie, la directrice des éditions Mazenod.

Aussi, pour diversifier sa production, elle vient de lancer une nouvelle collection : « L'art et la nature », où les volumes sont encore plus grands, plus lourds et plus chers. *Les Oiseaux*, d'Audubon - l'intégrale des 435 planches du dessinateur nantais, jamais rééditées au complet, - est vendu 1 800 F. En dépit de son prix prohibitif, 3 000 exemplaires sont partis en moins de six mois. Un autre mastodonte - un herbier du dix-septième siècle - est en cours d'impression. Plus légère, une série thématique est en cours d'élaboration : Anne-

Marie Lecoq travaille sur le portrait et Monique Mosser sur les jardins. Là encore il faudra payer le prix fort.

« Les livres d'art très haut de gamme se vendent toujours, remarque Anne de Margerie, quels que soient leurs prix. Encore faut-il qu'ils soient parfaits à tous points de vue. Sinon, on les retrouve vite chez les soldes. »

La qualité n'est pas, hélas, un critère absolu de succès. Les volumes de « Arts, idées, histoires » édités par Skira et signés d'auteurs prestigieux : Duby, Starobinsky, Chastel, ont longtemps été proposés à moitié prix à la devanture des librairies. La prudence conseille donc les coéditions. Ainsi, les éditions Mazenod ont passé un accord avec un éditeur allemand, Herder Verlag, de Fribourg. « C'est sans doute l'avenir, constate Anne de Margerie, mais, à multiplier les coéditions, tous les livres finiront par se ressembler, et les sujets un peu marginaux, souvent les plus intéressants, seront alors exclus. »

E. de R.

Le livre et son public

Certains éditeurs se sont étonnés que le même livre vendu à trois mille exemplaires en France trouve deux fois plus d'acquéreurs en Italie. Attendant la sévérité du discours scientifique, tout en conservant le sérieux, par divers artifices de séduction, ils tentent depuis quelques années d'ouvrir ce marché. L'Équerre, exclusivement vouée à l'architecture, a failli y laisser toutes ses plumes. D'autres, comme Hazan, ont assigné une place limitée, mais non négligeable, au genre, ce qui réduit le danger. Car non seulement le livre d'architecture se vend avec modération, mais sa vente peut exiger un peu plus de patience, donc de stockage, donc de fonds immobilisés...

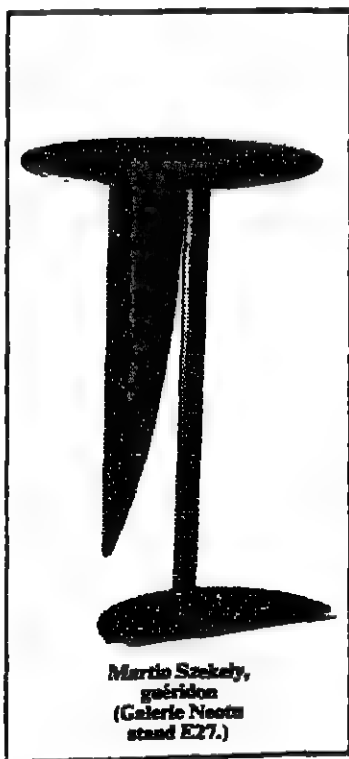
Les grandes maisons sont évidemment plus à l'aise, ce qui ne retire rien au mérite de leur engagement. Berger-Levrault a ainsi fait un travail considérable pour l'établissement d'un fonds général de qualité mais aussi sur des sujets à l'universalité moyenne (l'architecture rurale française). Mardaga, en Belgique, normalement voué aux publications médicales, a fait de l'architecture la plus somptueuse des danseuses et, par les rééditions de textes anciens, la publication d'études ou de thèses austères et quelques monographies de prestige, cet éditeur a donné aux historiens, aux chercheurs et aux critiques un matériel de référence que le public peut enfin partager... Même engagement aux Editions du Moniteur, mais ici l'architecture ne saurait être considérée comme une danseuse, puisque Le Moniteur fait son lit des métiers de la construction. Inutile de dire que la coédition est devenue la règle pour la plupart des ouvrages de quelque importance, coédition avec l'étranger, ou avec des institutions nationales (musées, instituts, etc.). Inutile non plus d'ajouter que, sans l'aide de l'Etat, nombre d'ouvrages essentiels n'auraient pas vu le jour.

Reste que le livre d'architecture de langue française trouve difficilement son équilibre entre le livre d'art et l'ouvrage pour professionnels. Il arrive d'ailleurs souvent, comme pour frapper au plus large d'un public restreint, que d'arides textes de spécialistes soient déguisés en splendides livres d'étranges. L'éditeur y gagne-t-il ? Pas le spécialiste, qui n'a pas nécessairement l'envie ni les moyens d'acquiescer à un prix de luxe un texte de pure érudition. Pas le grand public, qui risque de se trouver rebuté, sinon dégoûté par une culture architecturale aussi méchante d'accès. Là encore, le serpent se mord la queue.

Actuellement, le public français ne nourrit guère son appétit d'architecture que de polémiques, ou de l'écume de polémiques dont les arguments véritables, les enjeux, en matière d'architecture,

lui restent le plus souvent étrangers. Veut-il en savoir plus ? On lui propose aussitôt des ouvrages où abondent les plans et les coupes, mais guère les éléments de compréhension du débat, ni les repères qui lui restitueraient une continuité historique. Le choix reste en définitive entre l'efficacité immédiate de la collection « Que-sais-je ? » ou la splendeur détaillée du *Grand Atlas de l'architecture* (Albin Michel/Universalis). Rien n'étant fait dans l'enseignement français pour la « lecture » de l'architecture, qu'elle soit livresque ou sur le vif, pas grand-chose non plus pour la formation historique et culturelle des futurs constructeurs, il n'est pas étonnant que le dialogue soit difficile, ni que nos édiles aient tant de mal à trouver la pierre juste.

FRÉDÉRIC EDELMANN.



Martin Szekely, quérillon (Galerie Neveu stand E27).

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL

LA FOLLE JOURNEE
OU LE MARIAGE DE FIGARO
BEAUMARCHAIS • JEAN-PIERRE VINCENT
GRAND THEATRE • Du 12 février au 4 avril • Soirée à 20h

LES DESOSSÉS
LOUIS-CHARLES SIRIACQ • SOPHIE LOUCACHEVSKY
THEATRE GEMIER • Jusqu'au 22 février

Grand Foyer
THEATRE DES ENFANTS. Les Voyages de Monsieur Costic,
SPECTACLE POUR MARIONNETTES de DANIEL SOULIER, du 4
MARS au 11 avril. REÇUTIONS & CONVERSATIONS. LECTURE
de POÉSIE ORALE d'ALRIQUE NOIRE, lundi 9 MARS à 20h30.

RENSEIGNEMENTS • RÉSERVATIONS • 47.27.81.15.

BEDOS
le disque du CIRQUE

BEDOS
FAIT SON
CIRQUE
D'HIVER

En tournée de 1987

هكذا من الاصل

17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100

101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200

201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300

301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400

401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500

501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532
 533
 534

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 11 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20.35 Série : Marie Perle.
21.30 Magazine : De bonne source.
22.55 Documentaire : Centre Georges-Pompidou, 10^e anniversaire.
23.00 Journal.
23.15 Magazine : Premier plan.
23.30 Variétés : Une nuit à Monte-Carlo. Soirée organisée à l'occasion du Festival international de télévision. Avec Mireille Mathieu et Charles Aznavour.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20.35 L'heure de vérité.
21.30 L'heure de vérité. L'ancien président de la République répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Josette Aïda, Albert Du Roy et Jean-Louis Lesclapart.
21.50 Le dossier d'Alain Ducasse.
23.00 Histoires courtes.
23.30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20.35 Variétés : Embarquement immédiat. Spécial Alain Souchon. Avec Léo, Alain Bashung, Alain Chamfort, Jane Birkin, Véronique Sanson, Jeanne Mas, Tom Novembre, Mylène Farmer, Louis Chédid, David Mee, Neil, Michel Jonasz.
21.55 Magazine : Thalassa.
22.40 Journal.
23.10 Cinéma du tiers-monde.
23.40 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Méliès et le film américain de Charles Band (1983), avec Jeffrey Byron, Mike Preston, Richard

Moll, David Smith, Kelly Preston. Sur la planète Lemuria, un policier poursuit un criminel dans le film est un monstre redoutable. Cela fait un mélange de fantastique et de science-fiction avec pas mal de violence. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : L'Animal à film français de Claude Zidi (1977), avec Jean-Paul Belmondo, Raquel Welch, Charles Gérard, Julien Guisomar, Dany Saval, Aldo Maccione. 0.05 Cinéma : 5^e de rigueur : film français de Jean Poullet (1980), avec Bruno Ganz, Jean-Pierre Cassel, Anne Clément, Pierre Michael, Alex Métyayer. 1.40 Cinéma : Les Compagnons de la marguerite : film français de Jean-Pierre Mocky (1966), avec Claude Rich, Francis Blanche, Catherine Deneuve, Paola Pitagora, Michel Serrault, Micha Bayard.

LA « 5 »

20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.35 Série : Les Grands. 22.30 Série : Kojak. 23.30 Série : Supercopter. 0.25 Série : L'inspecteur Derrick. 1.30 Série : Les Grands. 2.25 Série : Star Trek.

TV 6

20.30 Studios : La grande vallée. Les chevaliers du ciel. Destination danger. 23.20 Film : Les sept ans du chat.

FRANCE-CULTURE

20.30 Pour ceux qui aiment : le poète chilien Luis Mijangos. Portrait : Alejandra Fizarik, pour les travaux et les nuits. 21.30 Musique. Il faut partir : La conférence des oiseaux, de Michael Levine, en concert, par l'ensemble de l'itinéraire. 22.30 Nuits magiques. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (dans le 4^e août 1986 à Ludwigshafen) : œuvres de Mozart, Schubert, Debussy, R. Strauss, par René Gohion, piano, et Barbara Hendricks, soprano. 23.00 Les soirées de France-Musique. Jazz-Club : en direct du Magnolia Terrace.

Jeudi 12 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13.50 Série : La croisière s'arrête.
14.40 Feuilleton : Laura (2^e épisode).
15.15 Quarté à Vincennes.
15.30 Ravi de vous voir.
16.00 Journal.
16.30 Ravi de vous voir (suite).
17.00 Variétés : La chance aux chansons.
17.25 La vie des Botes.
17.50 Feuilleton : Nuit, ça suffit.
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cooricooboy.
20.00 Journal.
20.30 Série : Columbo.
22.05 Magazine : L'Anjou.
22.15 Émission de François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weiller.
22.30 L'homme du mois : Jacques Sorcier, n° 4 de la pharmacie française. Points de repère : Les obstacles à surmonter par l'économie française en 1987, l'embouteillage, l'industrie française, les défis de demain.
23.15 Documentaire : Centre Georges-Pompidou, 10^e anniversaire.
23.30 Journal.
23.35 Magazine : C'est à lire.
Émission de Lucie Perrot.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

13.45 Feuilleton : Le riche et le pauvre.
14.35 Magazine : Ligne directe.
Enquête : Maryline et Paulette, ou le parcours du combattant de deux demandeurs d'emploi (3^e partie).
15.35 Feuilleton : Lili, petit à petit.
16.05 C'est encore mieux l'après-midi.
Avec Mami Dabeno, Titi Tuesday, Laurie Lamo, Jacques Villeneuve, Marie-France Pissier.
17.35 Recré A 2.
Mimi Cracra, Bouquins copains, Les mondes étonnants, Quick et Frippe.
18.05 Feuilleton : C'est la vie.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 La nouvelle théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma : la Tête dans le sac D.
Film français de Gérard Lauzier (1984), avec Guy Marchand, Marina Boreau, Fanny Bastien, Patrick Bruel, Riton Liebman, Sidi Amadi.
Un patron de publicité quinquagénaire est dégoûté par le fils d'un copain et grisé par une fille travaillant dans un monde louche. L'album de Lauzier est devenu une vogue comédie de meurtre dans les gares relèves du boulevard, avec caricatures conventionnelles.
22.00 Jeudi magazine.
Présenté par Daniel Billeau.
En direct du Festival international de télévision de Monte-Carlo, des extraits des meilleurs reportages de l'année réalisés par des télévisions étrangères (CBS, SSR, BBC, NTV...).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14.00 Magazine : Thalassa (rediff.).
14.30 Magazine : Mach 3 (rediff.).
16.00 Documentaire : Hautes curiosités.
16.50 Les médias-peintres.
17.00 Feuilleton : Dornain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Dessin animé : Belle et Sébastien.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.25 La cuisine des juniors.
Le sardine.

18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.

18.57 Juste ciel, petit horoscope.
19.00 Le 18-20 de l'information.
De 19.15 à 19.35, actualités régionales.
19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Cinéma : M.A.S.H. ■
Film américain de Robert Altman (1970), avec Elliott Gould, Donald Sutherland, Tom Skerritt.
Pendant la guerre de Corée, trois médecins, envoyés dans une zone chirurgicale, vivent le désordre, courent les infirmités et se livrent à des plaisanteries de plus en plus malicieuses. Un humour volontairement « bête et méchant » pour justifier la guerre et la dérisoire de l'organisation militaire. Des acteurs désopilants. Avec le temps, le caractère de provocation s'émousse.
22.30 Journal.
23.00 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Papa est en voyage d'affaires ■ film yougoslave d'Enir Kusurica (1983), avec Miroslav Barjaktarovic, Marija Kancuric, Mustafa Nadarevic, Predrag Milic.
14.30 Cinéma : Les Compagnons de la marguerite ■ film français de Jean-Pierre Mocky (1966), avec Claude Rich, Francis Blanche, Catherine Deneuve, Paola Pitagora, Michel Serrault, Micha Bayard.
17.50 Cinéma : 5^e de rigueur ■ film français de Jean Poullet (1980), avec Bruno Ganz, Jean-Pierre Cassel, Anne Clément, Pierre Michael, Alex Métyayer.
18.05 Dessin animé. 18.15 Jeu : Les chiffres et les lettres.
18.45 Top 50. 19.15 Ulysse 31. 19.35 Flash d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif nuit. 20.05 Star Trek.
20.35 Cinéma : Draguez au poivre ■ film français de Jacques Barillet (1983), avec Guy Bedos, Sophie Daumier, Jean-Pierre Marielle, Francis Blanche, Alexandra Stewart, Jean-Paul Belmondo, Simone Signoret, Marina Vlady.
22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : En plein cauchemar ■ film américain de Joseph Sargent (1983), avec Christina Raines, Joe Lambie, Emilio Estevez, Mariel Heller, Costello, Louis Giambalvo. 23.50 Cinéma : Excusez-moi ■ film anglais de John Boorman (1981), avec Nigel Terry, Helen Mirren, Nicholas Clay, Charles Langham, Paul Geoffrey, Noddy Williams. 2.10 Documentaire : Canadans tracés et cités.

LA « 5 »

13.50 Série : Kojak. 14.25 Série : L'inspecteur Derrick. 16.30 Série : K 2000. 17.25 Série : Star Trek. 18.30 Série : K 2000. 19.10 Série : Star Trek. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Cinéma : La Malice des anges ■ film américain de William Wyler (1955), avec Humphrey Bogart, Frederic March, Arthur Kennedy. Trois bandits évadés s'introduisent dans une famille d'Américains moyens et les forcent à les aider sous menaces de représailles. Suspense policier et conflit psychologique, symbole du bien et du mal. C'est un peu lourd mais bien joué. 22.25 Série : Kojak. 23.25 Série : Supercopter. 0.20 Série : Barretta. 1.15 Série : Kojak. 2.10 Série : Star Trek.

TV 6

14.00 6 Tois. 17.00 Systèmes 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la meute. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. ■ 20.30 Cinéma : Feux croisés ■ film américain d'Edward Dmytryk (1947), avec Robert Mitchum, Robert Ryan, Robert Young, Gloria Grahame. En 1945, un homme récemment démobilisé est trouvé assassiné chez lui. Il est juif. Un officier chargé de l'enquête recherche trois militaires également démobilisés avec lesquels il avait passé la soirée. Un film dramatique et psychologique remarquable, démontant l'intolérance. 22.00 6 Tois.

FRANCE-CULTURE

20.30 Kjetil, de Jean Grojean. 21.30 Musique : musiques latines. Expanded Voice Company (EXVOCO) : groupe vocal allemand. Concert enregistré le 7 janvier à la Maison de Radio-France. 22.30 Nuits magiques. 0.10 Du jour au lendemain.

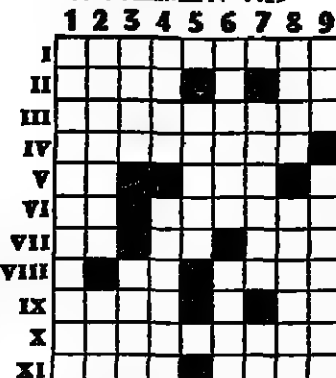
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (dans le 9 janvier au Grand Auditorium) : Variations sur un thème de Haydn, op. 56, de Brahms ; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en sol mineur, op. 26, de Bruch ; Symphonie n° 2 en ré mineur, op. 73, de Brahms, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Leopold Hager ; 1^{re} violon, Jacques Prat. 22.30 Les soirées de France-Musique : à 23.00, Histoires de... à 24.00, Romanisme à la française : une recette infallible !

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4419



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui ne manque pas de classe. — II. Une drôle de bécot. Hypothétique. — III. Points de chute. — IV. Sainte, mais peut-être pas vierge. — V. Indéfini. Dans la nouveauté. — VI. La Terre nourricière dans la Mythologie. Une pièce au complet. — VII. Pris à part. Reliefs des côtes. Essence naturelle. — VIII. S'emploie pour doubler. Bombe hilarante. — IX. Crème anglaise. Dans le vent. — X. Peut-être être considérés comme des plus. — XI. Nappa. Détour pour un tour.

VERTICALEMENT

1. Était doué pour la reproduction. — 2. Source de problèmes. Massif suisse. — 3. S'emploie pour chasser. Petit chapeau de femme. — 4. Terme d'opposition. Une partie de l'administration où l'on peut faire du chemin. — 5. Anciennes mesures de longueur. — 6. Un malheur pour un grand bonheur. Laisse froid ou brûle. — 7. Grand de ce monde. Bien roulé. — 8. Commun. La fesselle et le marteau. — 9. Plaisir anciens. Très bon.

Solution du problème n° 4418

Horizontalement
I. Armuriers. — II. Voile. Lit. — III. Es. Canidé. — IV. Nife. Oser. — V. Taurine. — VI. Lorde. Da. — VII. Na. — VIII. Lorde. Na. — IX. Es. Hôtel. — X. Idole. — XI. Mousse. Es.

Verticalement

1. Aventurier. — 2. Roiler. Nu. — 3. M. Frédoise. — 4. Ulodé. Da. — 5. Rê. Athos. — 6. Nord. Eole. — 7. Elision. Te. — 8. Rides. Une. — 9. Stérér. Iles.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 11 février 1987 :

DES DÉCRETS

— N° 87-79 du 10 février 1987 modifiant le décret n° 75-1214 du 22 décembre 1975 portant statut particulier des corps des sous-officiers de gendarmerie ;
— N° 87-83 du 10 février 1987 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale ;
— N° 87-84 du 5 février 1987 modifiant le décret n° 80-465 du 24 juin 1980 portant création de la Caisse française des matières premières.

EN BRIEF

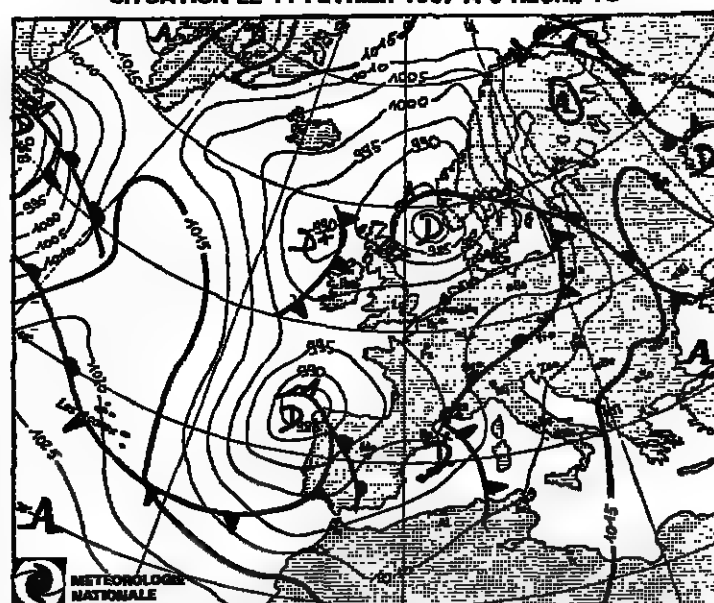
■ **SOLIDARITÉ** : vente aux enchères pour Perce-Neige. — Fondée en 1985 par le comédien Lino Ventura et sa femme, l'association Perce-Neige apporte une aide morale et matérielle aux handicapés mentaux et à leur famille. Mais pour créer des centres d'accueil et des foyers pour les jeunes et adultes handicapés mentaux ainsi que pour les personnes âgées, qui n'ont parfois que l'hôpital ou l'asile psychiatrique pour refuge, il faut des fonds. Une vente aux enchères de tableaux, sculptures, estampes, signés Folon, Foulta, Giacometti, Mendicino, Lantoni, César, etc., aura lieu le mercredi 11 février à 20 h 30 dans les salons de l'Automobile Club de France. Le profit sera intégralement versé à l'association Perce-Neige. Aucune taxe ou frais ne sera perçu, s'agissant d'une œuvre humanitaire.

■ **SOLIDARITÉ** : un coup de gomme... un coup de pouce. — Utilisée journellement dans toutes les professions, la gomme fait depuis longtemps partie de notre vie quotidienne. Mais jusqu'en 1980, pour effacer le crayon, on utilisait de la mie de pain, et c'est le chimiste anglais Priestley qui apporta les propriétés de l'écaïe rubber (effaceur indien). Dès février 1987, la société Mallet lance la gomme Médicins sans frontières pour soutenir l'action menée depuis quinze ans par les quatre mille professionnels de la santé (médecins, ambulanciers, infirmiers) de cette association. Leurs interventions dans tous les pays du monde nécessitent en permanence médicaments, matériel chirurgical et subsides. Le prix public conseillé de cette « gomme humanitaire » — 10 F — permettra à chacun de donner son coup de pouce.

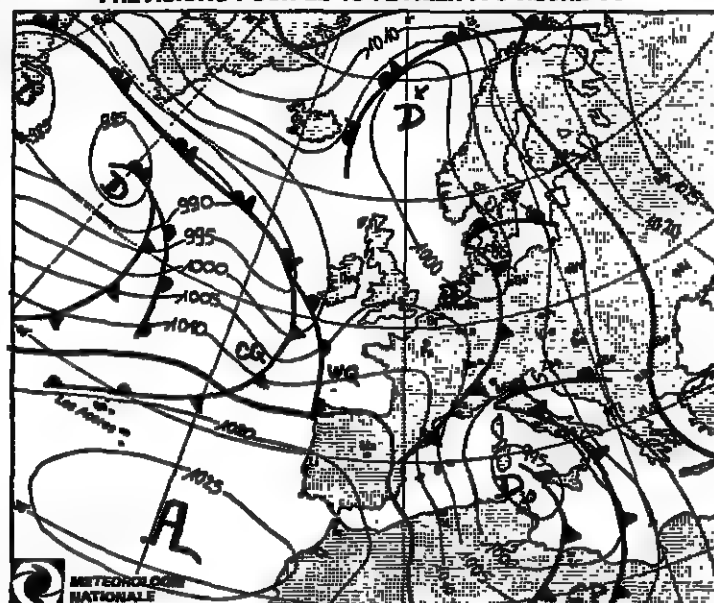
■ En vente dans les grandes surfaces et chez les papeteries.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 FÉVRIER 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 FÉVRIER À 0 HEURE TU

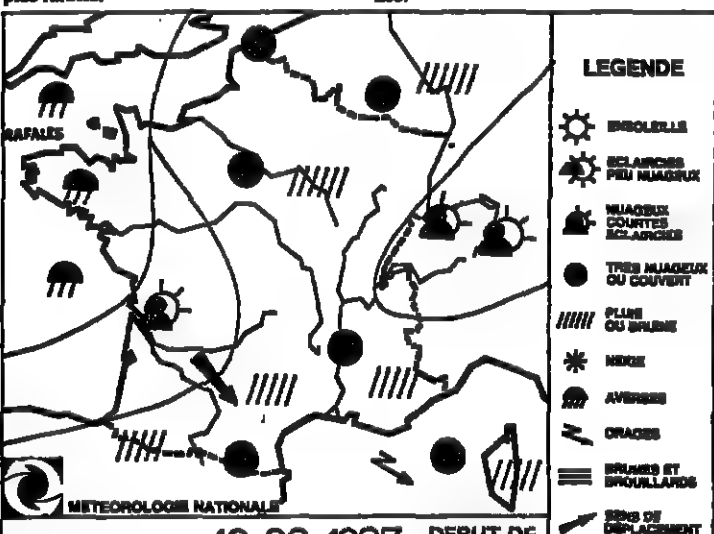


Évolution probable des temps en France entre le mercredi 11 février à 0 heure et le jeudi 12 février à 24 heures.

Une zone dépressionnaire centrée près du golfe du Lion, durant la nuit du 11 au 12, entrainera, sur la moitié est de la France, un régime fortement perturbé avec des pluies orageuses abondantes dans le midi, alors que, sur la moitié ouest, de l'air venant du Nord amènera plutôt un refroidissement et un temps variable.

Jeudi : le matin le temps sera couvert et pluvieux sur une grande moitié est de la France, avec des températures assez douces pour la saison. Des pluies abondantes, accompagnées d'orages se produiront sur le sud-est de l'Aquitaine, le Massif Central et le sud des Alpes.

Il neigera sur les Pyrénées vers 1300 mètres et en haute altitude sur les Alpes. Plus au nord, dans le Centre-Est et le Nord-Est les précipitations seront plus faibles.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 11-2-1987

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-2 à 6 h TU et le 11-2-1987 à 6 h TU

FRANCE	TOURS	11	1	C	LOS ANGELES	20	14	C
ANGERS	10	10	10	10	LUXEMBOURG	6	-1	B
BAYONNE	12	12	12	12	MADRID	9	2	P
BRESCIA	13	13	13	13	MARRAKECH	17	12	P
BRESCIA	11	11	11	11	MEXICO	21	3	B
BREST	9	9	9	9	MILAN	3	2	P
CHEN	10	10	10	10	MONTREAL	6	-24	D
COPENHAGUE	8	8	8	8	MOSCOW	9	-15	P
CLERMONT-FERRAND	10	10	10	10	NAROK	29	17	N
DEUX	9	9	9	9	NEW-YORK	4	-7	D
GENÈVE	7	7	7	7	OSLO	4	-5	P
LIJIE	8	8	8	8	PALM-DE-MAL	14	12	P
LYONS	6	6	6	6	REIN	16	3	C
MASSILLIUM	11	11	11	11	ROCHEFORD	22	21	C
NANCY	8	8	8	8	ROME	13	11	P
NANTES	11	11	11	11	SINGAPOUR	32	24	N
NICE	11	11	11	11	STOCKHOLM	3	-3	C
PARIS-MONTAIGNE	10	10	10	10	SYDNEY	23	21	C
PARIS	10	10	10	10	TOKYO	18	7	D
PERDREAN	12	12	12	12	TUNIS	19	18	N
RENNES	11	11	11	11	VARSOVIE	4	2	P
ST-ETIENNE	9	9	9	9	VENISE	6	5	P
STRASBOURG	9	9	9	9	VIENNE	3	0	B

A B C D N O P T *
averse brume ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الاصل

حكايا من الاحل

« Services »

MÉCÉNAT

Le chanteur Renaud rempaille le Muséum

Dans la pénombre, on se croirait à la gare Saint-Lazare du temps des locomotives à vapeur. L'énorme hall, la verrière crasseuse, tout y est. Soudain, des projecteurs s'allument, des lampes crépitent, des pinces de lumière jaillissent. Et alors apparaissent les « locataires » qui habitent encore la galerie de zoologie du Muséum national d'histoire naturelle de Paris.

Pendant une vingtaine de minutes, un remarquable spectacle son et lumière, « Faune qui peut », met en valeur des girafes, des éléphants, des buffles, des tigres, des rhinocéros, des squelettes de baleines et l'architecture métallique. Curieusement, ces animaux empaillés, ces os en chapelets, ces piliers et ces poutres prennent une extraordinaire poésie et une beauté surprenante.

Inaugurée en 1889, fermée au public en 1965 pour cause de vétusté, la galerie de zoologie va enfin être rénovée, dépolluée, restaurée, transformée en galerie

de l'évolution grâce à l'attribution de crédits se montant à 50 millions de francs (le Monde du 4 octobre). La plupart des animaux qui y étaient exposés ont été transférés dans la zoothèque souterraine inaugurée il y a un an. Seules, sont restées les bêtes trop grandes pour passer par les portes de la zoothèque.

Telle qu'elle est, la galerie de zoologie a séduit le chanteur Renaud. C'est lui le mécène grâce auquel « Faune qui peut » fait connaître au public la superbe et misérable galerie de zoologie. Une initiative généreuse et remarquablement réalisée qui fera d'autant mieux apprécier — en 1989 — la rénovation de ce haut lieu de la science française.

Y. R.
★ Galerie de zoologie, Jardin des plantes, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris 5^e. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 17 h, au moins jusqu'à la fin du mois de mars. Entrée (couplée avec l'exposition « Art de la plume au Brésil ») : 16 F.

ASSURANCES

Le bien d'autrui...

Le dernier dossier du Centre de documentation et d'information de l'assurance est consacré à la sécurité des Français. On y apprend que la France compte chaque année 8 cambriolages pour 100 000 habitants, contre 3 au Japon, mais 18 en Grande-Bretagne, 16 en République fédérale d'Allemagne et 13 aux États-Unis. Si le nombre de cambriolages dans les habitations principales a relativement peu augmenté en 1986 (238 000 au lieu de 236 000 en 1985), les cambriolages de résidences secondaires ont augmenté de 6,5 % par rapport à 1985.

6 500 personnes — surtout des personnes âgées — ont été, en 1986, victimes d'escrocs « à la fausse qualité » (postiers, employés du gaz, voire... policiers). Ces voleurs opèrent en général à deux, l'un détournant l'attention de la victime, l'autre recherchant bijoux et économies. Or la garantie « vol » du contrat « multirisque habitation » excite le plus souvent les escroqueries et abus de confiance et ne prend en compte que les cambriolages effectués avec effraction ou usage de fausses clés.

La plus élémentaire prudence, s'agissant de visiteurs inconnus, commande de téléphoner à l'organisme dont ils dépendent avant d'ouvrir.

En cas de cambriolage, il faut tout d'abord faire une déclaration à la police dès que l'on a eu connaissance du vol (ne pas modifier l'état des lieux avant autorisation de la police et expertise éventuelle).

On doit ensuite adresser à l'assureur, dans les vingt-quatre heures, une lettre recommandée pour l'aviser du vol ainsi que le récépissé de déclaration remis par la police. L'inventaire des objets disparus, avec mention de leur valeur, doit être transmis à la police et un double à l'assureur, ainsi que les devis établissant le coût des réparations en cas de détériorations. Le remboursement sera effectué dans la limite du capital prévu dans le contrat d'assurance, mais un pourcentage de « vétusté » pourra être appliqué suivant la nature et l'ancienneté des objets concernés.

Sports

RUGBY

On ne change pas une équipe qui gagne

Les sélectionneurs de la Fédération française de rugby ont décidé, le 10 février à Bordeaux, de reconduire l'équipe nationale qui a battu le XV gallois le 7 février à Paris pour affronter le 21 février à Twickenham l'équipe d'Angleterre. Seules modifications sur le banc des remplaçants : réapparition de Guy Laporte (ouverture) et d'Alain Carminati (2^e ligne) et première sélection du Lourdaux Louis Armay au poste de pilier.

● **ATHLÉTISME** : sélection française pour les championnats d'Europe en salle. — Le directeur technique national de la Fédération française d'athlétisme (FFA), Alain Piron, a retenu quarante-deux athlètes pour participer les 21 et 22 février aux championnats d'Europe en salle à Liévin. Sur cette liste ne figure pas Stéphane Caristan : le champion d'Europe du 110 mètres haies préfère aller aux États-Unis préparer les championnats du monde d'Indianapolis du 6 au 8 mars. Une polémique sur le financement de ce voyage, évalué de 30 000 à 50 000 F, avait été engagée par l'entraîneur du hurdler, Jacques Pissenta. Alain Piron a précisé que, conformément à la politique actuelle, il avait engagé le champion et son entraîneur à trouver des financements privés (le journal *l'Equipe* prend en charge les billets d'avion et le BNP, employeur de Caristan, une partie des frais) mais qu'il n'aurait rien à déboursier.

● **JEUX OLYMPIQUES** : la COJO d'Albertville. — En dépit d'une démarche des maires de la Tarentaise, Jean-Claude Killy a confirmé, le 10 février, que sa démission du Comité d'organisation des Jeux d'Albertville est « tout à fait irrévocable ». Compte tenu de la diminution des droits de télévision (130 millions de dollars contre 250 prévus) et du taux de change du dollar (8 F au lieu de 8 F), Jean-Claude Killy a estimé que les recettes du COJO diminueraient de 1,2 milliard de francs par rapport aux prévisions budgétaires. Président du Comité provisoire d'organisation, M. Michel Barriot, président du conseil général de Savoie, a précisé : « Le budget des Jeux sera actualisé à la fin de l'année 1987 et l'implantation définitive des sites — motif de la démission de Jean-Claude Killy — sera arrêtée après concertation dans le courant de l'été. »

Médecine

Un rapport alarmant

Le virus du SIDA prolifère dans les prisons françaises

Le virus du SIDA s'est largement répandu en milieu carcéral. Selon une communication présentée le 10 février à l'Académie de médecine par les docteurs Michel Benzezech et Pierre Rajer (du service médico-psychologique des prisons) et par le professeur Jacques Beylot (CHU de Bordeaux), la présence du virus du SIDA dans les maisons d'arrêt des grandes villes françaises est de cinquante à deux cents fois plus élevée que dans la population générale.

En pourcentages calculés à partir d'études faites sur les collectes de sang en milieu carcéral, la prévalence des donneurs séropositifs varie de 1,4 à 7 % selon les prisons. Si

l'on étudie plus spécifiquement la population des toxicomanes incarcérés utilisant des drogues par voie intraveineuse, on constate que plus de 50 % d'entre eux sont séropositifs. A Fresnes, cette proportion est de 61 % et à Bordeaux-Gradiignan de 54 %.

Enfin, une étude épidémiologique faite chez cinq cents détenus admis au centre pénitentiaire de Fresnes révèle que 12,5 % d'entre eux étaient séropositifs. A Bois-d'Arcy, une étude similaire a montré que 18,5 % des entrants étaient séropositifs.

Le même type d'étude a été fait à propos de la présence du virus de l'hépatite B, dont on sait qu'il est

lui aussi, pour les mêmes raisons que le HIV, présent en milieu carcéral. Les résultats sont encore plus frappants puisque, selon l'étude menée à Fresnes, 55 % des cinq cents détenus étaient porteurs d'un marqueur biologique du virus B. Plus de 90 % des détenus toxicomanes sont porteurs de ce même marqueur.

« Ces données chiffrées montrent que le pourcentage de détenus contagieux (hépatite SIDA) est considérable », s'inquiètent les auteurs de la communication. Or, ajoutent-ils, la grande promiscuité physique qui caractérise les prisons françaises facilite les relations homosexuelles, le tatouage et l'échange de seringues entre toxicomanes. C'est pourquoi ces trois médecins réclament d'urgence la prise de mesures d'hygiène strictes afin de prévenir autant que possible la propagation des affections virales.

Actuellement, la fiche technique diffusée à ce propos par la chancellerie, le 5 septembre 1985, ne préconise ni la désinfection des cellules à date régulière, ni le port de gants de protection pour les surveillants et les détenus lorsqu'ils touchent du sang. « Les règles d'hygiène doivent être strictement appliquées, concluent les trois médecins, et s'accompagner d'un travail d'information préventive et de dépistage des détenus à risque, principalement les toxicomanes. Il faut en effet profiter de l'incarcération de ces sujets pour faire passer une information qui serait le plus souvent irréalisable à l'extérieur. »

En outre, ils demandent que les intervenants en contact avec les détenus, et plus particulièrement le personnel soignant, soient vaccinés contre l'hépatite B.

H. T.

FRANCK NOUÏCHÉ

Le Carnet du Monde

Décès

— Le président, Le conseil d'administration de LEICOM.

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Michel BAROIN, administrateur de la société. (Le Monde du 7 février.)

— Les avis publiés dans nos éditions datées mercredi 11 février 1987 relatifs au décès de

M. Michel BAROIN, PDG de la GMF et de la FNAC, M. Jacques CÉLÉRIER, M. Rémy DESIRET, M. Georges GAVARRY, M. Jean-Jacques MARÉCHAL, M. Erik VILLERS, M. Robert WEINSTEIN,

ainsi que celui des obsèques de M. Michel Baroin, qui auront lieu le jeudi 12 février 1987, à 9 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, à Paris-17^e, tiennent lieu de faire-part.

— M^{me} le docteur Nelly Carli, son épouse, M. le docteur Pierre Carli, M^{me} Françoise Carli, ses enfants, M. Marcel Carli, son père, Les familles alliées et amies,

ont la douleur d'annoncer le décès du docteur Guy CARLI,

survenu le 8 février 1987.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 12 février, à 9 h 15, en l'église Notre-Dame-de-la-Sainte-Croix, à Saint-Cloud. Ni fleurs ni couronnes.

40, rue du Mont-Valérien, 92210 Saint-Cloud.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Pierre DAVID, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur général des télécommunications (CR), membre de l'Académie de marine,

survenu le 9 février 1987, au Chesnay, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 février, à 8 h 30, en la chapelle de la Providence, 77, rue des Martyrs, à Paris-18^e.

L'inhumation, précédée d'une bénédiction, aura lieu le même jour, à 17 heures, en la chapelle de Montichary par Dourdan (Hauts-de-Seine).

Union de prières.

De la part de : M^{me} Pierre David, Du docteur Etienne Surin, M. et M^{me} Jean de Saint-Chamas, M. et M^{me} Albert Tassain, M. et M^{me} Jacques David, M. et M^{me} Jean-Pierre David, ses enfants, Ses arrière-petits-enfants, M^{me} Marie-Louise David, sa sœur, Et de toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

77, rue des Martyrs, 75018 Paris.

— M^{me} Georges Dokan, M^{me} Michèle Dokan, M^{me} Julie Reins, M. et M^{me} Jacques Dokan et leurs enfants, Les familles Hadjadj, Bakouché, Mimouni et Blais,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Georges DOKAN,

leur époux, père, grand-père, frère et parent, survenu le 9 février 1987, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 février.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 15 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, quai de Digne-Bouton, 92800 Putaux.

— M. et M^{me} Henri Fromont-Meurice, Leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Suzanne Dronilh,

ont la douleur de faire part du décès de

LE BEL DE PENGUILLY, née Berthe Héda,

survenue dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées à Pengilly (Côte-du-Nord), le 5 février 1987.

3, avenue Perronet, 92200 Neuilly, BP 2183, Libreville (Gabon).

— Ses fils, Stéphane et Philippe, Sa fille, Sophie, Et leur famille, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jacqueline KOUTOUZOV, née Jacqueline Brodeur,

survenue le 8 février 1987.

Selon sa volonté, elle sera inhumée. La cérémonie aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à 15 heures, le vendredi 13 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— L'herbe peut se flétrir, ses racines ne meurent

Et quand c'est le printemps elle revient

Le chagrin, lui seul, tant que ses racines durent

Même sans printemps, de lui-même (revis)

(Ch'en Shan-Min.)

34, rue Mazurine, 75006 Paris.

— Abbéville, M^{me} Pierre Lerebours, son épouse,

Isabelle, Céline, Laurent, ses enfants, M. et M^{me} Pierre Lerebours, ses parents,

M^{me} Roland Delah, sa belle-mère, M. et M^{me} André Provost et leurs enfants,

M. et M^{me} Michel Delah et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Damerval et leurs enfants,

ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

Les familles Desfolles, Debavy, Parmentier, Thielt, Duchausoy, Julien, Meimbert,

Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LEREBOURS,

survenu accidentellement au Cameroun, le 5 février 1987, dans sa quarante-septième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 13 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Vaast d'Abbeville.

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Chapelle.

La bénédiction tiendra lieu de condoléances.

21, rue Léon-Faustat, 60500 Senlis.

12, place du Grand-Marché, 80100 Abbeville.

— M^{me} Samuel Muhrad, son épouse, Catherine Muhrad, Jean-Jacques Greif, César, Emilie et Sacha, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès du docteur Samuel MUHRAD,

survenu le 9 février 1987.

Les obsèques auront lieu le vendredi 13 février, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18-20, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

— M. Marius Villerelle, Le docteur et M^{me} Jules Ariche et leurs enfants, Les familles Bardoux, Freret, Rissier, Et toute la famille,

ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Marius VILLERELLE, née Raymond Dupire,

survenue le 10 février 1987, en son domicile, 20, avenue du Sauvageon, à Brunoy (Essonne), à l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 12 février, en l'église Saint-Médard de Brunoy, où l'on se réunira, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu au cimetière nouveau de Saint-Germain-en-Laye, vers 17 heures.

20, avenue du Sauvageon, 91800 Brunoy, 4 bis, avenue Gambetta, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages reçus lors du décès de leur fils

M. Jean-Marie ROUME,

ses parents et sa famille, très touchés par ces marques de sympathie, remercient chacun.

Communications diverses

— Carole Bernard-Lazare : « Y'a-t-il une spécificité de l'Etat syrien ? », avec O. Mongin, rédacteur en chef d'*Esprit*. Jeudi 12 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, à Paris-3^e.

— Deux projections de courts métrages de 25 minutes *Les Nostalgiques* et *Les Syriens* : *Eglises primitives et les Arabes*, *Fils de Salomon* sont organisées par l'association Film et spiritualité. Elles auront lieu le jeudi 12 février, à 20 h 30, au Musée de l'homme, place du Trocadéro et seront suivies d'un entretien avec Paul-Jacques Callebaut. Renseignements : 45-80-70-33.

Conférences

— M^{me} Lynn Elias, présidente du Centre d'étude sur l'Orient chrétien, donnera une conférence, mercredi 11 février, à 20 h 30, en l'église Notre-Dame d'Aureuil, à Paris-16^e, sur le thème : « Les chrétiens de Liban aujourd'hui. »

Soutenances de thèses

— Université Paris-II, mardi 17 février, à 14 h 30, salle des Conseils, M. Mousaphia-Rémi Abou : « La question du Sud-Soudan. Étude sur les tentatives d'une solution constitutionnelle. »

— Université Paris-VII, lundi 23 février, à 10 h 30, salle 304 C, M. René Ailhaud : « Psychanalyse et cybernétique. »

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 69 F

Abonnés 60 F

Communicat. diverses 72 F

Renseignements : 42-47-95-63

PUBLICATION JUDICIAIRE

USURPATION et UTILISATION

ILLICITE OU FRAUDULEUSE

DES MARQUES

CHANEL, N° 5 ET N° 19

et de la SOCIÉTÉ CHANEL

ET SUBSTITUTION FRAUDULEUSE

DE PRODUITS

Par un jugement en date du 17 novembre 1983 le Tribunal de Grande Instance de Grasse :

« Dit et juge qu'en utilisant sans le consentement de leur titulaire les marques « CHANEL », « N° 5 », « N° 19 », pour offrir en vente et vendre des produits de parfumerie, la Société JEAN DES MAULIÈRES et Monsieur LEUVEKAMP ont commis les pratiques d'usurpation et d'utilisation illicite ou frauduleuse desdites marques au sens des articles 422-2^e du Code Pénal et de substitution frauduleuse de produit au sens de l'article 422-4 du même Code.

Interdit en conséquence tant à Monsieur LEUVEKAMP qu'à la Société JEAN DES MAULIÈRES ou à toute personne physique ou morale qu'elle se substituerait, d'utiliser les marques « CHANEL », « N° 5 » et « N° 19 » sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit.

Condanne solidement les défendeurs à payer à la Société CHANEL la somme de 120 000 FRANCS (cent vingt mille francs) à titre de dommages-intérêts.

Ordonne la publication du présent jugement dans cinq revues ou journaux, français ou étrangers au choix de la société CHANEL et aux frais solidaires des défendeurs sans toutefois que le coût de chaque insertion puisse dépasser la somme de 5 000 francs (5X MILLE FRANCS).

Condanne les défendeurs à payer solidement à la Société CHANEL la somme de 6 000 francs au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Par son arrêt du 14 novembre 1986, la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence : déboute la Société JEAN DES MAULIÈRES de son appel.

Confirme le jugement déferé.

Condanne en outre la Société JEAN DES MAULIÈRES à verser à la Société CHANEL une indemnité de 5 000 francs (CINQ MILLE FRANCS).

Lettres

Communication

Un rapport présenté au ministre de l'industrie

M. Jean-Philippe Lecat défend l'avenir de l'imprimerie française

M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre de la culture et de la communication de 1978 à 1981, vient de publier un livre blanc sur la situation de l'imprimerie en France. Ce document, intitulé *Pour une prospective réaliste de*

l'imprimerie française, a bénéficié de nombreuses consultations avec l'ensemble de la profession. Il est présenté le 11 février en présence de M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie. M. Jean-Philippe Lecat, qui fut

ministre en 1975 d'une expertise sur l'imprimerie qui servit alors au ministre de l'Industrie pour mettre en place son « Plan Imprimerie » (le Monde du 23 avril 1975), commente ici son dernier rapport.

« La tonalité de ce livre blanc est plus positive que le rapport que vous avez rendu en 1975, qui décrivait un avenir sombre pour l'imprimerie française. Pourquoi cette différence ?

— Le rapport que j'avais établi il y a douze ans constatait les difficultés de l'industrie lourde. Compte tenu de ces problèmes, j'avais diagnostiqué un réajustement difficile. Cela s'est trouvé malheureusement vérifié par les mutations d'emplois et les conflits dans diverses industries — particulièrement parisiennes — qui font encore l'actualité. Mais en 1987, l'imprimerie française, c'est aussi, en dehors de la presse et de l'édition, dix mille entreprises dont 80 % ont moins de dix salariés, qui impriment 2 millions de tonnes de papier, soit 30 % de plus qu'il y a cinq ans. Cette croissance ne signifie pas problèmes et absence de performances : les « imprimeries de ville », par exemple, qui fabriquent cartes de visites, tracts, journaux locaux, sont florissantes.

— Comment voyez-vous l'avenir du secteur ?

— Je fais le pari d'une permanence de l'écrit en France, contrairement aux prévisions pessimistes du Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques (BIPE). L'écrit, l'écrit, vis-à-vis de l'audiovisuel, c'est sa durée et sa possibilité de « ciblage ». En douze ans, les outils de l'imprimerie ont acquis une grande souplesse, grâce à l'informatique. On croit que l'audiovisuel est souple et l'écrit lent : c'est vrai, quand on compare un spot radio et une page couleur de magazine, c'est faux quand on prend en compte la cible que touche l'imprimé. Un spot touche plusieurs millions de gens, un mailing ou une publicité dans la presse écrite atteint une cible plus fine. Sa rentabilité est donc plus sûre. Les campagnes publicitaires seront multimedias. L'affiche, le mailing, sont des secteurs d'expansion pour l'imprimerie. En outre, la tendance est globalement favorable : bien que situés au dixième rang de la consommation mondiale par habitant de papier imprimé — journaux, tracts, affiches, emballages, etc. — la France enregistre une hausse sensible, puisqu'en 1980 la France « consommait » 38,1 kg de papier imprimé par an et 43,1 kg en 1985.

— Il existe cependant des zones d'ombre ?

— L'imprimerie de gestion (déclarations d'impôt, de documents administratifs, etc.), connaît une croissance modérée ; l'impression de motivation (travaux postérieurs) va jouer un rôle important. En revanche, l'impression de périodiques reste un secteur sensible. Les créations de titres, notamment en presse féminine et en journaux gratuits, sont insuffisantes. C'est dû à des problèmes entre éditeurs et

imprimeurs, et cela explique que des éditeurs étrangers — allemands notamment — créent des titres en France. Il y a aussi le problème du livre : l'édition française fait encore trop appel à des imprimeurs étrangers, surtout pour les encyclopédies, les manuels scolaires, les livres de jeunesse.

— Comment répondre à cela ?

— A mon sens, il y a matière à un véritable challenge pour l'imprimerie française à l'horizon 1990. L'imprimerie est une industrie puissante, moderne mais exposée, notamment du fait de la fragilité de son financement. Il faut que l'imprimeur redevienne maître du jeu, qu'il puisse informer ses clients — éditeurs, publicitaires, etc. — des conditions de rentabilité de son entreprise. Il n'y a pas de raison que la plus-value apportée au produit imprimé, de plus en plus raffiné et spécialisé, soit uniquement absorbée par d'autres et que son rôle soit confiné à « passer des feuilles » dans ses machines.

« Il faudrait aussi normaliser la concurrence intérieure. Les imprimeries intégrées aux groupes de presse bénéficient de l'article 39 bis et de la taxe professionnelle. Il faut que les autres imprimeurs aient aussi la possibilité de financer leurs investissements. En outre, il y a un effort à faire côté capitaux. La France exporte 100 000 tonnes de papier imprimé (guides de l'Airbus, par exemple) mais en importe 200 000 tonnes. Ce handicap devrait être résolu par la formation de comités. Il faut aussi « rapatrier » les travaux imprimés à l'étranger, mais cela dépend d'une politique globale du livre et de la lecture en France.

Enfin, reste le problème du surcoût du papier en France et celui de la filière bois-papier. Tout cela fait qu'imprimeurs et papeteries doivent dialoguer au niveau européen. Quant à l'équipement en machines, il faudrait mener une information sur les constructeurs (qui sont suisses, allemands ou italiens), ce qui permettrait de rattraper le retard à l'innovation technologique ressenti en France. C'est là un rôle pour la Fédération française de l'imprimerie et des arts graphiques (FFIG). Je propose également de lancer à Paris un marché permanent du produit imprimé.

Propos recueillis par YVES-MARIE LABÉ

Le forum des nouvelles images à Monte-Carlo

Quand la création s'empare de la technique

MONTE-CARLO de notre envoyé spécial

Vous avez dit images « nouvelles » ? Pourtant, les images de synthèse, qui ont définitivement pris leur place à Monte-Carlo devant les participants du sixième forum Images 87, organisé par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), dans le cadre du Festival international de télévision, nous sont déjà familières. Géométriques, spots publicitaires, dessins animés, effets spéciaux des grands films de science-fiction : on ne compte plus les images « artificielles », qui peuplent nos écrans, petits et grands. Mais Images 87, marque une nouvelle étape.

Les membres de l'audiovisuel, venus de tous les continents, des États-Unis, du Japon et de toute l'Europe à leur rendez-vous mondain annuel, ont tous constaté que la synthèse d'images est arrivée à maturité. Technique réservée il y a quelques années aux militaires et aux industriels, elle est devenue aujourd'hui le joujou des cinéastes, des créateurs, des artistes, pour la fabrication d'images spectaculaires inimaginables, des images de rêve. La nouveauté du forum, cette année, a été la rencontre, pour ne pas dire la confrontation entre créateurs et ingénieurs, entre artistes et techniciens.

La simulation du réel avance à grande vitesse. Trois exemples en ont été donnés à Monte-Carlo : M. Alain Formier, un Français enseignant à l'université de Toronto, a réalisé le rêve de tous ses confrères, une synthèse de vagues particulièrement réalistes : la mer dans tous ses états. M. Jean Frappon, professeur d'informatique à Strasbourg, s'est attaqué, pour sa part, à la croissance des

plantes sur ordinateur. Avec un seul logiciel, de son cru, il parvient à reproduire avec une fidélité exceptionnelle les images de synthèse de son développement. Et M. Jerry Cohen, chercheur américain des Bell Laboratories, a présenté une méthode permettant de montrer, de façon très réaliste, des objets en tissu grâce à l'image de synthèse.

Pourquoi dépenser des sommes astronomiques pour copier la nature ? Pourquoi s'interroger le projet. Les images de synthèse, en trois dimensions (3 D), contiennent mille fois plus d'informations que les images de synthèse en deux dimensions (2 D). Sans compter ce que représente, parfois, en temps et en hommes, les recherches faites en ce domaine. Ainsi le vol d'une chouette de synthèse réalisée pour le générique du film *Labyrinth* a demandé à son créateur, Bill Kroyer, et à son équipe autant d'hommes-heures de travail que l'exécution des fresques de la chapelle Sixtine par Michel-Ange !

En fait, ces recherches sont une étape nécessaire dans un processus de création autrement ambitieux, a fait remarquer M. Pascal Bap, directeur du département production de Thomson Digital Images (TDI). « Il existe, dit-il, un décalage fâcheux entre la technique — qui progresse très rapidement (les ordinateurs triplent en puissance tous les dix-huit mois) — et la création artistique, qui a besoin de temps pour digérer les acquis technologiques. D'un « vocabulaire chiffré et balbutiant », les images de synthèse sont devenues, estime encore M. Bap, « un nouveau langage, avec lequel les créateurs ont maintenant envie de raconter des histoires ».

L'intelligence artificielle

Pour M. Philippe Quéau, directeur de la recherche prospective à l'INA, l'image de synthèse « n'est pas seulement un outil industriel et scientifique. C'est aussi un véritable champ d'expression artistique et audiovisuel. Grâce au mariage de l'intelligence artificielle et de l'image de synthèse, l'artiste est en possession à la fois d'un nouveau processus et d'une nouvelle technique ».

La fiction narrative et les sentiments humains commencent, en effet, à faire leur apparition dans des séquences réalistes, tel ce film ayant gagné le premier prix des concours PIXEL, catégorie animation, *L'été Junior*, conçu par John Lascour. Il raconte les débuts de deux lampes de bureau, père et fils, avec une belle, la création artistique, va, de son côté, beaucoup plus loin. Dans un premier temps, l'artiste considère l'ordinateur comme un simple outil, un pinceson électronique. Ensuite, il peut être tenté de faire participer à son œuvre de création l'intelligence artificielle qui lui offre l'ordinateur.

Le peintre britannique Harold Cohen, par exemple, qui a fondé l'intelligence artificielle à l'université Stanford aux États-Unis, a conçu un programme informatique, AARON, générant des dessins originaux par ordinateur. Est-ce encore de la création artistique ? L'ordinateur est plus qu'un outil, répond Cohen, car il produit une œuvre autonome à partir des données que lui fournit l'artiste. Mais celui-ci reste présent en tant que concepteur de l'image. L'artiste joue, en somme, le rôle de démiurge.

Débat passionnant entre artistes et informaticiens, rendu possible, souligne M. Quéau, parce que l'image est à ce jour « l'une des seules manifestations mondiales permettant la rencontre concrète et productive des artistes et des ingénieurs dans le domaine de la synthèse d'images ».

La France est bien située, du reste, dans la concurrence internationale de l'audiovisuel, et l'Europe occupe la seconde place sur le marché mondial avec 25 %, après les États-Unis (65 %) et avant le Japon (10 %). La France joue aussi un rôle dans la Communauté européenne puisque le projet de la CEE, baptisé MEDIA (Mesures pour encourager les développements de l'industrie audiovisuelle), a choisi le forum Images pour son premier atelier de travail, le 6 février : des experts des Douze y étaient réunis. Avec un budget de 1 million d'ECU (6,5 millions de francs), MEDIA a décidé de faire de la production d'images de synthèse l'une des cinq priorités, et a marqué sa volonté d'adapter le plan Image français au niveau européen.

ALAIN WOODROW.

La SET-Presse alliée à M. Jimmy Goldsmith

La Société pour l'étude de la télévision par la presse (SET-Press) participe au tour de table de M. Jimmy Goldsmith, PDG de la Générale Occidentale et du groupe L'Express, pour la reprise de la « 5 ». Selon un accord signé le 10 février, la SET-Press, qui regroupe une centaine de titres et est présidée par M. Bernard Porte (Bayard-Press) participe à hauteur de 10 % au capital de ce tour de table.

La SET-Press maintient cependant son accord avec le groupe Hachette, candidat à la reprise de TF1. Cet accord stipule que les éditeurs de presse écrite disposeraient de 33 % du capital de la régie publique de la première chaîne. « Notre candidature sur deux chaînes marque notre volonté de participer à une télévision », souligne-on à la SET-Press, qui précise cependant que « TF1 reste le dossier prioritaire ».

« Attention contre une radio arabophone. — Un incendie criminel a été maîtrisé, samedi 7 février, devant le local de Radio-Monde arabe, boulevard Saint-Michel à Paris. De légers dégâts matériels ont été constatés dans l'immeuble, où séjournent plusieurs autres associations musulmanes. Station privée parisienne illégale, émettant depuis octobre 1986, RMA n'a rien à voir avec l'Institut du monde arabe et affirme ne recevoir de subventions d'aucun régime arabe. Animée par des Maghrébins, elle bénéficie en revanche de soutiens privés de même origine, notamment de commerçants. Son matériel, racheté à Radio-Terramonde (le Monde du 6 janvier), aura station privée arabophone non autorisée, n'est pas encore complètement payé. D'autre part, un vol par affraction portant sur du matériel pour un montant estimé à 80 000 F a été commis récemment au siège de Radio-Bour, station privée parisienne autorisée, s'adressant aussi aux Maghrébins.

Les candidatures à TV 6

Le projet Canal Plus Junior

Canal Plus Junior, le projet de chaîne cryptée payante destinée aux enfants et dont Canal Plus a annoncé, mardi 10 février, la candidature à TV 6, est apparu comme insolite. Quelles sont ses chances alors que l'appel d'offres lancé par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) précisait qu'il devait s'agir d'une télévision à vocation nationale diffusée en clair ? « Aucune raison légale ne permet d'écarter mon projet de la compétition », rétorque tranquillement M. André Rousselet, PDG de Canal Plus.

Canal Plus Junior, dont le président-directeur général sera M. Yves Beccaria, directeur général de Bayard-Press, et le vice-président, directeur général M. Christian Brégon, directeur de CEP-Communication, a été préparé de longue date et annoncé dès l'automne dernier (le Monde du 19 septembre). Et dans la course à TV 6, selon M. Rousselet, répond à un certain nombre de réalités. « Cinq chaînes généralistes ne pourront jamais vivre en France du seul financement publicitaire. » Mieux vaut donc « anticiper sur cette fatalité » en prévoyant d'autres modes de financement grâce à des télévisions thématiques payantes qui, de surcroît, trouveront « forcément leur place sur la chaîne et la satellite » dans la décennie à venir.

Canal Plus Junior est une préfiguration, mais elle correspond aussi, selon M. Rousselet, à un besoin très proche : « Peu porteurs de budgets publicitaires », les émissions enfantines — « plusieurs études le révèlent » — disparaissent peu à peu du programme des chaînes généralistes. Leurs créateurs

de diffusion ne correspondent pas à des heures de grande écoute, et la cible des moins de treize ans n'intéresse guère les annonceurs. Canal Plus Junior, qui se financera par ses abonnements, pourrait donc jouer un rôle de « refuge » pour les émissions enfantines.

Telle qu'elle est conçue, cette chaîne cryptée présente également, selon le PDG de Canal Plus, l'avantage de servir de complément aux autres programmes de TV 6. Canal Plus Junior se propose de ne diffuser, en effet, que quelques heures par jour (de 7 h 30 à 8 h 30, de 11 h 30 à 12 h 30 et de 16 h 30 à 19 h). Au menu : des séquences éducatives (« d'éveil ») et culturelles, des fictions, des bandes dessinées, des œuvres d'animation, des jeux... Coût de l'abonnement : 80 à 90 francs par mois, un rabais étant accordé aux clients de Canal Plus.

Le tour de table de Canal Plus Junior est constitué de quatre actionnaires principaux, détenant chacun 15 % du capital : Canal Plus, Bayard-Press, Larousse-Nathan et IDDH, société de production de dessins animés dirigée par M. Bruno Huchez. M. Rousselet annonce aussi la participation à titre personnel de M. Jean Chalopin, champion du dessin animé avec sa société DIC-France tout de même présente à hauteur de 2 %. Les partenaires restant sont les suivants : deux fabricants de jouets (premières marques françaises), SMOBY (5 %) et Majorette (2,5 %), la CGE (4 %), la SODETE (2 %), ainsi que trois banques, la Worms (10 %), la Barclay's (10 %) et la BANEXI, filiale de la BNP (4,5 %).

ANITA RIND.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

CONTREFAÇON DE LA MARQUE N° 5 DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

LIQUIDATION DE L'ASTREINTE A LA SUITE DU JUGEMENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS DU 21 MAI 1982 ET L'ARRÊT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS DU 6 JUIN 1983.

Par son jugement en date du 2 octobre 1986, LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS condamne :

La Société PARFUMERIE FRAGONARD, à titre de liquidation provisoire de l'astreinte ordonnée par jugement du 21 mai 1982, à payer à la Société CHANEL une somme de 486 800 F (QUATRE CENT SOIXANTE-SIX MILLE HUIT CENTS FRANCS) en deniers ou quittances ledites astreintes correspondant à 2 334 infractions constatées constituant chacune un acte de contrefaçon de la marque N° 5 dont la Société CHANEL est titulaire.

La condamne en outre à payer à la Société CHANEL la somme de 6 000 F (SIX MILLE FRANCS) au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Autorise la Société CHANEL à faire publier le dispositif du jugement dans tous journaux ou périodiques de son choix aux frais de la défenderesse...

Ordonne l'exécution provisoire pour le paiement de la somme de 486 800 F (QUATRE CENT SOIXANTE-SIX MILLE HUIT CENTS FRANCS)...

Condamne la Société PARFUMERIE FRAGONARD aux dépens y compris les frais taxés de la précédente expertise...

UTILISATION ILLICITE

DES MARQUES PACO RABANNE ET R au nom de la SOCIÉTÉ PACO RABANNE PARFUMS et CHANEL, N° 5 ET N° 19 pour MONSIEUR CHANEL au nom de la SOCIÉTÉ CHANEL

Considérant que la pratique qui consiste, pour un commerçant, à utiliser un tableau de concordance rapprochant chaque produit qu'il met en vente d'un produit diffusé sous une marque de grande notoriété auquel il est censé s'identifier, constitue l'usage illicite de marque prévu à l'article 422 paragraphe 2 du Code pénal.

Par son arrêt du 14 octobre 1986 la Cour d'Appel de VERSAILLES :

Confirme la décision déferée en ce qu'elle a constaté l'utilisation illicite des marques « CHANEL », « N° 5 », « N° 19 », « POUR MONSIEUR CHANEL », « PACO RABANNE », et « R », marques déposées à l'INPI et en ce qu'elle a condamné la Société PASCAL DIFFUSION, Christian BRETON et Marie-Paule NAMECHE à indemniser le préjudice subi du fait de l'utilisation de tableaux de concordance par cette dernière.

Condamne « in solidum » la Société PASCAL DIFFUSION, Christian BRETON et Marie-Paule NAMECHE à payer à la Société CHANEL la somme de 60 000 F (soixante mille francs) à titre de dommages et intérêts et à la Société PACO RABANNE la somme de 20 000 F (vingt mille francs) au même titre ;

Ordonne la publication du présent arrêt dans trois journaux ou revues françaises ou étrangères au choix des Sociétés CHANEL et PACO RABANNE sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 10 000 F (dix mille francs) ;

Confirme la décision déferée en ce qui concerne l'interdiction d'utiliser les marques susvisées.

Lettres

Giorgio Manganelli primé au Festival du livre de Nantes

Le deuxième Festival du livre de Nantes, qui s'est tenu du 6 au 8 février, avait pour thème, cette année, « Les littératures scandinaves ». A cette occasion, avaient été rassemblés un ensemble aussi complet que possible d'ouvrages traduits du suédois, du norvégien, du danois, de l'islandais et même du finnois, ainsi que des expositions (le Kalevala, Karen Blixen, des photos d'écrivains). Des débats eurent lieu avec le Danois Peter Seeberg (dont Actes Sud vient de publier *Minimim vital*), des Suédois Stig Larsson (les *Autistes* aux Presses de la Renaissance) et Per Olov Enquist (*Strindberg, une vie, chez Flammarion*), du Finlandais Veijo Meri (*L'été du déserteur*, Actes Sud), de la Norvégienne Hanne Hovind, qui vient de se voir décerner le Prix nordique 1987 et dont un roman, *La Maison à la veranda de verre aveugle*, paraîtra en 1987 chez Actes Sud. Un fascicule intitulé *Littératures scandinaves*, très illustré, a été édité avec des articles de Régis Boyer, Tony Cartano, Philippe Bouquet, etc. (Diffusion Arcane 17, 50 F).

Le projet d'une Maison des écrivains destinée à accueillir des auteurs étrangers et des traducteurs à Saint-Nazaire, dû en grande partie à l'initiative de Christian Bourthemy, qui dirige les éditions Arcane 17, est à l'étude ; Saint-Nazaire est un lieu d'échange privilégié, puisque le Cubain Alejo Carpentier est d'origine nazairienne et que Vladimir Markovski a séjourné à deux reprises dans la ville.

Enfin, le Prix de Littérature traduite, qui attire l'attention sur un ouvrage de littérature étrangère contemporaine paru en français l'année précédente et récompense à la fois l'auteur et le traducteur, est allé à l'Italien Giorgio Manganelli pour *Aux Dieux ultérieurs*, traduit par Philippe Di Méo (Ed. W) et *Amour*, traduit par Jean-Baptiste Pons (Denon). Le prix a été remis par Ugo Claus et Alain Van Crugten, lauréats de l'année dernière pour le *Chagrin des Belges* (Julliard).

Regrettons seulement, tant pour le plaisir de l'œil que pour la facilité d'accès pour les visiteurs, que la belle ville de Nantes ait choisi, pour les livres, un parc des expositions sinistre, bruyant et excentré. N'existe-t-il pas, en ville, un espace plus riant et plus adapté ?

M. Z.

هذا من الاصل

Economie

Le budget de M. Madelin en question Désindustrialisation et moins d'Etat

Première conférence de presse, le mardi 10 février, de M. Jacques Maisonrouge, ancien président d'IBM International, devenu, par la grâce de M. Alain Madelin, directeur général de l'industrie, à l'heure où, pour la première fois, le soldat commercial de l'industrie française est devenu négatif en 1986, on pouvait s'attendre à un discours volontariste et à une annonce de mesures appropriées pour remédier à cette « désindustrialisation » du pays que le premier ministre a jugé lui-même « grave ». (1) Il n'en a rien été.

M. Maisonrouge a présenté une réforme de ses services, imaginée par M. Madelin, qui l'a entièrement mobilisé depuis son arrivée. Il y a plus de quatre mois, réforme dont personne ne comprend vraiment ni l'urgence ni la nécessité ni le philosophe, ni le pourquoi, ni l'impact sur le point qu'il n'a pas eu encore le temps d'examiner les dossiers. Par ailleurs, M. Maisonrouge a rappelé ce que M. Madelin professe : le ministère de l'Industrie doit devenir le « ministère de la compétitivité », il ne faut plus aider les entreprises une à une mais prendre des mesures « de portée générale ». Son discours était émaillé de fortes phrases : « Il faut que la France fasse mieux », ou encore : « Il faut que les entreprises s'entendent de leurs compétences », mais sur le fond rien de concret, si ce n'est l'annonce de ces études et rapports que M. Madelin commande à foison.

En fait, M. Maisonrouge peut-il faire autre chose que discourir ? Telle est bien la question de fond. Concevoir, comme M. Madelin, un ministère de

l'industrie qui ne s'occupe que des entreprises « en général », abandonner toute politique sectorielle ou toute action qui s'appuie par exemple sur les groupes nationalisés, c'est... se placer sur un terrain où seul le ministre des finances peut décider. Dès lors M. Madelin, qui, en outre, a volontairement réduit ses crédits propres, devient impuissant. Et les grands industriels l'ont fort bien compris dès avant l'été, qui s'adressent directement à M. Balladur.

M. Maisonrouge l'a-t-il saisi ? En tout cas, le seul point important de sa conférence de presse a été de dire qu'il réclamait pour 1988 un budget... en hausse. Sans doute s'est-il demandé surtout des augmentations pour les actions de formation, mais l'aveu était lâché : c'est bel et bien un « accroissement global » que M. Maisonrouge juge nécessaire. On ne peut avoir de politiques sans moyens, conclusion de l'industriel d'IBM, qui entre en contradiction sur ce point, comme semble-t-il sur d'autres, avec le « moins d'Etat » défendu par son ministre.

Ce différend n'est pas mineur. Le gouvernement a redécouvert récemment le vertu du dialogue social et l'importance de la recherche, deux thèmes mis en avant alors que les crédits avaient été saisis en 1986. Pour lutter contre la « grave désindustrialisation » du pays, le gouvernement comprendra-t-il bientôt que le discours sur la « compétitivité » n'a pas suffi ?

ERIC LE BOUCHER.

(1) Au « Club de la Presse » sur Europe 1 le 8 février.

Le Printemps a pris 14,6 % du capital de la Redoute

Deux communiqués simultanés de la Redoute et du Printemps apportent l'explication des importants échanges de titres observés à la Bourse sur la première société française de vente par correspondance. Des rumeurs d'offre publique d'achat étaient justifiées : près de la moitié du capital avait « tourné » depuis deux mois, avec une très forte hausse des cours, et une recrudescence des offres. A la Redoute, on faisait observer que la famille Péllet, fondatrice de l'entreprise, la Société générale et la Banque Worms détenaient ensemble plus de 40 % du capital et plus de 60 % des droits de vote.

En fait, c'est le Printemps qui, avec l'accord de la Redoute, menait une opération de consolidation du capital, soumise au début à l'attache de plusieurs raiders. Sa participation, dit le communiqué de la Redoute, « vient de franchir le seuil de 10 % [elle atteint en fait 14,6 %] et concrétise ainsi l'alliance entre deux des principaux groupes français de distribution, leaders sur leur marché respectif et complémentaires dans leurs activités ».

M. Jean-Jacques Delort, président de la Redoute, a déclaré que les 16 milliards de francs de chiffre d'affaires (12 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidés). Les conversations techniques sur les possibilités de synergie des deux groupes entreprises depuis plusieurs années, devaient se développer.

Renault modernise son système de formation

Renault veut modifier sa stratégie de formation, d'une part en intégrant davantage à l'amélioration de la productivité et de la qualité par la mise en œuvre de nouveaux équipements et par une nouvelle organisation du travail, d'autre part en s'associant davantage à des partenaires extérieurs, notamment l'AFPA et l'éducation nationale, plutôt qu'en agissant seul, a annoncé, le mardi 10 février, M. Michel Praderie, directeur du personnel et des affaires sociales du groupe Renault. En particulier, une convention sera signée le 19 mars pour la création d'un « Centre de ressources techniques avancées » (CERTA) avec l'éducation nationale et la région Ile-de-France. Enfin, la Régie veut mener une réflexion générale sur l'évolution des « métiers » traditionnels (comme l'électro-mécanique ou l'ajustage).

« travaux pratiques prolongés », d'une ou deux semaines, avant un séjour dans les ateliers de production, des salariés de Renault et des « publics prioritaires » de formation à la demande de la région. La Régie formera aussi des professeurs aux techniques de base du centre.

Avec l'éducation nationale, la Régie a déjà dans le cadre de la formation en alternance accueilli cinq mille élèves des lycées ou des lycées professionnels pour des stages d'une semaine à trois mois, et reçoit des groupes de bacheliers ou des titulaires du BTS pour une formation professionnelle post-diplôme. Enfin elle coopère avec l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET), qui accueille des cadres de Renault, et envoie douze agrégés au centre d'études et de recherches de Renault : la Régie et l'ENSET mettent au point ensemble pour 1988 un « système expert » informatique pour la détection de pannes dans les installations automatisées.

Maritime), réorganisé en équipes autonomes responsables d'un produit.

D'autre part, Renault va mettre plus de soin dans l'embauche des jeunes. Les cadres ou techniciens supérieurs débutants recrutés par la Régie vont occuper deux emplois successifs dans deux services différents pendant un an ou deux ans avant de rejoindre leur poste « définitif ». Ils bénéficieront parallèlement d'un crédit de formation de trois cents heures pour combler leurs lacunes ou faciliter leur mobilité.

Cette politique vise à répondre aux aspirations des jeunes salariés de la Régie, qui, « sensibles à la fois aux contraintes économiques pesant sur l'entreprise et aux dysfonctionnements de son organisation », selon une enquête interne, accepteraient de « s'engager » plus si l'organisation était plus claire, leurs compétences mieux reconnues, et les possibilités d'expression plus larges.

Mais, de façon générale, la Régie, pour améliorer la qualité de ses véhicules et l'efficacité même de son organisation industrielle, doit, selon M. Praderie, opérer une « reprofondissement », substituer à l'organisation des années 60 et 70, fondée sur « une main-d'œuvre non qualifiée, très encadrée par une hiérarchie dont on exigeait surtout des capacités de commandement », un système laissant plus d'autonomie et exigeant davantage de responsabilité : « Les entreprises les plus efficaces sont celles qui ont l'utilisation de la main-d'œuvre, la structure de commandement et l'organisation du travail les plus « progressistes », a déclaré M. Praderie.

GUY HERZLICH.

La Caisse des dépôts et consignations et le financement des collectivités locales

« Il s'agit, en 1987, de passer du prêt-à-porter au sur mesure », c'est-à-dire du rôle de « prêteur traditionnel » qui gère de simples emprunts, à celui de « banquier des affaires locales », proposent « la réponse la mieux adaptée aux besoins de ses clients », M. Pierre Richard, directeur général adjoint à la Caisse des dépôts et consignations, a ainsi déclaré, le lundi 9 février, la nouvelle panoplie de services financiers proposés aux collectivités territoriales, en matière de prêts, de gestion de leur dette et d'aide aux grands projets locaux.

Les besoins des collectivités en matière de gestion financière se diversifient et nécessitent, selon M. Richard, la mise en place par la Caisse des dépôts de « produits sophistiqués actuellement proposés par les marchés financiers aux entreprises » leur permettant, par exemple, de « gérer activement » leur dette, c'est-à-dire de pouvoir rééchelonner leurs remboursements en fonction du calendrier de leurs recettes.

La mise en service de ces nouveaux outils financiers est d'autant plus justifiée que, selon les prévisions de la Caisse pour l'année 1987, les collectivités locales devront avoir davantage recours à l'emprunt qu'en 1986, en dépit d'une stabilisation de leurs dépenses d'équipement (de l'ordre de 108 milliards de francs). Néanmoins, la Caisse proposera, comme l'an dernier, des prêts d'un montant de 52 milliards de francs, financés surtout, en raison de l'évolution défavorable de la collecte sur le livre A des caisses d'épargne, par un appel accru aux ressources obligataires de l'AFECI (Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales).

Automobiles : baisse des ventes de 5,3 % en janvier

Après une fin d'année euphorique, les ventes ont baissé de 5,3 % en janvier par rapport au même mois de l'année précédente. Une déprime qui serait due, selon la chambre syndicale des constructeurs automobiles (CSCA), aux perturbations dans les approvisionnements et les livraisons causées par les grèves à la SNCF et les intempéries climatiques qui les ont suivies. En outre, si l'on tient compte de la baisse d'une part du nombre de jours ouvrables (21 contre 22), la baisse n'est plus que de 0,8 %.

Quoi qu'il en soit, les chiffres de janvier montrent que les immatriculations étrangères ont plus reculé (-10 %) que les françaises, si bien que le taux de pénétration de l'étranger est légèrement moins élevé que pour l'ensemble de l'année 1986 (36,1 % contre 36,4 %).

Parmi les éléments notables, on peut remarquer la forte reprise de Citroën (+20 %), ce qui lui permet d'occuper 15,3 % du marché. A l'inverse, Automobiles Peugeot a régressé de 20,7 % et sa part s'inscrit à 17,7 % du marché. Renault, avec une progression de 1,6 %, affiche une part de marché de 30,9 %.

Grève des hôtesses et stewards d'Air Inter. Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), qui regroupe 70 % des hôtesses de bord et des stewards des compagnies aériennes françaises, a décidé d'appeler ses adhérents d'Air Inter à un arrêt de travail de vingt-quatre heures jeudi 12 février. Cette action fait suite à l'échec des négociations, qui portaient sur le mode de calcul d'une prime au titre des ventes effectuées en vol et sur l'introduction d'un nouveau type de service à bord sur certains vols (boissons chaudes offertes aux passagers de la matin).

Les employeurs devront informer l'administration de tous les licenciements économiques

Le coût d'un oubli

Une disposition anodine, prévue dans la loi du 30 décembre 1986 pour fixer les nouvelles règles en matière de licenciements économiques, va avoir des conséquences financières imprévues. De l'ordre de 3 millions de francs au bas mot.

A l'origine de cette affaire, il y a la nécessité, pour les pouvoirs publics, de disposer des moyens indispensables à la connaissance de l'évolution du nombre de licenciements économiques, ne serait-ce que pour établir des statistiques fiables.

Au temps de l'autorisation administrative de licenciement, la collecte des données allait de soi. La demande des employeurs, en cas de licenciements collectifs, entraînait la collecte des informations. Puis vint la loi du 3 juillet, applicable à titre transitoire pendant six mois. Pendant cette période, la fin du contrôle administratif pour les licenciements de moins de dix salariés avait eu pour effet secondaire de priver les pouvoirs publics d'indicateurs précis, les employeurs n'ayant plus à informer l'administration de leur décision (le Monde du 12 juillet). Bien vite, cela apparut comme une difficulté. Un gouvernement pouvait-il se résoudre à ne pas vérifier l'usage d'une mesure, libérale mais par ailleurs contestée ? Comment pourrait-on détecter les abus sans information réelle ?

La première parade trouvée par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, avait alors consisté en la mise en œuvre d'une enquête par sondage, onéreuse, lente et non exhaustive. Il fallait donc trouver autre chose, et

c'est ainsi que l'on en vint, avec la loi du 30 décembre, à l'obligation faite à l'employeur d'informer l'administration, à défaut d'avoir obtenu son aval. Une indication en ce sens fut introduite dans le texte, applicable également pour les licenciements de moins de dix salariés.

Cette régularisation ne va cependant pas sans provoquer, à son tour, de nouveaux ennuis. Pendant six mois, les employeurs ont vite appris à se défaire d'une contrainte et ne la retrouveront pas aisément. Il convient donc de leur faire savoir quels sont leurs devoirs. Mais comment y parvenir ?

Selon les techniciens, il n'y aurait qu'un moyen : avertir individuellement chacune des entreprises françaises, au nombre de 1,5 million. Les fichiers existant qui le permettraient, à commencer par celui de l'UNEDIC, qui comprend toutes les entreprises assujetties à la cotisation pour l'assurance-chômage, c'est-à-dire celles des secteurs marchands non agricoles. A toutes, il conviendrait d'adresser une lettre, le coût s'élevant approximativement à 3 millions de francs pour les seuls frais d'expédition, le papier et les enveloppes.

« Nous n'en serions pas là si la règle de l'information avait été maintenue dès la loi du 3 juillet », notent les techniciens. La réforme des procédures de licenciement se découvre un prix politique et social à payer, observent-ils encore. Un oubli qui coûte cher.

A. L.

CONJONCTURE

Les Etats-Unis toujours en tête pour le niveau de vie dans les pays industriels Palmarès des pouvoirs d'achat (en dollars)

	1985				1986			
	rang	réel (1)	rang	nominal (2)	rang	réel (1)	rang	nominal (2)
Etats-Unis	1	16 494	1	16 494	1	17 200	1	17 200
Canada	2	14 959	3	13 635	2	15 700	8	14 100
Norvège	3	14 098	2	13 960	3	15 100	2	16 500
Luxembourg	4	13 636	9	9 745	4	14 300	9	13 900
Suède	5	12 586	4	12 006	5	13 200	4	15 800
Danemark	6	12 322	5	11 312	6	13 000	4	15 800
RFA	7	12 158	8	10 243	7	12 900	6	14 700
Japon	8	11 666	7	10 947	8	12 200	3	16 200
Finlande	9	11 421	6	11 024	9	11 900	7	14 400
France	10	11 333	10	9 251	10	11 800	10	12 800
Pays-Bas	11	11 332	12	8 628	11	11 800	12	11 900
Royaume-Uni	12	10 882	14	7 943	12	11 400	14	9 600
Belgique	13	10 718	13	8 022	13	11 300	13	11 300
Autriche	14	10 610	11	8 743	14	11 200	11	12 500
Italie	15	9 445	15	6 278	15	9 900	15	8 800
Espagne	16	7 629	17	4 255	16	8 000	17	5 900
Irlande	17	7 062	16	5 123	17	7 300	16	7 000
Grèce	18	5 914	18	3 294	18	6 100	18	3 900
Portugal	19	5 212	19	2 032	19	5 500	19	2 800

Produit intérieur brut par habitant : (1) Compte tenu des pouvoirs d'achat réels ; (2) Compte tenu des taux de change.

PREFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE Direction des affaires décentralisées Bureau des affaires immobilières

Projet de construction par Electricité de France sur le territoire de la commune de SAINT-JUNIEN du poste de transformation 400/90 kV de « Flaud » et de raccordement à ce poste de la ligne d'énergie électrique à 400 kV CUBNEZAIS-EGUZON

Avis d'ouverture d'enquêtes publiques

Conformément aux dispositions d'un arrêté de M. le Préfet, commissaire de la République de la région du Limousin et du département de la Haute-Vienne, en date du 22 janvier 1987 pris en application du code de l'expropriation et du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz, il sera procédé à la mairie de Saint-Junien :

- à une enquête sur l'utilité publique du projet de construction sur le territoire de ladite commune du poste de transformation 400/90 kV de « Flaud » ;
- à une enquête sur l'utilité publique des travaux de raccordement à ce poste de la ligne d'énergie électrique à 400 kV CUBNEZAIS-EGUZON.

Les dossiers d'enquête seront déposés à la mairie de Saint-Junien pendant trente-deux jours consécutifs, du 2 avril 1987 au 2 avril 1987 inclus, de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures, le samedi après-midi et le dimanche exceptés, et consigner ses observations, réclamations ou contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet ou les adresser par correspondance à la mairie de Saint-Junien, au commissaire-enquêteur, où elles seront jointes à la disposition du public.

M. Jacques Perrin, ingénieur, chef de subdivision en retraite, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur unique par décision du président du tribunal administratif de Limoges en date du 18 décembre 1986.

Le commissaire-enquêteur siègera de 15 heures à 17 heures les 26 mars, 31 mars et 2 avril 1987 à la mairie de Saint-Junien, où il recevra les personnes qui désireraient lui présenter directement leurs observations ou réclamations sur l'utilité publique des ouvrages projetés.

A l'issue des enquêtes, après la réception des rapports et des conclusions du commissaire-enquêteur, ces pièces seront jointes à la disposition du public à la préfecture de la Haute-Vienne, à la sous-préfecture de Rochechouart et à la mairie de Saint-Junien pendant un délai d'un an à compter de la clôture des enquêtes.

En outre, les personnes intéressées pourront obtenir copie des rapports et des conclusions du commissaire-enquêteur. Les demandes devront être adressées à la préfecture de la Haute-Vienne, Direction des affaires décentralisées, Bureau des affaires immobilières.

Pour le préfet de région,
le secrétaire général,
Jean-Claude VACHER.

AVIS DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISES

Le gouvernement de la République centrafricaine a décidé la construction d'un barrage de régulation sur la rivière N'bel, à environ 85 kilomètres au nord-ouest de Bangui, et, pour cela, il a sollicité un financement auprès des organismes suivants :

- Banque africaine de développement (BAD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque mondiale, Caisse centrale de coopération économique (CCCE), Fonds international (FIAED).

Le barrage prévu sur un ouvrage mixte béton-ramblais (volume de béton : 85 000 mètres cubes, volume de terrassements : 540 000 mètres cubes) de 30 mètres de haut et 750 mètres de longueur en creux.

Les dossiers de présélection d'entreprises de génie civil sont à adresser contre paiement de 50 000 F CFA ou 1 000 FF, à partir du 9 février, aux adresses suivantes :

à la Direction générale de l'ENERCA

avenue de l'Indépendance, Bangui (République centrafricaine)

ou au bureau d'ingénieurs conseils Coyne et Bellier, 5, rue d'Alsace, 75017 PARIS

Les réponses doivent parvenir à la Direction générale de l'ENERCA, à Bangui, avant le 24 mars 1987 à 12 heures.

Le Monde
sur minitel

**VOTRE PORTEFEUILLE
PERSONNEL**

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LEMONDE

سكنا من الاموال

Economie

SOCIAL

D'ici au 5 mars
M. Chirac va recevoir
toutes les organisations
syndicales

Comme il l'avait annoncé lors de sa conférence de presse le jeudi 29 janvier, M. Jacques Chirac va ouvrir le dialogue social en recevant officiellement l'ensemble des organisations syndicales représentatives. C'est la première fois qu'il recevra une délégation CGT depuis qu'il est à Matignon. Force ouvrière ouvrira ces rencontres le 24 février, suivie le 26 par la CFDT, le 2 mars la CGC sera reçue à son tour, puis le 3 mars la CFTC et la CGT. Les organisations patronales fermeront la marche : la CGPME le 4 et le CNPF le 5 mars.

ÉTRANGER

En désaccord
avec le gouvernementLe président de la Banque
centrale brésilienne
démissionne

Le président de la Banque centrale du Brésil, M. Fernal Bracher, a tiré les conclusions de son désaccord avec l'équipe gouvernementale et notamment, avec le ministre des finances, M. Dilson Funaro. Il a annoncé, le mardi 10 février, sa démission après avoir réaffirmé le bien-fondé de sa politique de crédit, qui a abouti à une flambée des taux d'intérêt, passés de 25 à 200 % des prix en février et 750 % le lendemain. A ses yeux, le loyer de l'argent doit « suivre l'inflation », sinon « c'est une catastrophe ».

De fait, l'inflation fait de nouveau rage au Brésil, où les économistes s'attendent à une poussée de 25 à 30 % des prix en février. M. Funaro, en profond désaccord avec cette approche, a pour sa part annoncé la nomination de M. Francisco Gros à la tête de l'institut d'émission. Une décision jugée inquiétante par les banques créancières du Brésil, premier endetté du tiers-monde avec quelque 109 milliards de dollars. Des négociations devaient reprendre dans les semaines qui viennent sur le réajustement des échéances brésiliennes. Un rendez-vous qui pourrait être retardé par l'introduction d'un nouveau président à la Banque centrale pour connu des milieux bancaires internationaux, même s'il a travaillé pendant près de vingt ans dans des banques privées avant de devenir l'un des responsables de la Banque nationale de développement.

MONNAIES

Allemagne et Etats-Unis s'affrontent
sur un accord de stabilisation des changes

Les marchés des changes ont été fortement agités, en ce début de semaine, par les rumeurs portant sur un accord éventuel de stabilisation des parités de change. Cet accord, selon notre confrère le *Wall Street Journal*, serait présenté par les Etats-Unis, qui offriraient de stabiliser effectivement les parités, à condition que le Japon et l'Allemagne acceptent de stimuler leurs économies. M. James Baker, secrétaire au Trésor, aurait, dans des négociations secrètes avec ses partenaires du groupe des Cinq, proposé l'établissement de « plages de référence » pour leurs monnaies, leur bande centrale intervenant à l'intérieur de ces plages, entre plancher et plafond, pour stabiliser les cours.

Un tel accord serait fortement appuyé par la France, qui, depuis des années, s'est toujours déclarée en faveur de zones cibles (*target zones*) afin d'éviter des variations dévastatrices pour l'ensemble des parités monétaires.

Une première chose est certaine : les conversations au sein du groupe des Cinq se poursuivent pour établir des bases communes pour un tel accord, avec une seule préoccupation, devenue une véritable hantise, éviter à tout prix

une réunion qui ne soit pas susceptible de déboucher sur l'accord en question, faute de consensus préalable. Les conséquences d'un échec seraient trop catastrophiques, notamment sur les marchés des changes.

Or il s'en faut de beaucoup pour qu'un tel consensus soit acquis, le principal obstacle étant l'attitude allemande. A Bonn, on se refuse toujours à accepter une relance de l'économie, jugée dangereuse en raison des risques d'inflation. La RFA a déjà accepté d'abaisser ses taux d'intérêt, et son ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, pressé d'appliquer avec un an d'avance la deuxième tranche d'allègements fiscaux prévue pour le début de 1988, vient à nouveau de s'y refuser.

Cette opposition entre l'axe américano-français et les autorités allemandes est apparue au travers des propos de M. Baker, s'exprimant le mardi 10 février devant la Chambre des représentants. Le secrétaire au Trésor, tout en se refusant à confirmer ou à démentir les rumeurs sur « l'établissement de plages de référence », a tout de même reconnu que la parité actuelle yen-dollar (150 à 155 yens

pour 1 dollar) lui paraissait correspondre aux données économiques fondamentales. En revanche, il s'est refusé à toute appréciation sur la parité dollar-mark, sous prétexte que ses propos « relanceraient la spéculation », ce qui a provoqué une baisse immédiate de la devise américaine.

Dans l'attitude négative de l'Allemagne, on retrouve une vieille inquiétude, celle d'avoir à soutenir le dollar au prix d'interventions répétées sur le marché des changes, ce que la Bundesbank redoute par-dessus tout, car de telles interventions gonflent la masse monétaire outre-Rhin, au risque de relancer l'inflation. En outre, Bonn ne cesse de réclamer aux Etats-Unis une réduction de leur déficit budgétaire, principale source d'inquiétude pour le marché des changes, et, de ce côté, il ne semble pas que la Maison Blanche puisse donner la moindre assurance à ses partenaires. De toute façon, les conversations secrètes entre les Cinq se poursuivent, et, à moins d'un consensus rapide, elles pourraient encore durer plusieurs semaines, voire un mois ou deux, d'autant que la chute du dollar paraît stoppée, du moins pour l'instant.

F. R.

CEE

La difficile gestion de la politique agricole commune

Comment réduire la production

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

L'extrême difficulté que pose la gestion de la politique agricole commune (PAC) alors que, dans la Communauté comme dans le reste du monde, la demande, apparaît de manière de plus en plus aiguë, au point de gêner le reste du débat européen. Les ministres de l'agriculture des Douze réunis le lundi 9 et le mardi 10 février à Bruxelles en ont fait l'expérience : ils n'ont pas complètement réussi à préciser le programme d'assainissement de la production laitière ainsi que de celle de viande bovine dont ils avaient approuvé les grandes lignes en décembre.

Surtout, ils ne se sont pas mis d'accord sur la politique structurelle, c'est-à-dire sur la politique de gestion des sols qui devra accompagner, au cours des prochaines années, l'effort d'assainissement des marchés. Ils se reverront le 23 février. Mais la Commission elle-même a du mal à définir la voie à suivre pour réformer la PAC : elle devait approuver mardi ses propositions de prix ainsi que les mesures d'accompagnement pour la campagne 1987-1988 ; elle n'y est pas arrivée et reprendra le dossier lundi prochain.

Ces contretemps ne devraient cependant pas être interprétés de

façon trop pessimiste. Les manœuvres de retraite comptent parmi les plus délicates.

Les ministres des Douze ont marqué des points lundi et mardi, même s'ils ne sont pas parvenus à tout résoudre. Assainir le marché laitier signifie se débarrasser des stocks qui l'encombrent.

A cet égard, les ministres ont approuvé le programme que leur proposait la Commission. Celle-ci veut faire disparaître d'ici à la fin 1988 1 million de tonnes de beurre des entrepôts de la CEE (sur 1,3 million de tonnes qui s'y trouvent actuellement). Sur ce total, 400 000 tonnes seront exportées à bas prix surtout vers l'Est, et 400 000 tonnes seront destinées à l'alimentation animale.

Mais, dans ce programme, l'original est la méthode de financement. Les Etats membres qui déclinent ce beurre ont accepté de faire l'avance du coût du stockage. Ils seront remboursés sur le budget communautaire, à même alors de le faire grâce aux économies réalisées, à compter de 1989 et sur quatre ans.

Pour éviter que ces stocks, ruineux aussi bien à gérer qu'à éliminer, ne se reconstituent, les Douze ont décidé en décembre de réduire de 6 %, à compter du 1^{er} avril, les quantités pouvant être produites dans la CEE. Mais la Commission voudrait également être autorisée à suspendre les achats d'intervention dans l'hypothèse où le stock de beurre communautaire dépasserait 300 000 tonnes.

En décembre, les ministres ont décidé, là aussi, pour limiter l'intervention et par là même les quantités qui encombreraient les entrepôts, de

baisser de plus de 10 % les prix auxquels sont opérés les achats publics de viande de bœuf. En contrepartie, il a été décidé d'accorder une prime de 25 ECU (170 F) par adulte mâle aux producteurs spécialisés. M. Guillaume a obtenu que les « brouillards », dont la France exporte plus de 600 000 vaches par an vers l'Italie (alors qu'ils ne pèsent que 600 kg), bénéficient eux aussi de la prime.

La Commission, pour accélérer le processus de réduction de la production, propose, au titre de la politique structurelle, d'offrir la pré-pension aux agriculteurs de cinquante-cinq à soixante-cinq ans qui s'engageraient à geler leur exploitation.

La France, ainsi que d'autres pays membres, estime que la politique structurelle doit servir, comme dans le passé, à remodeler les exploitations, à en agrandir les surfaces afin de les rendre plus rentables, mais qu'il serait dangereux de l'utiliser pour stériliser des terres. Ce sera le thème principal du débat ministériel du 23 février.

Quant à la Commission, elle bute sur deux points principaux : celui des montants compensatoires monétaires positifs que les Allemands appliquent encore dans leurs échanges, alors qu'ils s'étaient engagés à les supprimer ; celui de l'assainissement du marché des corps gras : est-il possible de financer le soutien — nécessaire — de l'huile d'olive et d'appliquer une taxe sur les huiles produites et importées dans la CEE sans courir le risque, entre autres, de attirer les foudres des exportateurs américains de soja ?

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE OPTORG

Les premiers éléments disponibles sur les comptes 1986 permettent de confirmer les informations précédemment communiquées et d'écarter tout bénéfice comparable à celui de 1985, tant pour la compagnie qu'au niveau du résultat consolidé hors éléments exceptionnels.

Le résultat 1987 de la compagnie ne devrait pas être influencé de façon significative par l'importante réduction des programmes d'investissements publics intervenus dans les pays d'Afrique centrale producteurs de pétrole.

En revanche, de ce fait, le bénéfice consolidé 1987 sera en sensible retrait sur celui de 1986.

SOCIÉTÉ CENTRALE
DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Société anonyme créée par la loi du 4 janvier 1973
Capital social : 407 millions de francs
Siège social : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

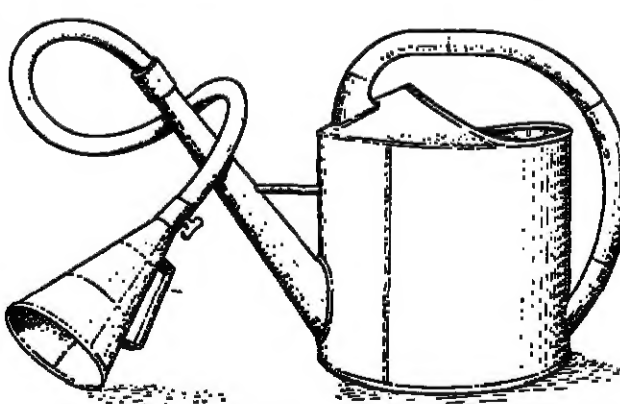
CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1986
(Primes émises en millions de francs)

	1985	1986	Variation... %
AGF VIE	8 499	10 893	+ 28,2
AGF IART	9 446	10 166	+ 7,6
	17 945	21 059	+ 17,35

Les deux sociétés AGF VIE et AGF IART sont filiales de la Société centrale des AGF, qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des sociétés constituant le Groupe des AGF.

- 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX.
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES AGF EN FRANCE ET DANS PLUS DE CINQUANTE PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.

ÊTES-VOUS SÛR
D'AVOIR CHOISI
LA BONNE ASSURANCE
INCENDIE ?



Arrosier extincteur.
Éteint immédiatement
tout foyer.
Existe
en plastique
et en métal.

Pour tout savoir sur l'Assurance, rendez-vous du 10 au 14 février à Assure Expo. Le 3^e Salon de l'Assurance se tient au Palais des Congrès, Porte Maillot, avec chaque jour des forums d'information sur tous les thèmes clés de l'Assurance et des lots de 10 000 F en SICAV. Pour obtenir le programme détaillé du Salon, consultez votre Minitel : 3615, code VSD. Assure Expo : l'assurance de tout savoir sur l'Assurance.

ASSURE
EXPO 87

Marchés financiers

PARIS, 11 février ↑

Irrégularité

Une séance particulièrement pourrie mercredi à la Bourse de Paris où les valeurs françaises terminaient sur une légère hausse, de 0,10 %.

A la petite séance du matin, la cote avait déjà eu le même comportement.

Il n'y a pas de doute, le marché vit bel et bien à l'heure monétaire. Si le dollar baisse, la cote recule, car immédiatement se profile le spectre d'une hausse des taux d'intérêt avec toutes les conséquences que cela implique (tensions au sein du SME, etc.).

Si le « billet vert » semble se stabiliser, les investisseurs restent fermes au pied, n'osant pas prendre une sérieuse initiative de peur que, le lendemain, une saute d'humour de la monnaie américaine ne leur fasse regretter leur « hardiesse ».

C'est pourquoi, à la Corbeille, on appelle de tous ses vœux... Une concentration des pays les plus industrialisés du monde sur cette question des monnaies.

Cette inactivité a entraîné mardi un net tassement des affaires. Pour les étrangers fort encaissés, quelques achats à Paris — dans le secteur des pétroles.

Mercredi, on était enfin fixé sur l'identité de l'acheteur qui a largement contribué à la hausse de La Redoute. En effet, le société du Printemps a annoncé qu'elle détenait près de 15 % du capital du groupe de ventes par correspondance à la suite d'achats en Bourse. La Redoute a gagné 2,5 % à 2 905 F, tandis que le Printemps cédait 1,4 % à 630 F.

Par ailleurs, il y avait pratiquement autant de hausses que de baisses. Le Comptoir des entrepreneurs a progressé de 5,5 %. Radio-technique de 3,2 % et Thomson-CSF de 3 %. Hausse de 3 % d'Alstom et de 1,7 % de Mouton.

A l'inverse, Spie-Batignolles a cédé 3,8 %, TRT 3,5 % et Labinal 3 %. Saint-Louis a abandonné 2,7 % et Luchaire 2 %. Le Metif était encore en baisse mercredi, l'or a fléchi notamment à Paris où le lingot cédait 750 F à 78 750 F. Le napoléon a baissé de 4 F à 514 F.

NEW-YORK, 10 février ↓

Nouveau repli

Les cours se sont à nouveau repliés à Wall Street mardi 10 février, l'indice Dow Jones perdant 18,70 points à 2 158,04, avec 168 millions de titres échangés, contre 143 millions la veille. Comme les jours précédents, les milieux boursiers recommencent à douter sur la possibilité d'une diminution prochaine du taux d'escompte de la Réserve fédérale, préoccupée par la baisse du dollar.

En ce cas, le recul du billet vert pourrait ne pas se poursuivre, ce qui rendrait moins brillantes les perspectives des multinationales, qui tirent de leurs filiales étrangères une partie appréciable de leurs profits, notamment les firmes de produits chimiques et pharmaceutiques. Après trois séances consécutives de repli à Wall Street, les opérateurs commencent à parler de « correction technique » qui pourrait se poursuivre quelques temps encore, les cours des actions paraissent surévalués par rapport à ceux des obligations.

Dans les compartiments, IBM est resté stable, tandis que les valeurs de semi-conducteurs se repliaient.

VALRISE	Cours du 9 fév.	Cours du 10 fév.
Alcan	42 1/4	41 3/4
A.T.T.	24	23 7/8
Bearing	50 1/8	50 1/4
Chase Manhattan Bank	38 3/8	38 5/8
De Port de New York	100	98
Eastman Kodak	75 7/8	75 3/4
Exxon	82 7/8	82 5/8
General Electric	78 1/4	78 1/8
General Motors	100 1/8	99 5/8
Goldman Sachs	80 3/4	80 1/2
IBM	153 3/4	152 1/2
I.T.T.	62	60 1/8
Intel Corp	45 3/4	45 1/2
Johnson & Johnson	68 5/8	67 3/4
Schlumberger	38 7/8	38 7/8
Texaco	38 3/4	38 5/8
U.S. Steel	58 1/4	57 1/4
Union Carbide	28 1/8	28 3/4
U.S. Steel	24 1/2	24
Westinghouse	38 3/4	38 1/4
Yarn Corp	68 7/8	67 7/8

CHANGES

Dollar : 6,0490 F =

Sur des marchés des changes passablement nerveux, le dollar est, finalement, resté stable mercredi par rapport à mardi, après un vif repli mardi après-midi à 1,79 DM et 5,58 F, avant de se raffermir mercredi soir à New-York et mercredi matin en Europe. Le taux de M. Baker de parer un jugement sur la parité dollar-deutschmark a déprimé, initialement, le billet vert.

FRANCFORT 10 fév. 11 fév.
Dollar (en DM) .. 1,835 1,819

TOKYO 10 fév. 11 fév.
Dollar (en yen) .. 152,2 153

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (11 fév.) .. 7 15/16 %

New-York (10 fév.) .. 6 1/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

9 fév. 10 fév.

Valeurs françaises .. 163,7 163,2

Valeurs étrangères .. 162,4 161,9

C^o des agents de change

(base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général .. 418,2 415,9

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

9 fév. 10 fév.

Industrielles .. 2176,74 2158,04

LONDRES

(Index Financial Times)

9 fév. 10 fév.

Industrielles .. 1 516,66 1 483

Mines d'or .. 319,28 318

Fonds d'Etat .. 86,22

TOKYO

10 fév. 11 fév.

Nikkei .. 19 679,3 19 823

Indice général .. 1 722,99 1 762,3

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 février

Nombre de contrats :

COURS

ÉCHÉANCES

Mars 87 Juin 87 Sept. 87

Dernier

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

11 FEVRIER

Cours relevés à 14 h 50

Règlement mensuel										Cours relevés à 14 h 50									
Compt.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compt.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compt.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compt.	VALEURS
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.
4280	A.S. 10/10	1540	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.

Comptant (selection)										Second marché (selection)									
VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28
4280	A.S. 10/10	1540	1540	+ 0,31	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28	107	Orléans Ind.	112	107	+ 0,28

سكنا من الاموال

هكذا من الازل

28 • Jeudi 12 février 1987 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La libération de 140 dissidents en URSS. 4 La « guerre des camps » palestiniens au Liban. 5 Le sort des otages au Liban. 6 La crise tchadienne. — La rencontre entre la CEE et les pays d'Amérique centrale.	10 Les relations de M. Barre avec la majorité. — La nouvelle « affaire Stasi ».	11 L'affaire du Canefour du développement. — Refus de M. Mitterrand de laisser muter M. Apap. 12 Le hold-up de Marseille. — La marche des mères d'enfants algériens enlevés.	13 Masques, un film de Claude Chabrol. 14-15 Le Salon des arts graphiques au Grand Palais. 21 Communication : M. Lecat défend l'avenir de l'imprimerie française.	24 Les recommandations de M. Méhaignerie pour les loyers. — Le programme du président du CNPF. 25 Renault modernise son système de formation. 26 La gestion de la politique agricole commune. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées .. 22-23 Carnet 20 Météorologie 19 Mots croisés 17-18 Programmes des spectacles 17-18	● Instituteurs : manifestation nationale. ● Les dossiers chauds : « Irangate », privatisations, télévisions, otages. ● Les débats en direct sur Minitel. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarket, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE

Contre les décrets des maîtres-directeurs

Manifestation des instituteurs à Paris

Grèves périodes et défilés de contestation contre les décrets instituant la fonction de « maître-directeur » se sont succédés, mardi 10 février, à la veille de la manifestation nationale appelée par les trois principaux syndicats d'instituteurs, le SNI, le SGEN-CFDT et SNUDI-FO (92 % des voix aux élections professionnelles, dont 70 % pour le SNI) et par la « coordination des instituteurs en lutte » qui regroupe, syndiqués et non syndiqués.

Selon le SNI, cinquante mille instituteurs (sur trois cent quinze mille) se seraient déclarés prêts à « monter » à Paris en train et par cars spéciaux. Le défilé entre l'Opéra et la Nation devrait permettre de mesurer à nouveau l'ampleur de la mobilisation, qui s'amplifie depuis un mois mais pourrait s'affaiblir du fait des vacances scolaires de février. Le SNI et le SGEN envisagent toutefois de continuer l'action après les congés.

Mardi, le mot d'ordre de grève lancé par la coordination a été modestement suivi à Paris. Mais de nombreuses manifestations locales ont eu lieu, comme à Périgueux (Dordogne), où les instituteurs ont occupé pendant une heure les locaux de Radio-France-Périgord. A Pontoise et à Créteil, les enseignants se sont rassemblés devant l'inspection

académique, protestant contre le manque de moyens matériels et humains dans les écoles en même temps que contre les maîtres-directeurs.

Le mouvement suscite un élan de sympathie important chez les instituteurs puisque 79 % d'entre eux se déclarent « solidaires » de la manifestation du mercredi 11 février, selon un sondage Ipsos-Le Matin. Ce dernier, qui témoigne de l'excellente image de la coordination (70 % d'opinions favorables, contre 53 % pour le SNI), indique qu'une majorité d'instituteurs (57 %) seraient prêts à faire grève plus de vingt-quatre heures contre les décrets de M. Monory, à propos duquel 77 % craignent qu'ils ne nuisent à l'ambiance de travail dans l'école.

Ce sondage est à rapprocher de celui effectué par la SOFRES pour le ministère de l'Éducation nationale les 19 et 20 janvier, qui révélait les sentiments ambigus des parents d'élèves sur la direction d'école. Selon cette enquête, 35 % des parents se déclaraient favorables à l'augmentation du pouvoir des directeurs d'école (41 % pour le statut quo), mais 71 % d'entre eux approuvaient l'initiative du gouvernement d'augmenter leurs pouvoirs.

Ph. Be.

Au conseil des ministres

M. Léotard définit les axes de sa politique pour la musique

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a présenté au conseil des ministres, le mercredi 11 février, les orientations de sa politique pour la musique. Celle-ci vise en premier lieu à développer l'éducation musicale dans les établissements scolaires, dans les conservatoires et les écoles de musique. M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le premier ministre avait rappelé sa volonté de promouvoir les enseignements artistiques et confirmé qu'un projet de loi d'orientation sera déposé à ce sujet au printemps.

M. Léotard entend en second lieu encourager la formation et l'insertion professionnelle des musiciens, notamment par la rénovation matérielle et pédagogique de l'enseignement supérieur spécialisé, et par une aide à l'insertion professionnelle. En

troisième lieu, les modalités de fonctionnement du palais Garnier et du nouvel équipement musical de la Bastille seront déterminées prochainement au vu des conclusions d'une mission d'étude placée auprès du président du Théâtre national de l'Opéra de Paris, M. Raymond Soubise. D'autre part, un groupe d'experts, comprenant des personnalités du monde de la musique et de l'administration, sera mis en place en 1987 pour redéfinir les principes d'intervention de l'État en faveur des orchestres et des théâtres lyriques.

En quatrième lieu, le ministre de la culture et de la communication entend favoriser la mise en valeur du patrimoine musical et encourager la création musicale et la chanson française. M. Juppé a indiqué à ce sujet que le régime de TVA applicable à l'audition photographique (33,3 % actuellement) fera l'objet d'un « examen approfondi ».

Magasin ART DE LA TABLE

Cristallerie - Porcelaine - Orfèvrerie - Cadeaux

LIQUIDATION DU STOCK

remise 30 % 40 % 50 %

sur tout le stock

CLUB PARADIS DE LA TABLE

38, rue de Paradis - 75010 Paris

Tél. : 42.46.90.61

(Autorisation préfectorale N° 13 LD 87)

TRANCHE DU VENDREDI 13

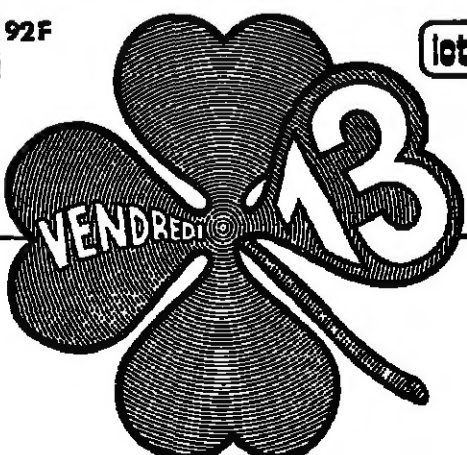
GROS LOT

4 MILLIONS

DIXIÈME 10F - ENTIER 92F

TIRAGE LE 16 FÉVRIER

loterie nationale



RFA : la rupture de la coalition SPD-Verts

M. Holger Boerner renonce à conduire la liste social-démocrate aux prochaines élections en Hesse

BONN
de notre correspondant

Après la rupture de la coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts, de nouvelles élections auront lieu dans le Land de Hesse le 5 avril prochain. Le ministre-président, M. Holger Boerner, a confirmé officiellement mardi 10 février à Wiesbaden, qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat et qu'il renoncerait à la présidence de la fédération social-démocrate de Hesse. La liste du parti sera conduite pour les élections par un proche de M. Boerner, M. Hans Krollmann, ministre des finances, qui aura en face de lui l'actuel ministre de l'environnement du gouvernement fédéral, M. Wallmann, ancien maire de Francfort, tête de file des chrétiens-démocrates.

Une série d'élections régionales doivent se dérouler cette année en RFA. Après la Hesse, ce sera en mai la Rhénanie-Palatinat, puis en septembre le Schleswig-Holstein et le Bade-Wurtemberg. La situation est également incertaine à Hambourg.

Ph. Be.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 11 février a procédé aux nominations suivantes :

Département de la Haute-Saône : M. François Lefebvre, sous-préfet hors cadre, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Saône, en remplacement de M. Guy Merheim nommé hors cadre.

M. Maurice Siegel, membre du Parti communiste, préfet hors cadre, est mis à la disposition du conseil général du département de la Seine-Saint-Denis, placé en service détaché.

Sur le vif

Casse

C'est bizarre, avouez ! On est là à cliquer des dents, on tremble pour notre sécurité, on n'ose pas sortir dans le noir. Et pourtant, à la ville comme à l'écran, chaque fois qu'un voleur fait la nique à un gendarme, on jubile, on se marre. Ce matin encore, au café du coin, tout le monde se gondoilait au comptoir en attendant Maurice raconter la casse de Marseille. Les coffres fracturés, le pinard, la galerie souterraine maubiliée Knoll, moquette, téléphones, victuailles, champagne. La tête du préfet Broussard, partagé entre le dépit et l'épate. Faut dire, c'est assez cocasse !

Is l'ont eu dans le bébé, les flics. Ils n'y ont vu que du feu. Je ne sais pas ce qui leur arrive, en ce moment, mais ils ont vraiment pas de pot. Les gangsters, ils les laissent filer, et eux, ils arrêtent pas de se faire piquer. Tiens, on vient encore d'en condamner un à Marseille, justement. Il s'était amusé à tirer sur un gamin qui passait à scooter. C'est pas la

forme, décidément. Ils sont pétés, ils sont désordrés, ils ont la bavure bavasse et la gâchette en goguette.

Et le coup des deux proxénètes, deux commissaires de police, à Marseille. Toujours sympe, notre petit Chicago sur la Grande Bleue. Ils n'y sont pas allés de main morte. Vous savez combien elle a été obligée de leur refiler, la madame Claude du coin, surnommée la Vipère ? 4 millions. 400 millions de cartons. Pas mal, non ?

Ouais, mais bon, eux, c'est pas comme les mafieux de la Casse d'épargne, eux, les flics, ils se sont fait choper. Par qui ? Par les gendarmes. Pour attraper les voleurs, rien de tel que nos braves pandores. A se demander si on devrait pas conseiller à tous ces super-spécialistes du grand banditisme d'aller se recycler dans la marchandise. Il y aurait sûrement moins de casse !

CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

● Explosion à Téhéran. — Une très forte explosion a été entendue, le mercredi 11 février, à Téhéran, peu après la fin d'une importante manifestation marquant le 8^e anniversaire de la révolution. Une alerte aérienne de dix minutes a aussitôt été déclenchée, suivie d'un tir de barrage nourri de la défense anti-aérienne de la capitale. On ignorait encore, en début d'après-midi s'il s'agissait d'un bombardement iranien. Ce bombardement serait le deuxième depuis le début de l'année contre Téhéran. — (AFP.)

● Voile : Course autour du monde. — Philippe Jeantot (Crédit Agricole) a doublé le cap Horn, mercredi 11 février à 7 h 20 GMT, en

tête dans la troisième étape de la Course autour du monde en solitaire. Il précédait alors Tiouan Lamazou (Ecuveuil-d'Aquitaine) d'une cinquantaine de milles. Les navigateurs ont encore plus de 2 200 milles à parcourir avant l'arrivée de l'étape à Rio-de-Janeiro.

Le numéro du « Monde » daté 11 février 1987 a été tiré à 474 879 exemplaires.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

(Publicité)

SÉJOURS LINGUISTIQUES

ANGLETERRE - IRLANDE - USA
ALLEMAGNE - ESPAGNE

● Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Encadrement sérieux.

● Options sportives : équitation, tennis, voile, planche à voile.

● Elèves des collèges et lycées (11-18 ans).

● Etudiants (18-21 ans).

● Toutes vacances scolaires : février, Pâques, juin, été, Toussaint, Noël.

DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

LVIS

Membre UNOSEL

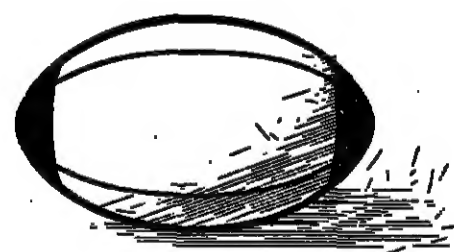
21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS

Tél. : 43-44-11-44

Bureau de Rhône-Alpes : 2, avenue du Général-Bresson, 69008 LYON

Tél. : 78-52-44-77

SAMEDI 14, FESTIVAL D'ART ET ESSAI AU PARC



SAMEDI 14 FÉVRIER 20 H 30. RACING/AGEN AU PARC

Le Monde sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement

30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.

36.15 TAPEZ LEMONDE

LES AMATEURS D'APPLE ONT LE SERVICE APRES-VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER LES N'ONT QUE DES PEPINS.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o.

SCSI compatible

26.900 F HT

31.900 F TTC



INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26

64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03